



Photo: WFP/Rein Skallerud

Genre, Marchés et Autonomisation des Femmes dans la Région du Sahel : Analyse Comparative du Mali, Niger et Tchad

VAM Etude Genre et Marchés #4

2016-2017

Le programme « Zéro Faim » met l'accent sur l'importance de renforcer l'autonomisation économique et soutient l'Objectif de Développement Durable 2 qui vise à *doubler les revenus et la productivité des petits producteurs*. L'intérêt croissant porté sur les marchés résilients peut apporter des contributions importantes aux systèmes alimentaires durables et édifier la résilience. La participation aux systèmes de marché n'offre pas seulement la possibilité d'assurer ses moyens de subsistance, mais elle permet aussi de se prendre en charge, de préserver sa dignité, de créer du capital social et d'augmenter la confiance en soi. L'analyse de la sécurité alimentaire doit tenir compte des questions de violence et de discrimination basée sur le genre afin de fournir une assistance adaptée aux plus vulnérables.

La politique de nutrition du PAM (2017-2021) réaffirme que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont essentielles pour assurer une bonne nutrition et des moyens de subsistance durables et résilients fondés sur les droits de l'homme et la justice. C'est pour cela que l'analyse sexospécifique dans les programmes de nutrition est une composante fondamentale pour réaliser les ODD. L'initiative VAM *Genre et Marchés* du Bureau régional du PAM pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre vise à renforcer l'engagement, la responsabilité et les capacités du PAM et de ses partenaires en matière de sécurité alimentaire et d'analyse nutritionnelle tenant compte des sexospécificités, et ce, aux fins d'élaborer des interventions basées sur le marché qui favorisent l'autonomisation des femmes et des populations vulnérables. La série d'études régionales *Genre et Marchés* du VAM servira de base empirique et permettra de faire le lien avec l'ODD 5 dont le but est de *réaliser l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles*.

Tous droits réservés pour tous pays
Edition française, 2016-2017
Copyright © Programme Alimentaire Mondial
Bureau Régional Dakar

Auteurs : Tara Deubel, PhD et Micah Boyer
University of South Florida
Department of Anthropology
Tampa, Florida

Révisé par : William Ndiaye

Pour plus d'information, contacter :

Programme Alimentaire Mondial

Simon Renk (Conseiller Régional des Marchés) : simon.renk@wfp.org

Desiree Lwambo (VAM Spécialiste Genre) : desiree.lwambo@wfp.org

Sommaire

Liste des Acronymes	4
Remerciements.....	5
Résumé exécutif	6
1. MALI.....	6
2. NIGER.....	8
3. TCHAD.....	10
INTRODUCTION	14
Méthodologie.....	14
1. Étude de Cas du MALI.....	18
1.1 Organisation du village et du ménage	18
1.2 Les femmes au sein des ménages.....	19
1.3 Stratégies de subsistance.....	21
1.4 La migration, stratégie de subsistance	23
1.5 Régime foncier	24
1.6 Programmes en contexte.....	24
2. Étude de Cas du NIGER.....	32
2.1 La vie avant les interventions du PAM.....	32
2.2 Stratégies de subsistance.....	32
2.3 La migration des hommes comme stratégie de subsistance.....	34
2.4 La migration des femmes comme stratégie de subsistance.....	35
2.5 Accès aux marchés et contraintes à la participation des femmes.....	36
2.6 Programmes en contexte.....	38
3. Etude de Cas du TCHAD	46
3.1 Infrastructure	46
3.2 Biens des femmes et droits des femmes au sein des ménages.....	48
3.3 Stratégies de subsistance.....	49
3.4 Les stratégies de vie pastoraliste.....	53
3.5 Programmes en contexte.....	53
4. RECOMMANDATIONS ET DISCUSSION	58
4.1 Recommandations.....	58
4.2 Discussion. Genre et considérations anthropologiques du ciblage et de la surcharge	66
4.3 Réflexions sur WEAI.....	70
Bibliographie.....	74
ANNEXES.....	76
Annexe I – Revue de littérature : L'autonomisation des femmes.....	76
Annexe II – Profiles des pays sélectionnés.....	82
APPENDICE A: Instruments de collecte des données.....	92

Liste des Acronymes

AEM	: Analyse de l'Économie des Ménages
ALIMA	: Alliance pour l'action médicale internationale (<i>Alliance for International Medical Action</i>)
AMASSA	: Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires
AMCP	: Alliance Malienne contre le Paludisme
CEMAC	: Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	: Argent pour la préservation du capital de production (<i>Cash For Assets</i>)
CSCOM	: Cliniques de Santé Communautaire
CT	: Transferts monétaires (<i>Cash Transfer</i>)
DGV	: Distribution Générale des Vivres
DEF	: Diplôme d'Études Fondamentales
FFA	: Aliments pour la préservation du capital de production (<i>Food For Assets</i>)
FMI	: Fonds Monétaire International
GEM	: Mesures d'Autonomisation du Genre (<i>Gender Empowerment Measure</i>)
LASDEL	: Laboratoire d'études et de recherche sur la dynamique sociale et le développement local (<i>Laboratory for Studies and Research on Social Dynamics and Local Development</i>)
MAM	: Malnutrition Aiguë Modérée
MAS	: Malnutrition Aiguë Sévère
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale
ONAPE	: Office National pour la Promotion de l'Emploi
OP	: Organisations paysannes
P4P	: Achats au service du progrès (<i>Purchase for Progress</i>)
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PLA	: Apprentissage et action participative (<i>Participatory Learning and Action</i>)
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPA	: Evaluation participative de la pauvreté (<i>Participatory Poverty Assessment</i>)
PRA	: Evaluation participative rurale (<i>Participatory Rural Appraisal</i>)
PRASAC	: Pôle régional de Recherche Appliquée des Savanes d'Afrique Centrale
PRRO	: Intervention prolongée de secours et de redressement (<i>Protracted Relief and Recovery Operations</i>)
SAP	: Programme d'ajustement structurel (<i>Structural Adjustment Program</i>)
SECADEF	: Secours Catholique et Développement
UNPL	: Union Nationale des Producteurs Locaux
VAM	: Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (<i>Vulnerability Analysis and Mapping</i>)
WEAI	: Indice d'Autonomisation des Femmes pour l'Agriculture (<i>Women's Empowerment in Agriculture Index</i>)
XAF	: Franc CFA (Afrique Centrale)
XOF	: Franc CFA (Afrique de l'Ouest)

Remerciements

Les consultants tiennent à remercier les nombreuses personnes qui nous ont appuyés sur le terrain. Le personnel du PAM et le personnel des organisations partenaires ont donné largement de leur temps et leur expérience dans la conception et la mise en œuvre de cette recherche, souvent avec très peu de préavis. Ce rapport a également bénéficié de débriefings conduits dans chaque pays, dans lesquels le personnel du PAM a fourni de précieux commentaires.

Les consultants aimeraient également remercier les membres des équipes de recherche engagées dans chacun des trois pays, qui ont accompli un travail au-delà de nos attentes dans des conditions souvent très difficiles. La force et la validité des données présentées ici leur doivent beaucoup.

Merci également au personnel de soutien qui a supervisé la sécurité et le bien-être du personnel de recherche sur le terrain : les agents de sécurité à Dakar et dans chacun des trois pays. Les consultants souhaiteraient également souligner l'extraordinaire soutien apporté par les chauffeurs, qui ont souvent servi à la fois de quatrième assistant de recherche et de coordinateur logistique en plus de leurs fonctions habituelles.

Mais surtout, les consultants aimeraient remercier les vendeurs et les grossistes sur les marchés et les membres de la communauté dans tous les villages où la recherche a été menée. Ils ont tous été, sans exception, extraordinairement communicatifs et patients avec nous. Nous remercions particulièrement les leaders communautaires qui nous ont reçus et nous ont appuyés dans la collecte de données dans les communautés et auprès des informateurs clés qui ont donné si généreusement de leur temps à expliquer les détails émergents au cours de multiples conversations. Les ménages qui ont si gracieusement ordonné l'accueil et l'hébergement des équipes aux villages méritent également une reconnaissance particulière. L'hospitalité et la générosité du Sahel sont incomparables, et les consultants sont particulièrement reconnaissants à leurs hôtes pendant leurs séjours au village.

Résumé exécutif

1. MALI

Des recherches menées dans deux villages autour de Dioïla, une ville de la zone agricole à environ 165 kilomètres de Bamako, ont constaté que le succès des programmes du PAM est conditionné par une dynamique de genre au niveau des villages et des ménages. Comme c'est typique dans les ménages maliens, le chef de ménage (*dutigi*) contrôle l'apport de main-d'œuvre pour les champs collectifs du ménage et le dernier mot dans l'utilisation ou la vente de la production collective de l'unité lui revient. La migration dans la région est devenue une stratégie de subsistance de plus en plus importante, en particulier pour les jeunes hommes attirés par le travail dans les mines d'or proches.

La région sélectionnée pour cette recherche a des sols relativement productifs et est accessible à de nombreuses organisations étatiques et non gouvernementales, ce qui permet une diversité de stratégies de subsistance. L'agriculture, et en particulier la production de céréales de base, domine les stratégies de subsistance des ménages pour la région. Les hommes et les femmes, dans des économies largement séparées, cherchent à diversifier leurs stratégies de subsistance pour atténuer les risques, participer à l'économie monétaire et assurer la sécurité alimentaire des ménages tout au long de l'année. Pour les hommes, cela se fait principalement par la migration et l'élevage, soit en engraissement pour revente ou en élevage. La production de beurre de karité est une activité complémentaire importante pour les femmes des deux villages.

L'exode des hommes crée des déséquilibres démographiques dans les groupes d'âge clés qui se traduisent par une demande croissante de main-d'œuvre agricole féminine. Les jeunes hommes qui seraient normalement subordonnés à un chef de ménage et travailleraient collectivement dans leurs champs trouvent une plus grande autonomie dans la migration. La position sociale est probablement un déterminant plus important du pouvoir d'une femme au sein du ménage que sa contribution économique. L'apport de main-d'œuvre exigé d'une femme par son *dutigi* est fortement lié à la présence d'autres femmes actives dans le ménage et à leur distribution. Les pressions économiques auxquelles sont confrontées les femmes dépendent également de leur âge et de leur position sociale. Dans les deux villages, certaines femmes possèdent des animaux, mais ont une capacité limitée à les vendre indépendamment. Puisqu'une femme ne doit pas vendre un animal sans l'autorisation formelle de son mari, les acheteurs potentiels refuserait de l'acheter, ou lui donnerait un prix beaucoup plus bas que son mari pourrait obtenir. C'est un facteur clé qui limite la participation des femmes au marché.

Comme cela est généralement le cas dans les villages Bamana, la terre n'est pas achetée ou vendue mais reste dans les familles. Pour la plupart, même les familles les plus pauvres qui sont obligées de travailler dans les champs d'autrui ont leurs propres champs à cultiver pour leur subsistance. Le métayage est rare, puisque les ménages préfèrent diminuer la superficie des parcelles cultivées et produisent moins qu'avant la ruée vers l'or, plutôt que de maintenir la productivité à l'aide de main-d'œuvre embauchée. La plupart des ménages ont une abondance de terres et ne maximisent pas leur superficie cultivée. La terre est formellement attribuée par les *dugutigi*, et chaque chef de large ménage répartit ensuite les terres disponibles entre les champs collectifs et individuels. La distinction entre ces deux types de domaine

confère aux femmes un certain degré d'autonomie économique. Bien que les femmes soient assurées des parcelles pour leur propre culture, c'est à la discrétion des *dutigi* de décider lesquelles leur seront allouées à chaque cycle, ce qui ajoute un niveau d'incertitude à leur planification à long terme.

LES PROGRAMMES DU PAM AU MALI

P4P : Achats au service du progrès. P4P a intentionnellement donné la priorité aux cultures associées à la production des femmes. Avec un accès limité au crédit et une moindre capacité d'absorption du risque, les femmes sont particulièrement vulnérables aux pressions de vendre leur production à des prix défavorables immédiatement après la récolte. Le programme P4P a également ciblé les groupes de femmes pour obtenir un soutien matériel supplémentaire, en fournissant des outils agricoles et des bêtes de trait aux OP des femmes qui n'ont pas l'équipement nécessaire pour les périodes de travail intensif du cycle agricole.

Pour les petits agriculteurs qui ne participent pas au P4P, il existe une énorme pression économique de vendre le grain au moment de sa récolte, malgré le prix défavorable offert par les commerçants intermédiaires à ce moment. Les prêts agricoles pour les intrants et les engrais sont à échéance, et le ménage est souvent sous la contrainte car les réserves de l'année précédente ont été épuisées pendant les mois de précarité qui précèdent, ce qui peut aussi avoir obligé le ménage à emprunter de la nourriture ou de l'argent pour le remboursement à la récolte. Pire encore, les non-participants sont sujets aux aléas du marché pour les intrants et les rendements, et sont confrontés à l'incertitude de pouvoir trouver un acheteur de leur récolte à un prix favorable. En conséquence, ils ne peuvent pas facilement planifier la façon de maximiser les profits en planifiant la superficie cultivable à l'avance.

Le niveau élevé d'émigration dans ce domaine a des implications directes pour le P4P. D'une part, il assure que pour pratiquement tous les ménages il y a plus de terres disponibles que ses membres ne cultivent. C'est dans ce contexte que le marché garanti du P4P a le plus grand potentiel d'apporter des changements transformateurs. (Pourtant, cette recherche n'a trouvé aucun exemple de ménages qui choisissent de ne pas émigrer, ou d'émigrer mais de revenir en saison des pluies, expressément en raison des avantages économiques conférés par le P4P). D'autre part, la dépendance croissante des ménages à l'égard du soutien des membres à l'extérieur du village les rend moins capables de s'adapter dans les cas où les transferts de fonds sont brusquement interrompus. En outre, l'émigration a déstabilisé de nombreuses institutions sociales du village et peut également réduire la cohésion sociale des groupes de production.

P4P résout les deux problèmes les plus critiques pour les producteurs : il apporte un certain soutien aux intrants nécessaires et garantit la vente au-dessus du prix du marché. Malheureusement, il existe des facteurs sociaux et structurels qui rendent les femmes productrices beaucoup moins capables de profiter des avantages du P4P que les hommes. Étant donné que les femmes ont un accès plus restreint à l'engrais, elles l'achètent à crédit et sont donc plus susceptibles de vendre une partie de leur récolte avant de vendre la partie restante au PAM. De plus, tandis que les membres des groupes d'hommes décrivaient comment un marché garanti leur permettait de passer d'une marge minuscule sur la production de revenus à une production sensiblement accrue, pour les femmes dans les deux villages l'effet était quasi-inexistant. En effet, aux moments critiques de défrichage, de plantation et de récolte, les hommes ont d'abord accès aux bœufs et aux charrettes, et les femmes sont obligées d'attendre que tous les hommes aient terminé avant de pouvoir les utiliser, perdant par conséquent une partie de leur récolte.

Programme des aidants naturels. Grâce à nos entrevues avec les aidants naturels, il devient évident qu'il est difficile pour les femmes d'être déplacées de leurs foyers, même pour de courtes périodes, en particulier lorsque la durée de leur séjour à l'hôpital est difficile à déterminer. Les coûts d'opportunité de laisser derrière d'autres enfants, les obligations du ménage et le travail champêtre (en particulier pendant les saisons de pointe) sont énormes, et ces lacunes sont inévitablement comblées par d'autres femmes et filles, parfois avec des effets permanents (telle que la déscolarisation des filles). Les femmes subissent également des coûts sociaux considérables pendant leur déplacement prolongé en tant que soignantes dans les structures centralisées. Parce que le programme de soignants atténue certaines des préoccupations économiques qui pèsent sur les ménages dans leurs considérations de l'hospitalisation des enfants malnutris, il a le potentiel non seulement de réduire l'abandon de traitement, mais aussi d'amener les ménages à s'occuper plus tôt des soins des enfants, à un état de malnutrition moins sévère.

2. NIGER

Des recherches ont été menées dans trois communautés près de Loga, bénéficiaires conjoints d'un seul programme CFA (« Argent pour la préservation du capital de production ») du PAM, un projet de rétention d'eau entre les trois villages qui emploie des groupes de travail de chaque village. Ils dépendent également principalement du même marché. Les villages de cette région partagent une dépendance massive sur l'exode en tant que stratégie de subsistance. Comme la qualité des sols a diminué et que les rendements sont devenus moins sûrs, l'agriculture et l'agropastoralisme ne suffisent plus à nourrir les ménages de la région toute l'année. Les stratégies d'émigration sont sexospécifiques : les hommes voyagent principalement à l'étranger pour vendre des vêtements de seconde main dans les pays côtiers au sud ; les femmes servent de main-d'œuvre domestique dans les centres urbains du Niger. Le programme de CFA lancé par le PAM, conjointement avec les autres formes de soutien fournis par le PAM et son partenaire de mise en œuvre, a transformé ces communautés essentiellement en réduisant ou en éliminant le besoin d'émigration des femmes. Avant l'arrivée du soutien du PAM aux sites de recherche, la diversification des moyens de subsistance face à des rendements agricoles inadéquats a été principalement obtenue par l'émigration d'au moins certains membres du ménage pendant une partie de l'année. Depuis le PAM, cette stratégie continue de dominer, mais a été largement réduite et est maintenant largement limitée aux hommes adultes.

Les trois villages visités dans cette étude sont Zarma, l'ethnie qui forme la majorité de la population de Niamey, Dosso, et leur environnement. Les Zarma vivent principalement de l'agriculture pluviale, dominée par le mil comme la culture de base de la courte saison des pluies entre juin et octobre. A part quelques ménages, tout le monde cultive, avec une division du travail selon le sexe : les hommes cultivent les aliments de base du régime rural, tel que le mil, le sorgho et le maïs ; tandis que les femmes cultivent une variété de compléments, y compris le niébé, les arachides, les haricots, le gombo, le souchet et le sésame. Presque toute la production est consacrée à la subsistance. Comme la qualité des sols a diminué au fil des années, la population a de plus en plus été poussée à diversifier ses stratégies de subsistance tant pour les hommes que pour les femmes, principalement par l'émigration. L'émigration des hommes à long terme constitue une grave menace pour la survie du village et entraîne des formes d'insécurité sexospécifiques pour les femmes et les mères des émigrés. Un nombre croissant de foyers se retrouvent obligés de reprendre leurs filles mariées, qui reviennent à la responsabilité de leurs pères parce que leurs maris émigrés les ont abandonnées ou envoient des fonds insuffisants pour la survie de leur épouse et de

leurs enfants. L'émigration prolongée érode également le contrat social entre le fils et les parents, en particulier les mères qui peuvent être dans une position très vulnérable sans les fils physiquement présents dans le village.

Pour la majorité des femmes, l'émigration représente une vulnérabilité physique et sociale accrue. Avec peu de droits ou recours en cas d'abus, de surmenage ou de sous paiement, les travailleuses domestiques sont systématiquement insultées, agressées physiquement et dégradées dans leur travail. Les femmes en situation d'émigration risquent une sanction sociale après avoir passé du temps loin de leurs familles ou de leurs maris, exposées à la stigmatisation et aux accusations de conduite sexuelle et de MST. Les femmes sont généralement obligées d'emmener leurs enfants avec elles dans leur émigration. Pendant que leurs mères travaillent, les enfants qui restent en règle générale déscolarisés et sans garde d'enfants compétente se tournent souvent vers le vol et la délinquance. Une fois retirés du système éducationnel, les enfants sont souvent perdus et ne sont jamais réinscrits. Comme leurs mères, les filles amenées dans l'émigration sont particulièrement vulnérables à diverses formes d'abus.

Les trois villages sont caractérisés par un rôle limité de l'état et un accès limité au pouvoir politique. Les infrastructures pour l'éducation, la santé et l'assainissement restent rudimentaires, et les routes en mauvais état restreignent l'accès de la zone aux marchés de produits à prix bas, malgré sa proximité relative à un important carrefour commercial. Il existe peu de structures de crédit à la disposition des agriculteurs de ces communautés, formellement ou informellement. Les femmes, en particulier, sont opposées à la participation aux rares systèmes de crédit disponibles par crainte de sanctions pour non-remboursement. Il existe aussi peu de mécanismes formels d'épargne à la disposition de la population. Les hommes et les femmes préfèrent conserver leurs épargnes sous forme de bétail, par méfiance à l'égard des systèmes formels et par un désir général de limiter la divisibilité de l'épargne à long terme, puisque l'argent se diffuse rapidement dans le flux d'obligations sociales et de soutien mutuel au village.

LES PROGRAMMES DU PAM AU NIGER

Cette étude portait principalement sur le programme CFA en matière de développement rural, mais les chercheurs ont été frappés par les effets de renforcement mutuel des différents programmes du PAM. En plus du projet CFA actuel, Kaydia, l'organisation partenaire du PAM, supervise les programmes de cantine scolaire, d'école, de jardin d'enfants et de troupes scolaires, coordonne des campagnes d'éducation sanitaire avec les centres de santé, et fournit un appui technique en agriculture et en conservation. Kaydia a également supervisé les transferts monétaires (CT, *Cash Transfer*) pour les ménages les plus vulnérables pendant les mois les plus difficiles de l'année.

Les trois villages visités dans le cadre de cette étude participent tous actuellement au même projet FFA (Aliments pour la préservation du capital de production), recevant un soutien financier ciblé pour enlever l'engorgement accumulé dans le bassin situé entre eux. Les salaires vont presque exclusivement vers la consommation alimentaire des ménages, permettant aux plus vulnérables de survivre jusqu'à la récolte et de freiner le taux d'émigration saisonnière. À plus long terme, on espère que le bas-fond excavé fournira une source d'eau toute l'année, et donc une occasion de générer des revenus grâce au jardinage en saison sèche. De plus, le projet répond aux préoccupations des communautés à propos de l'érosion et de la dégradation des sols, puisque les drains dans un réservoir plus profond réduisent le risque d'inondation

dans les villages pendant la saison des pluies.

Le choix des travailleurs à envoyer pour représenter un ménage ciblé est fait par les ménages eux-mêmes, en fonction de la disponibilité individuelle et de la capacité. Dans le contexte de la migration masculine saisonnière à grande échelle, et parce que les autres devoirs des femmes sont souvent dévalués comme des formes invisibles de travail par les chefs de ménage masculins, la majeure partie du travail CFA revient aux femmes. Le programme CFA permet aux femmes d'éviter la migration saisonnière non seulement parce qu'elle fournit un revenu, mais parce qu'elle est associée aux cantines scolaires. La migration des femmes constitue un défi fondamental pour la survie des villages car elle fragmente la famille nucléaire et nécessite souvent le déplacement des enfants hors de l'école dans des conditions de vie instables lorsqu'ils accompagnent leur mère. Pendant la soudure, après que les réserves de céréales des ménages pauvres aient été épuisées, les cantines fournissent l'incitation nécessaire pour maintenir les filles à l'école, de sorte que leurs parents savent qu'elles recevront au moins un repas nutritif par jour. Compte tenu de l'insécurité alimentaire de ces villages, il est probable que les programmes scolaires et le projet CFA n'auraient eu qu'une fraction de leur impact réel s'ils n'avaient pas été mis en œuvre ensemble. La réduction de la migration des femmes a non seulement contribué à stabiliser les mariages, mais a également eu un impact dramatique sur les taux de scolarisation des enfants.

Le ciblage de CFA, bien qu'amélioré en réponse au feedback de la communauté au fil du temps, a été imparfait, laissant de côté certains ménages très vulnérables. À titre de mesure corrective, les trois villages ont redistribué le soutien (heures de travail, salaires de CFA, et une partie des CT) des bénéficiaires ciblés à d'autres personnes dans la communauté qui n'avaient pas été sélectionnées. Cela a été fait de toute évidence afin d'éviter les conflits et les jalousies parmi les voisins, et n'a pas été considéré comme un acte de mérite par les donateurs ou les bénéficiaires. Cependant, le degré de redistribution des ressources variait largement, allant du soutien significatif aux gestes symboliques. De plus, comme les besoins étaient évalués au niveau des ménages, certains individus particulièrement vulnérables appartenant à des ménages relativement aisés ont été exclus.

Il y avait deux autres problèmes principaux avec le programme CFA. Il y a eu une réduction abrupte des heures de travail sur le site à mi-parcours de la période de travail. Beaucoup de ménages avaient pris la décision de ne pas envoyer de membres du ménage en migration sur la base de l'assurance de cinq mois complets de soutien et avaient du mal à s'adapter à cet écart brutal par rapport aux revenus prévus. L'autre problème était le soutien sous forme d'argent plutôt que de nourriture. La grande majorité des ménages consacrent entièrement leurs revenus aux besoins de consommation et il existe une perception omniprésente de la collusion du marché qui fait monter artificiellement le prix des denrées de base. Les répondants ont donc exprimé leur préférence pour la nourriture plutôt que pour le paiement en espèces.

3. TCHAD

Des recherches ont été menées dans trois petits villages qui, au cours des dernières années, avaient été bénéficiaires des programmes FFA du PAM. Deux des villages ont travaillé ensemble sur un projet de rétention d'eau ; le troisième avait construit un ponceau pour que les gens et les animaux puissent traverser pendant la saison des pluies. Avant ces projets, les membres ciblés des trois villages avaient également été les bénéficiaires des distributions alimentaires du PAM. Les trois villages reposent

principalement sur le même marché. Les villages sont situés près de Mongo, un centre urbain, mais sont relativement isolés géographiquement par les chaînes de montagnes intermédiaires. Malgré l'accessibilité relative des ressources, la mauvaise qualité des sols et les pluies insuffisantes ou irrégulières limitent sérieusement la productivité dans la région, et de nombreux ménages souffrent d'une grave insécurité alimentaire.

Malgré leur proximité avec Mongo et leur accès relatif aux programmes des ONG et de micro-finance, les trois communautés visitées font face à de sérieuses limitations dans les infrastructures de base en matière de santé, d'éducation et d'assainissement. Bien que les structures formelles de crédit existent, elles sont généralement évitées, en particulier par les femmes. Les systèmes informels de crédit et de soutien mutuel sont sous-développés. L'agriculture de subsistance est la principale stratégie de vie, le mil et le sorgho étant les principaux produits de base de la production générée par les hommes et les femmes produisant principalement de l'arachide, du sésame et du gombo. Survivre de récolte en récolte établit le mode général de subsistance tout au long de l'année pour tous les ménages : travail champêtre de mai à la récolte en septembre et octobre, et une diversité de stratégies supplémentaires pour combler les lacunes de la production de récolte pendant le reste de l'année. L'agriculture est une entreprise précaire. La capacité d'acquérir des animaux comme tampon contre l'insécurité alimentaire marque un seuil de stratification économique dans ces communautés. Il existe une forte disparité entre les plus démunis et ceux qui sont mieux placés, tant du point de vue de leur insécurité alimentaire au moment de notre visite que des différences fondamentales entre leurs stratégies disponibles. Presque tous les ménages plus riches ont élevé les chèvres et les moutons comme une stratégie d'atténuation des chocs, et sont mieux positionnés pour tirer parti de la production de cultures de rente. Les ménages pauvres dépendent davantage de la migration et de la collecte du bois de feu comme stratégies subsidiaires.

Les femmes ont un contrôle considérable sur les produits de leur travail agricole et peuvent décider avec autonomie si et quand vendre des cultures typiquement associées à l'agriculture des femmes. Les hommes n'ont pas le droit de prendre les produits des femmes sans leur consentement, et ne peuvent saisir aucun animal que les femmes ont pu acheter avec les profits de leur commerce. Cette autonomie apparente, cependant, aboutit rarement à l'autonomisation dans la pratique : le fardeau de l'obligation quotidienne ressentie par la plupart des femmes signifie qu'elles ont peu d'occasion d'exercer les privilèges qui pourraient leur être accordés en théorie. Les magasins de grains et la plupart des animaux domestiques sont sous le contrôle exclusif des membres masculins du ménage. Les femmes doivent normalement consulter leur mari avant de se joindre à une association de crédit, à un groupe de travail ou à une autre structure sociale ou prendre une décision économique importante. Alors que le petit commerce a augmenté, le véritable accès aux marchés pour les femmes est très limité, et même les femmes qui peuvent vendre une partie de leur récolte doivent souvent le faire par procuration par des membres masculins du ménage alors qu'elles restent au village.

LES PROGRAMMES DU PAM AU TCHAD

Le PAM apporte son soutien dans la région à travers trois grands axes d'intervention : la nutrition, l'éducation et le développement des communautés rurales. Les activités intégrées (projets de sécurité alimentaire, soutien nutritionnel, cantines scolaires) sont conçues pour renforcer la résilience des communautés en interaction. Les partenaires d'exécution dans la région comprennent des organisations

locales ainsi que des ONG internationales. Pour les trois villages de cette étude, la surveillance des programmes de distribution alimentaire ciblée et de soutien alimentaire pour la préservation de capital de production est assurée par Moustagbal, une organisation locale dont le siège principal est à Mongo. Moustagbal et le PAM collaborent à de multiples programmes dans le canton de Baro, y compris les jardins des centres de santé, la construction de poêles à faible consommation de carburant et l'éducation nutritionnelle.

En 2013 et 2014, le PAM et Moustagbal ont distribué mensuellement des vivres aux femmes âgées les plus vulnérables et aux ménages avec des enfants souffrant de malnutrition et ce, pendant les trois derniers mois précédant la récolte. Dans presque tous les cas, les femmes avaient effectivement le contrôle et l'autonomie sur les aliments reçus, et les ménages souffrant d'insuffisance pondérale indiquaient qu'ils (et leurs mères allaitantes) étaient prioritaires dans l'usage domestique. Dans une distribution distincte, les femmes qui ont participé à un programme d'alphabétisation ont également reçu un soutien alimentaire. Puisque la distribution s'est produite pendant la période de plus grande pénurie alimentaire, la nourriture a été consommée et non vendue dans tous les cas. Dans les rares cas de redistribution secondaire à d'autres ménages, la quantité de nourriture partagée n'était pas significative. Pour la même raison, il y avait une préférence universelle pour la nourriture plutôt que la distribution en espèces pendant la soudure.

En 2013, le PAM et Moustagbal ont lancé deux programmes de soutien alimentaire pour les sites d'étude de cas : un site de rétention d'eau pour assurer l'accès à l'eau tout au long de l'année, et un petit ponceau (dalot) près de l'entrée d'un troisième village pour l'accès en saison des pluies. Le programme FFA a, de toute évidence, transformé ces communautés. Les deux projets de travail étaient auto-ciblés ; tout ménage de village pouvait choisir de participer, dans la mesure de leurs capacités. Dans Mormo et Mala, qui ont des strates économiques distinctes, les ménages relativement plus riches ont profité du programme pour compléter les réserves, alors que les ménages les plus pauvres dépendaient du travail pour survivre à la période de soudure. Pour ces foyers, la nourriture fournie pour creuser le *haffir* (de l'arabe tchadien : حفيرة, réservoir traditionnel) leur a permis d'éviter des stratégies plus précaires, en particulier le cercle vicieux de l'achat de nourriture sur crédit à rembourser après la récolte. Sans surprise, bon nombre des ménages les plus vulnérables ont été moins en mesure de tirer parti du programme sans mettre en danger la viabilité d'autres stratégies de subsistance. La recherche a révélé très peu d'exemples de redistribution de la nourriture parmi les ménages dans chacun des villages.



INTRODUCTION

Cette étude de trois pays du Sahel, le Mali, le Niger et le Tchad, a été réalisée dans le cadre d'un partenariat entre le PAM et l'Université du Sud de la Floride. La structure de cette étude est différente des autres études de la Phase I de l'initiative Genre et Marchés en ce qu'elle est une étude comparative focalisée sur trois pays de la région du Sahel : Le Niger, le Mali et le Tchad. Une approche régionale comparative devrait pouvoir fournir au lecteur une meilleure compréhension de la situation de chaque pays et de l'environnement du pays ciblé. La division de l'analyse comparative du rapport par pays devrait aussi faciliter la tâche du lecteur qui ne serait intéressé que par l'un des trois pays étudiés.

L'étude a tenté de répondre aux questions soulevées par l'initiative Genre et Marchés :

1. Quel est le rôle des femmes et des hommes dans les chaînes de valeur et les marchés ?
2. Quels sont les défis spécifiques des femmes et des hommes dans les chaînes de valeur et les marchés ?
3. Comment mesurer et faire le suivi de l'autonomisation des femmes dans les marchés alimentaires ?
4. Quels sont les solutions programmatiques possibles pour relever les défis ?

A travers cette étude, des réponses et réflexions seront proposées au lecteur.

Méthodologie

Les instruments de collecte de données ont été conçus pour recueillir un maximum de données qualitatives dans un court bloc de temps afin de répondre aux questions pertinentes sur le genre et l'accès aux marchés au Mali, au Niger et au Tchad. La

méthodologie de l'étude a été basée sur l'approche de sécurité des moyens de subsistance des ménages (HHLS, *Household Livelihood Security*), qui cherche à comprendre la micro-dynamique des moyens de subsistance des ménages au niveau local par une combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives, en mettant l'accent sur la participation communautaire à l'identification et l'analyse des dynamiques des ménages. La méthodologie a été conçue pour maximiser l'éventail des voix capturées des populations locales en utilisant des groupes de discussions ouvertes et des entretiens semi-structurés, qui permettent aux gens de soulever des questions par le biais de conversations spontanées relatives à une gamme prédéterminée de sujets d'étude pertinents.

L'approche adoptée dans chaque pays était d'interviewer le personnel du bureau pays, de recruter des assistants pour l'interprétation et la collecte de données, et de collaborer avec les bureaux nationaux de chaque pays et le bureau régional à Dakar pour sélectionner la commune et les villages pour les visites sur le terrain. Les sites ont été sélectionnés par choix raisonné en ce qui concerne la faisabilité, la sécurité de l'équipe, la portée et la durée des activités du PAM, ainsi que la diversité ethnique et des moyens d'existence de la région. Les chercheurs ont également cherché à diversifier les ONG de mise en œuvre dans l'échantillonnage des villages.

À chaque site désigné, l'équipe a rencontré le directeur et les coordonnateurs du programme de l'ONG locale et obtenu des données sur les activités régionales actuelles. Sur la base de cette information, 2-3 villages ont été sélectionnés pour des visites de 2 à 3 jours chacun. Au cours des visites sur le terrain à chaque site, la méthodologie comprenait un entretien avec le chef du village et les

âînés, 18-28 enquêtes semi-structurées auprès des ménages et 2-3 entrevues avec des informateurs clés. En outre, selon les programmes du PAM dans le village, 2 ou 3 groupes de discussion ont été organisés et le personnel des ONG qui administrait les programmes a été interrogé. Grâce à la coordination avec les bureaux locaux des ONG, des agents techniques locaux ou des coordinateurs ont accompagné les équipes dans les villages, ont fourni des présentations à la communauté locale et sont restés pendant toute la durée de l'étude pour faciliter les activités de recherche.

Dans chaque village, l'équipe a rencontré le chef du village local à l'arrivée pour annoncer le but de la visite et obtenir la permission pour l'étude. Le chef et ses conseillers locaux ont ensuite été invités à assister à une réunion communautaire avec l'équipe d'étude. Au cours de la réunion communautaire, les objectifs de l'étude ont été présentés et le caractère indépendant de l'équipe a été souligné afin d'assurer aux participants que les chercheurs ne faisaient pas partie du PAM, de l'ONG locale ou du gouvernement national.

Les entretiens menés en milieu communautaire ont duré en moyenne deux heures et ont recueilli des renseignements généraux sur le village, y compris : son histoire ; sa population actuelle ; sa variation ethnique et linguistique ; la distance des centres urbains et des marchés locaux ; les infrastructures de base (écoles, centres de santé, routes, ponts et sources d'eau) ; les systèmes de subsistance dominants et les sources de revenus des ménages ; les principales contraintes du village ; la compréhension et les perceptions locales des activités du PAM dans le village ; et des suggestions d'amélioration. Les relations entre les sexes et les questions relatives à l'accès au marché ont également été abordées.

À la suite de l'entrevue avec la communauté, l'équipe de recherche a travaillé avec des

informateurs clés pour identifier et planifier des ménages pour des entrevues ultérieures, ainsi que des groupes de discussion pour les bénéficiaires d'interventions spécifiques du PAM.

Les groupes de discussion ont été séparés par sexe, avec une stratification supplémentaire en fonction du contexte de l'intervention ou des interventions à étudier. Par exemple, l'âge des bénéficiaires, la durée de participation au programme, les cas d'abandon ou de non-respect d'un programme donné, la première ou la deuxième femme, etc., étaient autant de facteurs potentiellement pertinents dans les différences de perception et d'utilisation des programmes du PAM. Au cours des deux jours suivants, entre 18 et 28 entretiens avec les ménages ont été effectués sur chaque site afin d'obtenir un profil socioéconomique plus détaillé des individus et le rôle des interventions du PAM dans les systèmes de subsistance des ménages et des villages. Les ménages ont été stratifiés en trois catégories de richesse/vulnérabilité (correspondant aux ménages pauvres, moyens et riches selon les normes villageoises). Les critères locaux de vulnérabilité dans chaque village ont été obtenus à partir d'entretiens avec des informateurs clés. Les questions d'entretien intègrent les thèmes de WEAI et les méthodologies d'enquête proposées par Enfinger et la note technique Genre et Marchés du VAM du RBD. Les chercheurs ont été formés pour utiliser l'enquête comme un instrument ouvert, leur permettant de poser des questions de suivi concernant les relations entre les sexes, la dynamique sexospécifique au sein du ménage et les modes d'accès et de participation aux marchés et activités du PAM.

Des entretiens avec les agents des ONG dans chaque village ont permis à l'équipe de recueillir des informations sur la zone et d'acquérir une compréhension des stratégies utilisées pour mettre en œuvre et surveiller les activités du PAM, le soutien fourni par les ONG locales, les problèmes liés au travail, les conceptualisations de genre au sein

des organisations, les types d'activités commerciales entreprises par les femmes, les impacts perçus, et les suggestions d'amélioration.

La méthodologie villageoise ci-dessus nous a permis de trianguler à partir de sources multiples (de l'agent de l'ONG, au niveau du village, au groupe, et au ménage) afin de comprendre la complexité des facteurs sociaux et économiques qui affectent la participation et la prise de décision. Elle a fourni un autre niveau de données permettant de comparer ce qui a été dit dans les groupes de discussion avec les informations sorties des entretiens individuels.

En plus de la collecte formelle des données, l'équipe de recherche a visité chaque village avec un guide local et a observé la dynamique des villages et des ménages. Les principales observations ont porté

notamment sur l'organisation et l'espacement des ménages, la proximité des terres agricoles, la présence du commerce local, la végétation locale et les conditions environnementales, la qualité des sources d'eau et les indicateurs de richesse physique tels que la présence de motos, télévisions, etc.

Dans la mesure du possible, ce sont les villages qui participent aux marchés communs qui ont été sélectionnés. Selon le calendrier des jours de marché, l'équipe a mené d'autres entretiens sur le marché soit à la fin de la collecte des données, soit entre les visites dans les villages. D'autres entretiens ont été menés avec des hommes et des femmes sur les marchés pour comprendre les modes de commerce, l'accès aux ressources et l'information sur le marché, ainsi que les types d'activités entrepreneuriales.



1. Étude de Cas du MALI

1.1 Organisation du village et du ménage

Les villages bambaras sont organisés par hameaux et par quartiers. Les quartiers sont l'emplacement résidentiel des groupes de parenté qui affirment la descendance du même ancêtre patrilinéaire. Les structures villageoises peuvent être décrites comme une gérontocratie patrilinéaire, où les hommes, et en particulier les hommes âgés, occupent des postes centraux dans l'allocation des ressources et les décisions au niveau des villages. Dans la plupart des villages, un chef de village (*dugutigi*) travaille avec un conseil des hommes de troisième âge pour résoudre les conflits et sert d'intermédiaire entre le village et les grandes structures (c'est-à-dire les bureaucraties d'État et les ONG).

Chaque concession (*du*) au sein d'un quartier constitue l'unité principale de résidence, de production et de consommation autour de laquelle la vie du village est organisée. Ils sont souvent multi-générationnels, où les agnats juniors vivent et travaillent sous l'autorité de l'agnate masculin le plus âgé du groupe, le *dutigi*. Le chef de ménage contrôle l'apport de main-d'œuvre pour les champs collectifs du ménage et c'est lui qui a le mot final dans l'utilisation ou la vente de la production collective de l'unité. Les agnats juniors sont responsables de leurs unités domestiques, mais leur travail sur le terrain et le revenu généré sont contrôlés et distribués par le *dutigi*. En retour, le rôle du chef de ménage est de garantir la sécurité et la santé des membres du ménage, d'assurer l'éducation et éventuellement de trouver des conjoints pour ses enfants célibataires, et de financer une partie de leurs frais de mariage. Il représente ses intérêts au sein du conseil de village, planifie son travail et son économie afin d'assurer la nourriture pour tous autant que possible en période de soudure, et organise l'entretien et la rénovation des structures de la concession.

La relation entre le chef de ménage et les agnats mâles qui dirigent les sous-unités du ménage (*gwa*) est en transition. Au cas où le *dutigi* ne peut plus assurer une existence durable au sein du *du*, le lien entre les familles nucléaires individuelles et l'unité plus grande s'affaiblit, processus qui a été accéléré par l'émigration des jeunes hommes dans le secteur minier. Les chefs de ménage sont effectivement obligés de concourir pour le travail des femmes (qui deviennent membres des ménages par le mariage) et les juniors (compte tenu de l'émigration ou d'autres options). Étant donné que le regroupement des ressources réduit les risques individuels, l'analyse coûts-avantages des sous-unités rend difficile le choix entre rester ou partir, de sorte que même les petites incitations à demeurer au sein du ménage élargi peuvent avoir des répercussions importantes sur la préservation de l'intégrité des ménages. C'est une considération importante pour tout programme dans la région.

En théorie, les chefs (*gwatigiw*) de sous-unités au sein du ménage ont très peu de contrôle sur les décisions qui les affectent avec leurs familles. C'est à la discrétion du chef de ménage de les impliquer dans la prise de décision, et il y a peu de problèmes qu'ils peuvent régler sans son accord. Dans la pratique, cependant, ils ont un certain degré d'autonomie. Lorsqu'un enfant est malade, par exemple, il peut le faire soigner sans consulter le *dutigi*, mais parce qu'il contrôle l'économie domestique, il est responsable de toute dépense associée, et devrait donc être consulté si la maladie apparaît grave ou nécessite des soins importants. Dans certains cas, tant que les sous-unités acquièrent une autonomie financière et un pouvoir d'achat, l'autorité du chef de ménage est tellement réduite qu'il devient largement symbolique.

1.2 Les femmes au sein des ménages

À l'instar des chefs des sous-unités, les femmes s'engagent dans un contrat social délicat avec les familles de leurs maris lors du mariage. Un mari doit fournir une maison ou une chambre pour sa femme, et fournir un soutien de base par la subsistance alimentaire. Le *dutigi* doit mettre la terre à la disposition de la femme pour la culture, et le mari devrait fournir les outils nécessaires pour son agriculture. En échange, la femme assure ses fonctions reproductives et élève les enfants, fournit des services domestiques, et cultive pour la famille du mari dans des champs collectifs. Au fur et à mesure que le travail des hommes se met à générer des revenus monétaires, les femmes deviennent également de plus en plus responsables des achats d'aliments de subsistance. Les responsabilités des femmes ont récemment augmenté pour couvrir une partie des dépenses scolaires et de santé de leurs enfants et, de plus en plus, pour assurer leur hygiène et leurs vêtements. Cela peut s'expliquer en partie par le fait que leur participation au commerce a augmenté : comme elles sont elles-mêmes plus intégrées dans l'économie monétaire, le *dutigi* est capable de transférer un fardeau plus lourd de responsabilité sur la production des sous-unités.

Cela soulève une question difficile : quels avantages une véritable contribution économique des femmes aux ménages leur confère-t-elles ? Contrairement à l'exemple des chefs de sous-unité masculins ci-dessus, la mesure dans laquelle les changements dans le travail des femmes ont amélioré leur pouvoir de décision dans le plus grand ménage n'est pas évidente. Les femmes des villages discutent de la progression de leur travail en raison de la prolifération des ONG pour les soutenir : les nouvelles opportunités de culture maraîchère, de tissage et de projets d'élevage de chèvres et de moutons ont toutes contribué à la sécurité alimentaire du ménage, mais ont aussi entraîné une augmentation spectaculaire de la charge de travail des femmes. Alors que les femmes et les hommes

ont tous deux suggéré qu'une plus grande contribution économique permet aux femmes d'influencer les décisions au niveau de la sous-unité, l'autorité ultime repose toujours sur le *dutigi* pour de nombreuses décisions. Pour les décisions de sous-unité qui ne nécessitent pas son apport, le pouvoir des femmes est encore très limité. Même si elle a économisé son propre argent et peut couvrir le coût du traitement, dans de nombreuses circonstances une femme n'a pas le droit d'amener son enfant malade à un centre de santé sans l'approbation de son mari. Elle ne peut pas non plus se joindre à une organisation ou à une association villageoise, ni visiter un guérisseur, ni voyager sans autorisation formelle.

La position sociale est probablement un déterminant plus important du pouvoir d'une femme au sein du ménage que sa contribution économique. L'apport de main-d'œuvre exigé d'une femme par son *dutigi* est fortement lié à la présence d'autres femmes actives dans le ménage et à leur distribution. Les jeunes belles-filles risquent d'être particulièrement accablées, de même que les femmes introduites par le mariage léviratique et les autres sans maris physiquement présents. Les premières femmes ont plus probablement des enfants plus âgés pour aider avec le travail domestique que les deuxièmes femmes, et une femme avec beaucoup de fils a probablement plus de mots à dire dans les décisions de ménage qu'une femme sans enfants. En pratique, les femmes ont des stratégies multiples pour exercer de l'influence, et ont beaucoup plus de mots à dire dans certains domaines domestiques. Par exemple, les opinions des femmes ont un poids considérable concernant la continuation des études après le DEF (diplôme d'études fondamentales) par leurs enfants.

Les pressions économiques auxquelles sont confrontées les femmes dépendent également de leur âge et de leur position sociale. Dans les villages maliens, les filles doivent se procurer les ressources (par exemple, ustensiles de cuisine) dont elles auront

besoin pour leurs nouvelles vies lors du mariage¹. Pour de nombreux ménages qui ont une capacité limitée à accumuler des ressources, leurs familles ne peuvent pas fournir le matériel nécessaire immédiatement après le mariage, et la nouvelle épouse est à la merci de ses beaux-parents, qui peuvent lui permettre d'utiliser leur matériel à leur discrétion. La pratique qui en résulte est le mariage « par tranche » dans lequel la jeune femme est laissée dans une position très vulnérable, parfois pendant des années, jusqu'à ce qu'elle puisse se rendre à son domicile parental, collecter les ressources et retourner à son mari. Dans l'intervalle, la vie peut être si difficile pour les nouvelles mariées sans ressources qu'elles fuient la maison de leurs beaux-parents pour travailler comme domestiques dans les villes jusqu'à ce qu'elles puissent gagner assez d'argent pour se débrouiller dans leurs nouvelles maisons. Pendant tout ce temps, elles se cachent des beaux-parents. L'impulsion principale, pour les jeunes femmes célibataires dans les villages étudiés, de retarder le mariage et de migrer vers les villes a été d'économiser suffisamment avant leurs mariages pour éviter de telles circonstances désastreuses.

Les matériaux de dot sont le peu que les femmes possèdent sans ambiguïté. Ils sont généralement donnés sous forme de tissu, d'ustensiles de cuisine ou de bijoux. La plupart des autres ressources du ménage sont clairement identifiées comme appartenant aux hommes : les outils agricoles, les charrues, les charrettes et les motocyclettes sont à eux exclusivement. À N'Golobougou, où les femmes ont généralement plus de liberté et d'accès aux ressources qu'à Tonga, une femme peut vendre ses biens (par exemple, des cadeaux de sa famille, des ustensiles et des récoltes de ses propres champs) sans consulter son mari ou *dutigi*. Cela étant dit, la

propriété des biens par les femmes dans les deux villages reste un concept un peu nébuleux. Les possessions des femmes qui découlent généralement de leur héritage de mariage ou des achats de leurs profits commerciaux personnels ne sont pas exactement les leurs : la latitude dans la définition de la propriété permet des interprétations situationnelles. (Cela est encore plus compliqué dans les foyers polygames, où les conflits surviennent fréquemment entre les épouses sur la propriété nominale des objets qui sont utilisés collectivement). Néanmoins, même si les chefs de ménages élargis ou nucléaires affirment le contrôle nominal des biens des femmes, elles semblent retenir des pouvoirs de l'utilisation, l'achat et la vente de leurs biens dans la plupart des contextes. Cela est également vrai pour les attributions de terroir : une fois que les chefs de ménage ont réparti des parcelles aux femmes, ils retiennent rarement l'autorité sur l'utilisation de ces terres.

Les animaux sont une exception à ce contrôle théorique mais généralement non appliqué. Dans les deux villages, certaines femmes possèdent des animaux, mais sont limitées dans la capacité de les vendre indépendamment. Une partie de l'ambiguïté découle du fait que même si une femme achète un animal avec ses propres économies, c'est normalement le mari qui vaccine et nourrit l'animal avec du fourrage venant des ressources du plus grand ménage. Ainsi, dans un ménage à N'Golobougou, la chèvre d'une femme était interprétée comme appartenant au ménage, mais la progéniture était entièrement à elle. Il existe également des pressions sociales considérables sur les femmes pour permettre à leurs maris de contrôler la vente de leurs animaux. Puisqu'une femme ne doit pas vendre un animal sans l'autorisation formelle de son mari, les acheteurs

¹ L'âge moyen du premier mariage des filles au Mali est un peu plus de 17 ans (United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division 2013, Annex Table 7) ; seul le Niger et le Tchad ont des âges du premier mariage plus précoces.

potentiels refuseront d'acheter ou lui donneront un prix beaucoup plus bas que celui que son mari pourrait obtenir. **C'est un facteur clé qui limite la participation des femmes au marché.**

Dans la société bambara traditionnelle, les enfants sont la propriété de leur père, et en cas de divorce, le mari détermine le sort de ses enfants. En général, les conséquences du divorce sont graves pour les femmes, en particulier au cas où c'est la femme qui cherche à quitter le mariage, et les femmes peuvent même perdre les biens qu'elles ont hérités ou acquis au cours du mariage. En raison de ces pratiques, les taux de divorce sont très bas, et les quelques cas attestés sont généralement des femmes de l'extérieur du village, puisque les familles du couple interviennent et tentent de négocier une solution viable lorsque des mariages avec des femmes locales sont menacés.

L'héritage fournit également peu de sécurité pour les femmes. Dans de nombreux entretiens, on disait que l'héritage dans ces villages « n'existait pas ». Il n'y a pas de système formel d'héritage en cas de décès, car la propriété n'est généralement pas transmise : elle appartient au ménage, et non aux particuliers. Cela s'étend aussi aux épouses : la veuve est régulièrement obligée d'épouser un autre frère de la famille par le système du lévirat, et les biens de la famille passent à ses fils à la mort de son mari. Les femmes ont peu d'autre choix que d'accepter leur nouveau mari, puisque le plus grand ménage assure la sécurité alimentaire et la stabilité pour leurs enfants. Refuser le lévirat peut créer de graves ruptures entre les familles et même les villages (si la femme refusante vient d'ailleurs, le village cherchera souvent à récupérer sa perte en ramenant une de ses propres veuves de la communauté avoisinante), et est donc pratiquement non attesté. L'absence d'un système formel d'héritage peut créer des problèmes potentiels, en particulier lorsque les frères doivent diviser la propriété de leur défunt père. Certains villageois ont développé un système de répartition

des biens à la mort : dans ce cas, les femmes ne reçoivent que le quart de ce qui est donné aux hommes.

1.3 Stratégies de subsistance

L'agriculture, et en particulier la production de céréales de base, domine les stratégies de subsistance des ménages pour la région. Les hommes et les femmes, dans des économies largement séparées, cherchent à diversifier leurs stratégies de subsistance pour atténuer les risques, participer à l'économie monétaire et assurer la sécurité alimentaire des ménages tout au long de l'année. Pour les hommes, cela se fait principalement par la migration (voir ci-dessous). À N'Golobougou, les stratégies de subsistance secondaires les plus significatives après la migration sont l'élevage, le jardinage hors saison (culture maraîchère), le petit commerce et l'artisanat (principalement la fabrication de cordes). A Tonga, le bétail constitue une partie de l'économie du village beaucoup plus importante, sous forme d'élevage ou d'embouche : pour beaucoup, c'est la principale source de revenus des ménages. La production de beurre de karité est une activité complémentaire importante pour les femmes des deux villages.

Les activités économiques sont fortement séparées par sexe dans l'ensemble du Mali, même si, dans des économies séparées, les femmes sont souvent appelées à aider les hommes du ménage pendant les périodes de forte demande de main-d'œuvre (défrichage, plantation et récolte). La vie des femmes est dominée par les responsabilités domestiques, bien que les femmes plus jeunes passent également beaucoup de temps à travailler dans leurs champs et ceux de leurs ménages. Dans la division du travail selon le sexe, les femmes transforment et préparent la nourriture, et font tout pour l'entretien du ménage (balayage, transport de l'eau, lavage, etc.). Tout au long de l'année, les repas sont préparés à tour de rôle par les femmes mariées dans chaque

ménage, à partir des aliments combinés des processus de production des hommes et des femmes. Les filles célibataires ne travaillent généralement pas dans les champs, mais soutiennent les femmes mariées du ménage dans les tâches domestiques et les soins aux enfants. Les hommes dans chaque *du* travaillent typiquement de façon collective dans le champ principal (*foroba*) pour produire des aliments de base (principalement millet et sorgho) ; les femmes mariées travaillent typiquement de façon individuelle dans des champs qui leur sont confiés par les *dutigi* pour la cultivation des « cultures de sauce » (*nafenw*) comme le gombo et les arachides. Les femmes récoltent généralement leurs propres champs individuels et stockent la récolte dans leurs maisons. Les hommes forment habituellement une équipe de travail à l'échelle du village pour récolter les céréales de chaque *du* en rotation.

Chaque culture exige différents types de travail en différentes saisons. Le défrichage et la récolte des champs collectifs sont les plus exigeants en main-d'œuvre et nécessitent le soutien supplémentaire des femmes aussi bien que des cultivateurs hors des ménages. Comme les femmes ont tant de responsabilités dans la sphère domestique, et si peu d'accès à l'aide supplémentaire dans les moments critiques pour les cultures à forte intensité de main-d'œuvre, leur production typique, comme l'arachide et le gombo, peut généralement être géré sans aide extérieure.

L'année est divisée en périodes d'activités intensives et moins intensives, et les périodes qui soutiennent principalement la production collective pour le plus grand ménage par rapport aux périodes pour la production de sous-unités. La saison des pluies (de juin/juillet jusqu'à la récolte en novembre) est la plus intensive pour les hommes et les femmes. Pendant cette période, l'activité secondaire principale des hommes est l'élevage, tandis que les femmes collectent des fruits de néré et karité pour la

production de beurre de karité. Après la récolte, les engagements à l'égard des activités au niveau des ménages diminuent pour les hommes et, dans une moindre mesure, pour les femmes, puisqu'elles continuent à préparer leurs repas et à faire des travaux ménagers. Pendant l'Harmattan (décembre et janvier), les ménages ont le plus de temps disponible pour se concentrer sur les activités génératrices de revenus ; c'est aussi la période pour la construction de maisons et les cérémonies. Les stratégies génératrices de revenus sont généralement des entreprises locales et commerciales. La saison sèche est consacrée aux activités qui complètent la production agricole principale et soutiennent la sécurité alimentaire pour les sous-unités domestiques : élevage d'animaux pour la revente, jardinage hors saison, petit commerce et production artisanale. Pendant la saison de transition (avril-mai) avant les pluies, les femmes se concentrent sur la production de beurre de karité alors que les hommes préparent leurs champs pour la plantation.

Dans cette région, les communautés cherchent à compléter la production pendant la saison des pluies pour les besoins de consommation en vendant des cultures maraîchères, mais la viabilité de cette stratégie est fortement conditionnée par la disponibilité de l'eau et de l'accessibilité des marchés. Dans la mesure du possible, produire des ventes rattrape les déficits annuels des céréales en réattribuant les ressources des ménages. La sélection des cultures maraîchères avec des temps de maturation différents peut répartir le revenu tout au long de l'année. Les revenus tirés des maraîchers ont tendance à être versés dans le plus grand pool de ménage pour payer la nourriture.

Comme l'élevage fournit un revenu en espèces régulier et des actifs à valeur de marché qui donnent aux ménages plus de flexibilité économique, il est souvent considéré comme la stratégie optimale pour assurer la sécurité alimentaire. Les hommes et les

femmes participent à différentes échelles : la propriété du bétail est généralement limitée aux hommes (à quelques exceptions) ; les femmes préfèrent généralement conserver leur épargne sous forme de volailles, de chèvres et de moutons.

1.4 La migration, stratégie de subsistance

Au cours des trois dernières décennies, la migration des hommes valides, en particulier vers les zones urbaines, est devenue une stratégie de subsistance de plus en plus importante dans l'ensemble du Mali. Dans de nombreux cas, elle ajoute une contribution essentielle aux économies des ménages. Lorsque les rendements agricoles sont en baisse ou que les marchés sont incertains, les migrations réduisent simultanément le nombre de bouches à nourrir et fournissent des intrants pour compenser la variabilité de la production et du profit. Cependant, certains des migrants ne reviennent pas ou ne fournissent pas de revenus fiables à leurs ménages. Comme nous le verrons plus loin, les contributions que la migration apporte à la sécurité alimentaire doivent être contrebalancées par les effets sociaux qu'elle engendre.

Tous les ménages interrogés à N'Golobougou et à Tonga avaient au moins un membre en migration saisonnière ou toute l'année. À Tonga, la plupart des migrants reviennent en saison des pluies pour aider dans les champs, ce qui est moins courant dans N'Golobougou. Les jeunes hommes en particulier quittent les villages à une échelle massive, se rendant au sud jusqu'aux villes minières comme Djikuna, Kikoro et Nyablemi. Dans une moindre mesure, les jeunes femmes sont impliquées dans les migrations urbaines, travaillant comme domestiques et gardiennes, principalement à Bamako, afin d'avoir les économies nécessaires pour le mariage. La migration à cette échelle produit un certain nombre d'effets sur la dynamique sociale de la vie villageoise, menaçant la stabilité des structures et des relations sociales préexistantes. Bien que les hommes et les

femmes reconnaissent la menace existentielle que la migration pose à la vie communautaire, ils font ressortir leurs préoccupations de façon tout à fait différente.

Pour les responsables (chefs de ménage, chefs de village et chefs religieux), les niveaux élevés de migration remettent en question les tendances conservatrices qui lient les femmes et les enfants à leur famille ; les sous-unités (*gwa*) du ménage au ménage plus larges (*du*) ; et les ménages plus larges aux structures politiques et religieuses qui exercent l'autorité au niveau du village et du quartier. L'exode des hommes crée des déséquilibres démographiques dans les groupes d'âge clés qui se traduisent par une demande croissante de main-d'œuvre agricole féminine. Les jeunes hommes qui seraient normalement subordonnés à un chef de ménage et qui travaillent collectivement dans leurs champs trouvent une plus grande autonomie dans la migration. Les hommes qui voyagent abandonnent parfois leurs femmes qui, après une période liminaire de stress croissant, sont souvent obligées de retourner chez leurs parents. Cela place un fardeau supplémentaire sur le chef de ménage, et les tensions sur le lien établi entre les familles à travers le mariage. Les femmes migrantes, bien qu'elles courent souvent des risques physiques et sociaux et risquent d'être stigmatisées, peuvent aussi avoir accès à de nouveaux réseaux sociaux et économiques qui réduisent leur dépendance vis-à-vis de leurs proches et des relations villageoises.

Certains parmi nos répondants ont cité le fait que tant d'hommes soient physiquement absents comme étant facteur de l'augmentation du pouvoir décisionnel et du statut des femmes dans leurs ménages et leurs communautés plus grandes, mais les effets réels sont discutables. Les femmes ont également exprimé leur profonde préoccupation à l'égard des migrations, mais se sont concentrées sur les effets qu'elles ont sur leurs enfants. Les hommes valides partis en migration, le manque de main-

d'œuvre sur le terrain crée des pressions pour retirer les enfants de l'école. Ces villages manquent d'éducation au-delà de l'école primaire, de sorte que les enfants sont obligés de voyager et de trouver des logements à l'extérieur du village pour continuer leur éducation. En outre, sans que leurs maris soient physiquement présents, les jeunes femmes mariées sont souvent dans une situation vulnérable dans les foyers de leurs beaux-parents, surtout si leur mari absent ne leur fournit pas des ressources adéquates et elles deviennent dépendantes du ménage. Les femmes expriment leur inquiétude à l'égard de cette question en ce qui concerne les maladies infantiles, en particulier le paludisme pendant la saison des pluies, et leur incapacité à trouver des soins adéquats avec leurs ressources disponibles.

1.5 Régime foncier

Comme on trouve de façon générale aux villages Bambara, la terre n'est pas achetée ou vendue, mais reste dans les familles. Pour la plupart, même les familles les plus pauvres qui sont obligées de travailler dans les champs d'autrui ont leurs propres champs à cultiver pour leur subsistance. La terre est formellement attribuée par les *dugutigi*, et chaque chef de ménage plus important répartit ensuite la superficie disponible entre les champs collectifs (*forobow*) et les champs individuels (*jonforow*). La distinction entre ces deux types de domaine accorde aux femmes un certain degré d'autonomie économique. Les champs individuels comprennent les *musoforow*, les champs des femmes, qui sont soit des champs ou des jardins près des domiciles. Bien que les femmes soient assurées des parcelles pour leur propre culture, c'est à la discrétion des *dutigiw* de décider lesquelles leur seront allouées chaque cycle, ce qui ajoute un niveau d'incertitude à leur planification à long terme.

Étant donné le manque de main-d'œuvre due à la migration des hommes, il y avait étonnamment peu de métayage individuel ou de travail dans les

domaines des autres pour le paiement en espèces ou en nature. Il existe des groupes de travailleurs payés en nature pour travailler dans les champs pendant les périodes nécessitant des intrants de travail importants (défrichage, plantation, récolte) qui dépassent généralement ce que les ménages peuvent fournir. La main-d'œuvre est une ressource rare : une poignée de familles travaillent dans d'autres champs en échange de l'appui du travail pour leurs propres champs en retour, soit sous forme d'accès aux bœufs, soit sous forme d'un adolescent pour les aider à leur récolte. Pour la plupart, cependant, les ménages diminuent la superficie des parcelles cultivées et produisent moins qu'avant la ruée vers l'or, plutôt que de maintenir la productivité à l'aide de la main-d'œuvre embauchée. La plupart des ménages ont une abondance de terres et ne maximisent pas leur superficie cultivée.

1.6 Programmes en contexte

Achats au Service du Progrès (P4P)

Le programme Achats au Service du Progrès (P4P, *Purchase for Progress*) du PAM offre aux petits exploitants un marché assuré, l'accès à des engrais et à d'autres intrants, ainsi qu'une formation aux techniques agricoles et de stockage. Idéalement, une fois que les producteurs sont formés à la production de produits de meilleure qualité et de stockage, ils peuvent être liés à des acheteurs à grande échelle, tant sur le plan local qu'international, afin de conserver des avantages après le PAM. Les céréales achetées localement peuvent à leur tour être distribuées par le soutien alimentaire dans la région et dans les programmes d'alimentation scolaire.

La structure régionale actuelle du P4P a été mise en place en 2010, lorsque le syndicat local des producteurs de céréales, l'Union Nationale des Producteurs Locaux (UNPL), a été choisi pour superviser les coopératives de producteurs pour les marchés locaux. À Dioïla, il existe actuellement 37

organisations paysannes (OP) réparties entre 27 communes. Dans le système P4P, le syndicat place sa commande de grain avant le début de la plantation, garantissant un prix à un taux fixé supérieur au prix moyen du marché. Dans la fixation des prix, on veille à ne pas perturber les marchés locaux. Les contrats de production sont décentralisés, chaque OP assurant son volume de récolte individuellement. Les OP participantes reçoivent ensuite un soutien technique et des intrants tout au long du cycle de croissance afin de s'assurer qu'elles font leur quota et répondent aux normes de qualité. AMASSA Afrique Vert, une organisation partenaire locale, surveille les OP et développe leurs capacités. Leur récolte est apportée à Dioïla pour le stockage, et les coopératives reçoivent leur paiement en espèces un mois après la récolte pour être partagé entre leurs membres. Les producteurs opèrent sous la sécurité d'une vente assurée tout en acquérant des compétences techniques et de planification, et le PAM est en mesure de satisfaire les demandes régionales de distribution de denrées alimentaires par des achats locaux.

Bien qu'il soit possible en théorie d'avoir un groupe mixte de producteurs, très peu ont été formés, et actuellement toutes les femmes dans les groupes précédemment mélangés se sont scindées en OP séparées. Cela s'explique en partie par le fait que les groupes sont généralement basés sur des structures de groupe de sexe unique préexistantes et en partie parce que les femmes sont subordonnées aux hommes dans des groupes mixtes et perdent le pouvoir de décision. C'est aussi une séparation pragmatique, puisque la production agricole est sexuée. P4P soutient actuellement les marchés de la région pour le niébé, généralement cultivés par des femmes, ainsi que les cultures traditionnellement males de mil, de petit mil et de sorgho. P4P a intentionnellement donné la priorité aux cultures associées à la production des femmes : avec moins d'accès au crédit et une moindre capacité d'absorption du risque, les femmes sont

particulièrement vulnérables aux pressions de vendre leur production à des prix défavorables immédiatement après la récolte. Le programme P4P a également ciblé les groupes de femmes pour obtenir un soutien matériel supplémentaire, en fournissant des outils agricoles et des bêtes de trait aux OP des femmes qui n'ont pas l'équipement nécessaire pour les périodes de travail intensives du cycle agricole. Comme nous l'avons vu plus haut, les cultures typiques des femmes reflètent leur position sociale et d'autres exigences sur leur main-d'œuvre disponible.

Pour les petits agriculteurs qui ne participent pas au P4P, il existe une énorme pression économique de vendre le grain au moment de sa récolte, malgré le prix défavorable offert par les commerçants intermédiaires à ce moment. Les prêts agricoles pour les intrants et les engrais sont à échéance, et le ménage est souvent sous la contrainte car les réserves de l'année précédente ont été épuisées pendant les mois de précarité qui précèdent, ce qui peut aussi avoir obligé le ménage à emprunter de la nourriture ou de l'argent pour le remboursement à la récolte. Pire encore, les non-participants sont sujets aux vacillations du marché pour les intrants et les rendements, et sont confrontés à l'incertitude qu'ils peuvent trouver un acheteur à la récolte à un prix favorable. En conséquence, ils ne peuvent pas facilement planifier la façon de maximiser les profits en planifiant la superficie cultivable à l'avance.

Le niveau élevé de migration dans ce domaine a des implications directes pour le P4P. D'une part, il assure que pour pratiquement tous les ménages, il y a plus de terres disponibles que ses membres cultivent actuellement. C'est dans ce contexte que le marché garanti du P4P a le plus grand potentiel pour apporter des changements transformateurs. (Pourtant, cette recherche n'a trouvé aucun exemple de ménages qui choisissent de ne pas migrer, ou de migrer et de revenir en saison des pluies, expressément en raison des avantages économiques

conférés par le P4P). D'autre part, la dépendance croissante des ménages à l'égard du soutien des membres à l'extérieur du village les rend moins capables de s'adapter dans les cas où les transferts de fonds sont brusquement interrompus. En outre, la migration a déstabilisé de nombreuses institutions sociales dans le village et peut également réduire la cohésion sociale des groupes de production. A N'Golobougou par exemple, à l'exception d'un seul, tous les membres originels de l'OP masculine interrogés étaient partis dans la ruée vers l'or. Même celui qui faisait exception avait passé du temps dans les mines mais, en tant que chef de famille, il se sentait obligé de retourner puisque tous les autres hommes de la maison étaient également impliqués dans la migration saisonnière, et sa mère âgée avait besoin de quelqu'un pour la soigner.

P4P résout les deux problèmes les plus critiques pour les producteurs : il apporte un certain soutien aux intrants nécessaires et garantit la vente au-dessus du prix du marché. Malheureusement, il existe des facteurs sociaux et structurels qui rendent les femmes productrices beaucoup moins capables de profiter des avantages du P4P que les hommes. À N'Golobougou, les cotonniers obtiennent des engrais à travers la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT), mais le coton est une culture exclusivement masculine. Étant donné que les femmes ont moins d'accès à l'engrais, elles l'achètent à crédit et sont donc plus susceptibles de vendre une partie de leur récolte avant de vendre la partie restante au PAM. Tous les membres des OP féminines interrogés à N'Golobougou ont adopté cette stratégie intermédiaire, car ils n'ont pas les moyens de subvenir aux besoins de leur famille en attendant le paiement du syndicat.

De façon plus significative, alors que les membres des groupes d'hommes décrivaient comment un marché garanti leur permettait de passer d'une marge minuscule pour la production de revenus à

une production sensiblement accrue, pour les femmes dans les deux villages l'effet était réduit. En effet, aux moments critiques de défrichage, de plantation et de récolte, les hommes ont d'abord accès aux bœufs et aux charrettes, et les femmes sont obligées d'attendre que tous les hommes aient terminé avant de pouvoir les utiliser, perdant une partie de leur récolte en conséquence. Sans intervention du *dugutigi*, cette situation est peu susceptible de changer ; les hommes ne veulent pas changer l'ordre hiérarchique actuel. Même si les femmes pouvaient acquérir leurs propres charrues, les hommes, qui croient généralement et vivement que les femmes ne peuvent pas posséder de bétail, se sentiraient libres de vendre le bétail de leur épouse sans les consulter, si cela était jugé nécessaire pour le ménage. En conséquence, les femmes sont toujours confrontées à une incertitude fondamentale quant à leur investissement de travail, de temps et d'argent dans des parcelles supplémentaires, même lorsque le marché est garanti.

Les inconvénients structurels des femmes pour bénéficier du soutien du P4P se sont présentés différemment dans les deux villages étudiés. Dans la pratique, l'un des points forts du programme est qu'il est suffisamment souple pour permettre aux membres de combler les insuffisances individuelles. A Tonga, par exemple, le groupe des hommes a complété le quota de plusieurs membres du groupe des femmes. Ces types d'échanges font partie de l'avantage d'associer les producteurs à l'atténuation des risques. Dans les deux villages, les membres des OP des deux sexes ajouteront parfois une partie de la récolte d'un parent afin d'atteindre le quota. A N'Golobougou, cependant, il y a peut-être trop de souplesse : certaines femmes, frustrées par leur incapacité à atteindre leur quota prévu et craignant être retirées du programme, ont avoué d'avoir acheté du grain sur le marché afin de le revendre au PAM à profit. Ce qui est bien faisable, parce qu'il y a plusieurs groupes dans le système agricole qui sont

désireux de transformer leur grain en espèces. En particulier, des hommes de l'extérieur de la communauté apportent des tracteurs pour aider au battage et à la récolte et sont payés en récolte de grain, qu'ils cherchent à convertir en argent avant de rentrer chez eux à la fin de la saison.

À Tonga, le groupe de femmes est encore nouveau, mais il semble déjà vulnérable au contrôle par les structures masculines. Le PAM a fourni au groupe des femmes un bœuf et une charrette, mais ils ont fini sous la possession du chef du village qui a l'intention de le louer à but lucratif. On avait accordé aux femmes un espace de rangement indépendant, mais lorsque le village en a eu besoin pour abriter ses moulins, elles étaient obligées de partager leur espace avec les OP masculines, ce qui leur cause une certaine inquiétude au sujet de leur autonomie.

Comme préoccupation générale, le groupe des femmes et le groupe des hommes interrogés à Tonga semblent risquer d'être dominés par quelques hommes charismatiques et fortement liés au pouvoir politique. La négociation sur le transfert du bœuf au chef du village, par exemple, a été menée d'une manière qui ne semblait pas impliquer tous les membres du groupe dans la décision. Bien que le programme offre une formation substantielle et très appréciée sur divers sujets, pour une grande partie, quelques représentants du groupe des hommes sont constamment les bénéficiaires directs (dans les ateliers régionaux), qui transmettent ensuite cette information aux autres membres des deux groupes. Bien que les groupes soient encore très forts et que tous les membres bénéficient fortement du programme, cet exemple rappelle l'importance de se prémunir contre l'abus du processus démocratique au sein des OP (et entre eux).

P4P est un programme très impressionnant dans sa capacité à répondre aux besoins et aux intérêts des producteurs. Les hommes, après avoir remboursé leurs dettes et avoir satisfait les besoins alimentaires

essentiels du ménage, transforment d'abord leurs profits en animaux. Les femmes en général semblent avoir du contrôle sur l'utilisation de leurs profits, bien que ces utilisations soient généralement limitées dans le domaine de la satisfaction des obligations des ménages : les cotisations pour les mariages, les baptêmes, les frais scolaires et les dépenses pour la santé et l'assainissement des ménages. La plupart des petits exploitants consacrent actuellement presque toutes leurs énergies à s'assurer que les besoins des ménages en matière de consommation sont satisfaits et ne peuvent consacrer que peu au-delà du minimum à la production de céréales P4P. Les organisations de soutien ont mis en place de bons mécanismes pour aider les agriculteurs à trouver cet équilibre, de sorte que le P4P ne met pas en danger leur propre subsistance. Selon UNPL et AMASSA Afrique Vert, le programme doit développer une formation plus poussée et renforcer les capacités en matière de durabilité à long terme, mais ces étapes, comme l'établissement de sites de stockage dans les villages, sont prévues pour l'avenir. Plus important encore, les organisations partenaires et les producteurs individuels cherchent à trouver d'autres acheteurs dans le secteur privé pour des ventes similaires. Le fait que les OP soient déjà établies et bien fonctionnelles aide leurs membres à convaincre les créanciers de fournir des prêts et les rend plus visibles au gouvernement et aux ONG, augmentant ainsi leurs possibilités de trouver des opportunités futures.

Le programme des aidants naturels

L'Alliance pour l'action médicale (ALIMA, *Alliance for International Medical Action*) a mis en place une unité de réadaptation nutritionnelle intensive à l'hôpital régional de Dioïla qui sert de centre de formation aux travailleurs de la santé. Les soins dispensés aux enfants affectés de malnutrition aigüe sévère (MAS) sont soutenus par l'UNICEF (le programme nutritionnel du PAM couvre les enfants

avec Malnutrition Aigüe Modérée (MAM)). Grâce à un partenariat avec l'Alliance Malienne Contre le Paludisme (AMCP) et ALIMA, le PAM a lancé un programme de bons alimentaires pour les aidants qui accompagnent les enfants, dans l'espoir d'améliorer l'observance du traitement. Le soutien s'étend à tous les soignants pour les enfants de moins de 5 ans. Des bons pour trois repas par jour sont fournis, avec des réunions de planification hebdomadaires pour s'assurer que leur alimentation est variée, équilibrée et localement appropriée. Si le cas est référé par le système de santé malien (via les cliniques de santé communautaire (CSCOM)), les coûts de transport sont couverts. Fait remarquable, le soutien est si complet que si la personne qui s'occupe de l'enfant tombe malade ou même accouche, les coûts seront également couverts.

Les enfants se rendent du village au centre par trois chemins : l'enfant est amené directement par sa famille ; les relais communautaires de santé aux villages détectent les cas de malnutrition ; ou l'enfant est identifié par consultation au CSCOM et renvoyé au centre. Il existe un schéma saisonnier de référence ; dans la saison sèche, la plupart des cas viennent dans les consultations CSCOM, mais les relais communautaires du village jouent un rôle beaucoup plus actif dans l'identification des cas pendant la saison des pluies. Le paludisme est un facteur majeur de la malnutrition infantile au cours de cette saison, si bien que de nombreux parents ont du mal à distinguer les uns des autres.

Les relais communautaires du village, qui ont une formation restreinte, sont souvent incapables d'identifier le paludisme ou la malnutrition avec beaucoup de précision. Beaucoup sont sans éducation, bien qu'ils puissent avoir une certaine alphabétisation grâce à un programme d'éducation des adultes. Ils dépendent pour la plupart des mesures de l'épaisseur du pli bicipital pour rapprocher l'IMC, puis envoient les cas directement à l'unité nutritionnelle de Dioïla, mais reçoivent peu

de commentaires directs sur la qualité de leurs diagnostics. Pourtant les relais, intégrés dans les relations sociales de leurs communautés, jouent un rôle crucial dans la détection des cas et constituent le point de contact essentiel entre le système de santé et la population en général. Lorsque les cas référés ne parviennent pas au centre dans les deux semaines, le relai est mieux placé pour convaincre une famille réticente. Après le traitement, le relai est mieux placé pour assurer le suivi. Les CSCOM reconnaissent que leurs bénévoles reçoivent des formations, de feedback, du soutien et des motivations inadéquats malgré leur importance, mais leurs budgets les empêchent d'en faire plus.

Dans sa communication limitée aux relais, le système de soins de santé surchargé semble réduire une partie de l'efficacité du programme des aidants naturels. Dans les villages, les chercheurs ont constaté que plusieurs relais du village, et même du personnel du CSCOM, ne comprenaient pas les critères de soutien des aidants à Dioïla. À quelques exceptions, les aidants naturels actuels n'avaient pas entendu parler du programme avant le renvoi, sauf au cas où elles-mêmes (ou un parent proche) avaient précédemment accompagné un enfant à la recherche des soins. Le soutien aux aidants répond très bien aux besoins des femmes avec des enfants souffrants de malnutrition, et l'hôpital voit un déclin correspondant des cas d'abandon ou de non-conformité. Sans une communication adéquate du programme à la population (et même à des niveaux inférieurs du système de santé), le potentiel réel du programme d'amélioration des taux de détection précoce est toutefois limité.

Grâce à nos entrevues avec les aidants naturels, il devient clair combien il est difficile pour les femmes d'être déplacées de leurs foyers, même pour de courtes périodes de temps, en particulier lorsque la durée de leur séjour à l'hôpital est difficile à déterminer. Les coûts d'opportunité de laisser derrière d'autres enfants, les obligations du ménage

et les tâches sur le terrain (en particulier pendant les saisons de pointe) sont énormes, et ces lacunes sont inévitablement comblées par d'autres femmes et filles, parfois avec des effets permanents tels que la déscolarisation des filles.

Le problème du délai de traitement est en partie dû au manque de contrôle des femmes sur la planification familiale et l'espacement des naissances, ce qui conduit à la malnutrition par le sevrage précoce et oblige la mère à amener les deux enfants avec elle pour les soins, ou à prendre le temps d'arranger les soins d'un petit enfant en son absence. Souvent, lorsqu'une mère s'occupe d'un autre enfant à la maison, c'est la grand-mère paternelle qui accompagne l'enfant malnutri en tant que soignant. Les grands-mères sont dévouées à leurs petits-enfants, et les mères n'ont pas exprimé de scrupules en laissant les enfants à leur charge soit à la clinique ou à la maison, mais la relation entre la mère et la belle-mère est structurellement stressante. Les mères elles-mêmes cherchent rarement à retarder le traitement biomédical ; dans les ménages résistants, c'est la grand-mère, le *dutigi*, ou le père de l'enfant qui minimise la maladie de l'enfant et doit être convaincu par le relai communautaire de sa gravité.

Les mères elles-mêmes ont souvent peu de mots à dire dans la recherche de traitement pour leurs enfants. Dans presque tous les cas, les femmes doivent obtenir l'approbation de leur mari avant de chercher des soins médicaux pour elles-mêmes ou pour leurs enfants. Normalement, une fois que le ménage a reconnu que le cas nécessite des soins biomédicaux, le père traitera la maladie traditionnellement à la maison tout en cherchant des moyens, ce qui engendre des délais critiques. Même un traitement « gratuit » centralisé, tel que fourni par le programme des soignants, peut être très coûteux pour un ménage. Les coûts d'opportunité de laisser derrière d'autres enfants, les obligations du ménage, le petit commerce et les

activités agricoles (en particulier dans les saisons critiques de la cultivation) sont considérables.

Ce ne sont pas non plus les seuls coûts auxquels une femme est confrontée lorsqu'elle est déplacée de chez elle. La mobilité des femmes est fortement restreinte et, à mesure que leur temps de sortie du village augmente, elles sont de plus en plus exposées à des accusations d'inconvenance. Pour beaucoup de femmes, leur séjour à l'hôpital est la plus longue durée jamais passée hors du village et éloignée de leurs parents, et elles éprouvent un stress et isolement social considérable, car elles restent souvent avec un contact très limité de leur famille. Leur extrême inquiétude face à la survie de leur enfant est aggravée par les angoisses de la fidélité de leurs maris en leur absence, par la perte de revenus qu'ils subissent dans le petit commerce, et par le bien-être des enfants qu'elles ont laissé au village, peut-être sous garde d'une coépouse. Le temps nécessaire pour le rétablissement est difficile à prévoir et peut être suivi par des soins décentralisés dans le CSCOM, ce qui rend les femmes incertaines du temps et des ressources qui seront dépensées loin de la maison. Placées sous tant de pressions individuelles et obligées de partager des ressources et un espace limités, la relation qu'elles entretiennent avec les soignants à l'hôpital avec lesquels elles sont en contact permanent est souvent tendue et délicatement maintenue. Comme l'a dit une femme aidante : « Ici, si quelqu'un marche sur ton pied, c'est toi qui demande pardon ».

Quand une femme quitte son foyer, d'autres doivent compenser la perte de main-d'œuvre et de garde d'enfants. Dans le contexte de la maladie, les hommes sont principalement responsables de fournir un soutien matériel, alors que les femmes sont responsables de la prise en charge, des soins de substitution et du travail de substitution. Inévitablement, ces lacunes sont comblées par d'autres femmes et filles, parfois avec des effets durables. Une jeune fille sortie de l'école pour veiller

sur ses frères et sœurs, ou retirée d'un apprentissage pour travailler dans les champs, même si pour une courte période, peut perdre cette opportunité en permanence. Il peut même y avoir des effets au-delà du ménage, car les effets du travail des femmes déplacées s'accumulent. Ces impacts sont rarement pris en compte dans les évaluations, mais ils constituent une composante importante de la compréhension des effets sexospécifiques des stratégies des ménages et des coûts réels des soins centralisés.

Le programme de soutien aux aidants naturels est profondément apprécié par ses bénéficiaires et a le potentiel non seulement de réduire l'abandon de traitement, mais aussi d'amener les ménages à s'occuper plus tôt des soins des enfants, à un état de malnutrition moins sévère. La prise en compte de l'expérience des femmes déplacées de leurs villages révèle que la décision de demander des soins biomédicaux reste difficile pour le ménage, même avec une assistance aussi complète.



Photo: WFP/Jane Howard

2. Étude de Cas du NIGER

2.1 La vie avant les interventions du PAM

L'aperçu de la vie communautaire que présente la section suivante vise à fournir l'historique contextuel nécessaire pour comprendre les effets et les impacts sexospécifiques des activités du PAM. Dans le cas de ces communautés, une mise en garde est nécessaire dès le début. Il n'est pas possible de décrire séparément le contexte social, les stratégies de subsistance et la dynamique villageoise par rapport aux impacts du programme, car de nombreux aspects de la vie quotidienne ont été beaucoup transformés par les programmes du PAM. Cela s'est traduit d'entrevue en entrevue, de groupe de discussion en groupe de discussion, lesquels ont généralement commencé avec une gratitude effusive envers le PAM, à tel point que l'équipe a commencé à plaisanter que « Dieu merci pour le PAM » était la salutation ordinaire au village. Mais la mesure dans laquelle le PAM a changé la vie dans ces villages apparaît plus clairement encore dans les minuties de la vie quotidienne des villages. À un moment donné, les chercheurs interviewaient un directeur d'école dans une salle de classe pleine d'étudiants, pendant qu'un vendeur de Moussadey passait vers le chantier par vélo afin de vendre ses marchandises aux femmes. L'équipe a été frappée par le fait qu'aucun de ces événements apparemment insignifiants n'aurait pu avoir lieu avant le soutien du PAM : les salaires du programme CFA permettent maintenant aux femmes d'éviter les migrations ; les programmes d'alimentation scolaire signifient que les enfants peuvent rester dans le village même lorsque les ressources alimentaires sont épuisées à la maison ; et l'infusion régulière de liquidités dans les communautés pendant la période de travail a stimulé diverses formes de petit commerce, rendant le voyage dans ces villages intéressant pour les vendeurs à proximité.

2.2 Stratégies de subsistance

Les trois villages visités dans cette étude sont les Zarma, l'ethnie qui forme la majorité de la population de Niamey, de Dosso, et de leur environnement. Les Zarma vivent principalement de l'agriculture pluviale, dominée par le mil comme la culture de base de la courte saison des pluies entre juin et octobre. A part quelques ménages, tout le monde cultive, avec une division du travail sexuée : les hommes cultivent les aliments de base du régime rural, tel que le mil, le sorgho et le maïs ; tandis que les femmes cultivent une variété de compléments, y compris le niébé, les arachides, les haricots, le gombo, le souchet et le sésame. Presque toute la production est consacrée à la subsistance. Comme la qualité des sols a diminué au fil des années, la population a de plus en plus été poussée à diversifier ses stratégies de subsistance tant pour les hommes que pour les femmes, principalement par la migration.

A travers les entretiens et les discussions informelles, la population a souligné à maintes reprises que les facteurs limitant la sécurité alimentaire et le développement économique, et les facteurs de répulsion vers la migration, se réduisaient à trois limites : isolement physique, sols pauvres et absence de fonds. On pourrait raisonnablement ajouter à cela la disponibilité limitée des services de l'État qui n'ont pas réussi à fournir un crédit fiable ou un accès au marché, un soutien technique cohérent pour l'agriculture ou des possibilités de gains garantis pour ces communautés. Comme tendance générale, les régions rurales du Niger ont été progressivement orientées vers la flexibilité professionnelle et la mobilité spatiale depuis les trois dernières décennies, à mesure que l'appui de l'État et les opportunités commerciales se sont retirés. Avec le

déclin des exportations d'uranium dans les années 1980, les revenus du gouvernement qui soutiennent le développement des infrastructures rurales et les agents de vulgarisation se sont effondrés, problème aggravé par une série de programmes d'ajustement structurel, de coups d'État militaires et d'instabilité politique régionale. La volonté de diversifier les stratégies de subsistance est donc autant le produit de la réalité politique que de la diminution de la taille et de la fiabilité des rendements agricoles.

Comme les moyens de subsistance agraires se révèlent de plus en plus insuffisants, les ménages se tournent vers des stratégies alternatives : migration, propriété du bétail, métayage, et participation à l'activité commerciale. Ces activités ne sont pas exclusives, et peuvent être engagées en série ou en parallèle ; multiples stratégies sont généralement trouvées au sein d'un seul ménage. Avant l'arrivée du soutien du PAM, ces efforts ont été principalement réalisés grâce à la migration d'au moins certains membres du ménage pendant une partie de l'année ; depuis le PAM, cette stratégie continue de dominer, mais a été largement réduite et est maintenant largement limitée aux hommes adultes. La propriété du bétail est répandue tant pour les hommes que pour les femmes, mais à une échelle relativement petite. En règle générale au Sahel, une stratégie privilégiée des hommes et des femmes est de transférer l'épargne dans l'achat d'animaux ; l'embouche est généralement préférée à d'autres activités commerciales. Beaucoup de ménages ont exprimé le désir d'élever des bovins ou des moutons, mais manquaient de fonds pour développer leur élevage. Les hommes et les femmes complètent aussi le revenu des ménages avec le petit commerce, mais le manque de fonds pour l'investissement initial ou l'expansion limite tout le monde, hormis les plus

riches. L'une des principales contraintes qui pèsent sur l'entrepreneuriat tant dans l'élevage que dans l'activité commerciale est le manque surprenant de structures formelles ou informelles de crédit dans ces communautés. Les femmes, en particulier, sont opposées à la participation aux rares systèmes de crédit disponibles par crainte de sanctions pour non-remboursement. Avant le soutien du PAM, les ménages ont souvent fait recours au métayage ou aux autres dispositions pour le paiement en espèces ou en céréales pour le travail dans les champs des autres ; ces dispositions étaient souvent très désavantageuses pour les ouvriers agricoles qui avaient peu de pouvoir de négociation dans les mois précédant la récolte après que leurs stocks de la récolte précédente aient été épuisés. À Dikki, les hommes travaillaient pour la population castée dans les hameaux pendant une partie de l'année². Le soutien du PAM a largement éliminé les pratiques de métayage, mais certains hommes qui ne sont pas en mesure d'adopter la stratégie privilégiée du travail dans les migrations complètent encore leurs revenus en travaillant aux champs d'autrui.

Les communautés avaient déjà utilisé le bas-fond formé dans une dépression entre les villages comme source d'eau pour la culture en saison sèche, mais l'ensablement l'a peu à peu rempli jusqu'à ce qu'il devienne inutilisable. Cette même dépression a été identifiée par les communautés pour le projet de travail du PAM : creuser la dépression de faible altitude et former une source d'eau toute l'année pour le jardinage hors saison. Depuis que le programme CFA a été introduit, il est devenu la principale source de revenus pour la plupart des ménages.

² Bien que les populations castées dans la société Zarma (qui s'agit dans ces villages des bouchers et des forgerons) soient confrontées à des formes de séparation sociale et physique, elles ont moins de problèmes de propriété foncière et jouissent donc d'un niveau de sécurité alimentaire plus élevé que la population en général.

2.3 La migration des hommes comme stratégie de subsistance

La migration, soit pendant des années à la fois ou soit saisonnièrement pendant les mois entre la récolte et le défrichage pour la prochaine saison, est de loin la stratégie la plus importante pour les hommes afin de s'assurer que leurs ménages peuvent survivre jusqu'à la récolte malgré les maigres rendements des cultures. Certains hommes sont des ouvriers à Niamey, et une poignée fait fortune en tant que marabouts à l'étranger avant de revenir, mais la grande majorité voyage à l'étranger en vendant de la friperie, des vêtements pour enfants et des chaussures dans les centres urbains du Bénin, de Côte d'Ivoire, Ghana, Nigéria et Togo. Les Zarma ont établi depuis longtemps des réseaux³ dans cette industrie de niche tout le long de la côte, et même dans le Burkina Faso et le Mali, tirant des connexions sociales et des légers avantages du marché obtenus par leurs prédécesseurs. Dans la migration, les hommes vivent habituellement en commun avec d'autres migrants Zarma, empruntant des fonds de démarrage et commerçant sur les marchés urbains ou à pied d'un village à l'autre.

Malheureusement, l'industrie de friperie est rarement très rentable, et les nigériens sont souvent limités dans la mesure où ils peuvent développer des entreprises commerciales à l'étranger, soit en raison de l'exclusion sociale des étrangers dans de nombreuses entreprises urbaines, soit parce que leur retour périodique au village pour la récolte est freiné par la dynamique de leurs affaires. Pour les ménages les plus pauvres, on ignore parfois si l'avantage économique de la migration réside dans les transferts de fonds, ou plutôt simplement dans la réduction du nombre de bouches à nourrir dans le village. Bien que la recherche n'ait pas mis en

évidence de fortes divisions dans les types de main-d'œuvre masculine disponible pour les ménages, la fiabilité des transferts de fonds était plus grande pour les ménages plus riches.

Bien que les migrants de sexe masculin ne soient pas confrontés aux mêmes risques sociaux que les femmes, tous les migrants prennent des risques physiques considérables, non seulement dans les conditions précaires de logement qu'ils doivent établir à l'étranger, mais dans l'acte même de transport en véhicules surchargés et mal entretenus sur des routes dangereuses. Cela est devenu évident à travers les entretiens avec les ménages, où des blessures graves ou des décès de membres de la famille suite à des accidents de la route ont été communément signalés.

Compte tenu des risques financiers et physiques liés au retour, un nombre restreint mais significatif de migrants de sexe masculin choisissent de s'établir à l'étranger de façon permanente, ou passent des décennies d'exode avant de revenir. Ces migrants à long terme envoient leurs femmes et leurs enfants pour les rejoindre à l'étranger, ou les abandonnent définitivement. Ceux qui reviennent après avoir passé la majeure partie de leur vie adulte à l'étranger, généralement en Côte d'Ivoire, sont appelés les *zarmazeno*, et ils ramènent des familles d'identité hybride, simultanément cosmopolites et liées dans les relations sociales et les obligations du village. La migration à long terme des hommes constitue une grave menace pour la survie du village et entraîne des formes d'insécurité pour les femmes et les mères des migrants. Les ménages imposent régulièrement le mariage à leurs fils avant qu'ils ne migrent afin de les obliger à maintenir des liens sociaux. En dépit de cette stratégie, un nombre croissant de foyers se retrouvent obligés de prendre

3 Ceux-ci ont été bien documentés, notamment par le cinéaste Jean Rouch, qui filmait des hommes Zarma dans l'industrie du vêtement d'occasion au Ghana dès les années 1950 et 60.

leurs filles mariées, qui reviennent à la responsabilité de leurs pères parce que leurs maris migrants les ont abandonnées ou envoient des fonds insuffisants pour la survie de leur épouse et de leurs enfants.

La migration prolongée érode également le contrat social entre le fils et les parents, en particulier les mères qui peuvent être dans une position très vulnérable sans les fils physiquement présents dans le village. Les hommes qui s'étaient engagés dans la migration saisonnière faisaient tout leur possible pour souligner qu'ils satisfaisaient leurs obligations filiales envers leurs mères. Inversement, les mères âgées se sont empressées d'affirmer que leurs fils ne les avaient pas oubliées même si leurs contributions nominales avaient peu d'impact sur l'économie des ménages. Les migrants sentent une honte s'ils échouent dans leurs devoirs filiaux, et les fils en migration enverront de l'argent à leurs mères plutôt que le frère aîné qui est le chef de famille. L'importance symbolique des envois de fonds mérite d'être soulignée : à Dikki, par exemple, les hommes en migration accordent la priorité à l'achat d'un bœuf pour leur ménage, en partie parce qu'ils constituent une annonce très visible qu'ils remplissent leurs obligations de loin.

2.4 La migration des femmes comme stratégie de subsistance

Avant le soutien du PAM, la migration des femmes était presque aussi répandue dans les villages que chez les hommes, mais elle opérait dans un vague largement séparé. Contrairement à leurs maris, les femmes ont rarement les moyens de voyager à l'étranger pour le travail saisonnier, préférant travailler comme domestiques dans les centres urbains du Niger à Niamey, Gaya et Dosso. Parce que les ménages des villages étudiés étaient relativement uniformes dans leur faible statut socio-économique, aucun modèle clair de bifurcation dans les stratégies de migration des femmes n'était évident, bien que les agents Kaydia aient décrit cela

comme un phénomène général dans la région. Dans ce schéma, les ménages pauvres sont obligés, par désespoir, d'envoyer les femmes dans des emplois plus précaires et moins rentables. Par contre, les ménages plus riches ont les moyens de payer les coûts de transport, et le capital social pour assurer un meilleur travail en Côte d'Ivoire. Ils sont donc capables de déployer la migration des femmes plus stratégiquement. Dans les villages étudiés, les cas de ces derniers étaient exceptionnels à moins que les femmes n'accompagnent leurs maris pour un travail à très long terme à l'étranger. Ces cas ont néanmoins rappelé que, pour certaines femmes, la migration peut être une expérience enrichissante qui leur accorde une expérience entrepreneuriale puissante, un capital social et des réseaux sociaux étendus, et une plus grande sécurité alimentaire que la vie villageoise ne peut leur offrir. Même pour les personnes impliquées dans le travail domestique dans les villes nigériennes, certaines femmes ont trouvé une plus grande autonomie et une sécurité relative en matière d'emploi en dehors du village. Certaines jeunes femmes célibataires qui ont été en mesure de trouver de meilleurs prix pour leur travail pendant la saison des pluies (lorsque la disponibilité de main-d'œuvre domestique à Niamey devient rare) ont effectivement préféré le travail en exode au travail salarié sur le site du PAM. Les hommes ont souvent exprimé la crainte que leurs épouses, après avoir passé du temps en migration saisonnière et avoir été exposées à de nouvelles idées et à plus de libertés, remettent en question leur autorité et soient susceptibles de trouver plus d'assurance.

Il est pourtant vrai que, pour la majorité des femmes, la migration représente une vulnérabilité physique et sociale accrue. Avec peu de droits ou recours en cas d'abus, de surmenage ou de sous paiement, les travailleuses domestiques sont systématiquement insultées, agressées physiquement et dégradées dans leur travail. Les femmes en situation de migration risquent une sanction sociale après avoir passé du temps loin de leurs familles ou de leurs

maris, et sont exposées à la stigmatisation et aux accusations de conduite sexuelle et de maladies sexuellement transmises (MST). Compte tenu de la vulnérabilité physique et économique des femmes pendant leur migration, il y a effectivement parfois des activités sexuelles. Lorsque de tels cas entraînent une grossesse, les femmes retournent rarement au village, préférant l'exil au déshonneur et à l'exclusion sociale qu'elles recevront. La migration des femmes mariées bouleverse radicalement l'équilibre du ménage, désorganisant les allocations de travail et de responsabilité et affaiblissant potentiellement ses liens sociaux avec la famille de son mari. Les femmes sont généralement obligées d'emmener leurs enfants avec elles dans la migration : pendant que leurs mères travaillent, les enfants restent déscolarisés en règle générale, sans garde d'enfants compétent, et se tournent souvent vers le vol et la délinquance. Une fois enlevé du système éducationnel, les enfants sont souvent perdus, et ne sont jamais réinscrits. Comme leurs mères, les filles amenées dans la migration sont particulièrement vulnérables à diverses formes d'abus.

2.5 Accès aux marchés et contraintes à la participation des femmes

Les trois villages sont caractérisés par un rôle limité de l'état et un accès limité au pouvoir politique. Les infrastructures pour l'éducation, la santé et l'assainissement restent rudimentaires, et les routes de mauvaise qualité barrent la zone des marchés et des prix bon marché, malgré leur proximité relative à un important carrefour commercial. Avant le programme CFA, les écoles des villages étaient moribondes non seulement en raison d'un taux de scolarisation nettement plus faible, mais aussi en raison du manque de financement et de l'impossibilité de trouver des enseignants compétents. Dans les villages qui bénéficient des services de santé locaux (à Fara Gorou), il y a une pénurie chronique de fournitures et les soins d'urgence nécessitent toujours des déplacements

vers les villages avoisinants. Les agents techniques agricoles et vétérinaires de l'État effectuent des visites périodiques, mais ils sont logés à Loga. Aucun des villages ne dispose de latrines de tout genre, et tous dépendent d'un seul puits ou d'une pompe pour toute la population. Mais la forme la plus critique de la négligence de l'État, selon les informateurs, se trouve dans le mauvais entretien des routes. En années normales, ils isolent les communautés des grands marchés avoisinants ; dans les années de sécheresse et de famine qui se sont produites de façon cyclique dans la région depuis au moins les années 1950, les mauvaises routes contribuent gravement à l'insécurité alimentaire.

Les hommes et les femmes ont identifié la pauvre qualité des routes et la fertilité du sol dégradée comme les principales contraintes à leur développement économique et à leur sécurité alimentaire. Le régime foncier suit le droit coutumier Zarma : les parcelles ne sont ni achetées ni vendues, et restent sous le contrôle des chefs des grandes familles. En conséquence, la plupart des ménages ont des terres, mais la plus grande partie des terres disponibles pour les ménages les plus pauvres est de plus en plus stérile. Les femmes dans le ménage peuvent se partager des parcelles de champs de leur mari pour cultiver leurs propres récoltes, mais elles ne peuvent pas revendiquer la propriété. Bien que les terres ne puissent pas être vendues, elles peuvent sous certaines conditions être prêtées, de sorte que les biens peuvent servir de garantie contre un prêt. En cas de non-remboursement, le prêteur a le droit de labourer le terrain jusqu'à ce que le remboursement soit effectué.

En dehors de ce système, il existe peu de structures de crédit à la disposition des agriculteurs de ces communautés, formellement ou informellement. Durant les périodes les plus difficiles de l'année, en particulier dans la période précédant la récolte lorsque les réserves de céréales ont été épuisées, les ménages prennent des prêts en espèces ou en

nature là où ils sont disponibles. Les prêts plus importants sont généralement réalisés auprès de commerçants et de grands producteurs régionaux, mais ils imposent brutalement des taux d'intérêt élevés lorsqu'ils sont effectués en espèces (jusqu'à 250 F par 1 000 F prêtés) et des taux d'exploitation encore plus élevés en nature (parfois plus du double de la mesure empruntée, à rembourser après la récolte). Le désespoir et le manque d'accès à d'autres options amènent les villageois à accepter ces termes usuraires mais, à chaque fois que possible, ils solliciteront le soutien des voisins qui ont bénéficié des récoltes plus fructueuses. Ces prêts informels sont en général remboursés sans intérêt, mais ne sont pas disponibles à une échelle suffisamment importante pour combler les lacunes de nombreux ménages les plus pauvres, car il existe peu de stratification économique dans ces communautés et les excédents sont faibles même pour les plus riches.

Étant donné le grand besoin de formes de crédit fiables et équitables, on ne voit pas clairement pourquoi, malgré leur pauvreté, les communautés n'ont pas réussi à mettre en place leurs propres systèmes d'assistance mutuelle, même quasi-formelle, comme on le trouve généralement dans tout le Sahel. Cela est particulièrement surprenant étant donné notre impression générale de cohésion sociale dans ces communautés, comme en témoigne leur redistribution efficace du soutien du PAM. Pourtant, les tontines et les groupes de travail qui fonctionnent sont rudimentaires, et alors que la banque céréalière de Dikki devrait commencer l'année prochaine et maintenir ses prix artificiellement bas pour assurer la population dans les mois les plus difficiles, l'équipe a rencontré un scepticisme populaire considérable que cela se passerait réellement. Une raison possible pour des structures de crédit limitées peut être le jugement moral sur l'endettement. Plusieurs ménages ont décrit l'acte de rechercher du crédit comme humiliant, en particulier lorsque les demandes sont

rejetées.

Il existe aussi peu de mécanismes formels d'épargne à la disposition de la population. Les hommes et les femmes préfèrent conserver leurs épargnes sous forme de bétail, par méfiance à l'égard des systèmes formels et par un désir général de limiter la divisibilité de l'épargne à long terme, puisque l'argent se diffuse rapidement dans le flux d'obligations sociales et de soutien mutuel au village. L'achat de bétail peut être partagé entre frères ou autres parents et agit comme une stratégie de repli pour certains ménages pauvres qui n'ont pas le capital financier et social pour envoyer des membres vers les formes de migration plus lucratives (c'est-à-dire en Côte d'Ivoire). Les femmes embouchent souvent des moutons pour l'engraissement et l'abattage à des prix élevés juste avant les fêtes religieuses islamiques telles que Tabaski.

Les femmes sont particulièrement exclues du crédit formel. Elles sont structurellement les moins capables d'absorber les risques ou de fournir des garanties, et les moins assurées d'être en mesure de rembourser un prêt à temps. Les ménages dirigés par des femmes interrogées dans les trois villages étaient incapables de trouver du crédit en temps nécessaire, et devaient compter sur les ressources familiales (principalement leurs frères) pour obtenir du soutien dans les moments difficiles. Les femmes dans les mariages de lévirat, ou dans des états ambigus de mariage, sont souvent aussi vulnérables que celles qui dirigent les ménages. Les cas d'ambiguïté, dans lesquels les femmes n'ont ni liberté d'indépendance ni sécurité du mariage, se produisent le plus souvent lorsque les maris migrants ne retournent pas ou ne fournissent pas de soutien. A Dikki, le chef du village a refusé de fournir les documents qui formalisaient certains divorces, de sorte que certaines femmes et leurs enfants continuent à vivre dans les ménages de leurs maris en tant qu'unités autonomes mais très vulnérables. Ce genre d'arrangement est un rappel de la position

précaire des femmes dans une société patriarcale.

En général, les femmes jouissent néanmoins d'une liberté relative dans leurs décisions d'entreprise et sont capables de posséder entièrement des animaux en tant que bien, une flexibilité qui découle en partie du fait qu'elles forment une majorité démographique importante compte tenu du nombre d'hommes en migration. Les programmes du PAM combinés ont largement freiné la migration saisonnière des femmes, mais pas celle des hommes, ce qui a creusé l'écart entre les sexes. De même, les femmes ont une plus grande charge de travail dans les champs, où leur production s'est étendue à toutes les cultures traditionnellement masculines en dehors du mil, et sur le chantier du PAM où elles forment une forte majorité de la population active. Alors que la capacité de gagner un revenu peut accroître le pouvoir de négociation des femmes et leur influence au sein du ménage (même si l'argent va directement au chef de ménage masculin), cela ne se traduit pas simplement par des gains d'autonomisation. Les femmes signalent plutôt que les critères d'autonomisation les plus importants sont liés à l'âge et à la position sociale au sein du ménage, les premières femmes des ménages polygames étant les plus aptes à exercer leur autonomie financière. Les jeunes femmes, nouvellement mariées dans la maison de leurs beaux-parents, manquent pour la plupart le pouvoir social nécessaire d'assumer le contrôle de leur charge et attribution de travail, sans parler d'avancer leurs priorités dans les décisions des ménages.

2.6 Programmes en contexte

Les programmes du PAM introduits dans ces trois villages répondent à des besoins critiques et sont profondément appréciés par leurs bénéficiaires. Cet aperçu s'inspire des contextes établis dans la section précédente pour examiner certaines des raisons pour lesquelles les interventions du PAM ont eu un tel impact. Plus précisément, il examine les moyens

par lesquels les programmes du PAM se complètent et se renforcent mutuellement et la manière dont la mise en œuvre des programmes du PAM a permis aux communautés de disposer d'une marge de manœuvre suffisante pour réaffecter les ressources au besoin.

Le PAM soutient les communautés par trois axes d'intervention principaux : la nutrition, l'éducation et le développement des communautés rurales. Ces catégories se chevauchent naturellement par leur conception. Par exemple : la nutrition scolaire est un incitatif nécessaire pour prévenir l'abandon des études scolaires ; les programmes d'éducation des enfants comprennent des techniques de conservation environnementale qu'ils peuvent partager avec leurs parents ; le développement rural inclut dans ses objectifs non seulement une augmentation de la production et de la diversité agricoles, mais aussi un meilleur accès à l'éducation. La stratégie intégrée aspire à la résilience de la communauté à long et à court terme, en augmentant la production locale tout en assurant la nutrition et la sécurité alimentaire pendant les mois difficiles du cycle agricole. Cette recherche portait principalement sur le programme CFA dans le domaine du développement rural, mais a trouvé que les effets des programmes du PAM se sont mutuellement renforcés de façon remarquable. Cette section passe brièvement en revue l'historique d'autres programmes du PAM avant de se concentrer principalement sur le projet CFA actuellement en cours.

Kaydia, l'organisation partenaire du PAM, est actuellement sous contrat annuel pour les trois composantes de l'intervention grâce à une approche intégrée. Créés en 1991, elles portent principalement sur les questions de sécurité alimentaire et les projets de restauration de l'environnement. Elle a commencé son partenariat avec le PAM en 2008 et a ajouté des programmes CFA en 2011. Le Niger est confronté à des crises

alimentaires cycliques et en 2012, après que les pluies faibles aient entraîné de mauvaises récoltes en 2011 dans une grande partie du pays et que les prix des céréales aient augmenté dans les marchés, le PAM et d'autres organismes ont lancé une série d'activités de soutien d'urgence partout dans le Niger. Selon l'endroit, le soutien d'urgence se composait de distribution de nourriture, de bons ou de transferts de fonds en espèce (FFA, CFA ou CT). La commune de Loga a été choisie pour le transfert de fonds en espèce (CT) aux populations vulnérables, administrée par Kaydia. Le partenaire local du PAM a ainsi établi des relations durables avec les communautés au fil du temps et possède une expertise considérable dans la mise en œuvre des programmes. En plus du projet CFA actuel, Kaydia supervise les programmes de cantine scolaire, moulin d'école, de jardin d'école et de troupes scolaires, coordonne des campagnes d'éducation sanitaire avec les centres de santé, et fournit un soutien technique en agriculture et en conservation.

Les cantines scolaires du PAM sont liées à des programmes nutritionnels, fournissant des repas équilibrés enrichis de micronutriments et de vitamines. Autant que possible, les cantines sont approvisionnées par des achats locaux au-dessus des prix du marché pour soutenir les producteurs locaux, réduire les coûts et s'assurer que les repas sont localement appropriés. Les communautés étaient au courant des organisations qui avaient acheté des stocks de céréales et de niébé dans les villages pour les cantines du PAM dans le passé. Comme certaines écoles de la région bénéficient du soutien de cantines d'autres ONG, il est possible de comparer directement les avantages relatifs du système d'approvisionnement local du PAM. Contrairement au système de cantine d'état qui fonctionne en parallèle, les pénuries alimentaires pour les cantines du PAM sont rares et rapidement résolues. Cependant, le millet et le riz locaux peuvent être coûteux et prendre du temps à décortiquer, et certains villages estiment que les aliments locaux

sont moins précieux que le riz étranger pour la nutrition des enfants. Les cantines sont soutenues par la participation communautaire des femmes, et ce sont les femmes qui dominent les comités de surveillance et alternent entre elles la tâche de cuisiner les repas pour les élèves.

Les écoles sont également soutenues par des initiatives locales de moulinage, dans lesquelles le PAM fournit des moulins et les bénéficiaires sont répartis entre son comité de gestion et l'opérateur du moulin. Sur les trois villages, les moulins se sont bien développés uniquement à Kombili Béri. A Fara Gorou, le seul moulin au village appartient au chef du village, donc introduire la concurrence directe est une question délicate. Les programmes de troupes scolaires ont connu un succès sans équivoque, notamment en encourageant les filles prometteuses à rester à l'école en dépit de pressions économiques et sociales considérables à abandonner. Les animaux sont donnés aux parents des écoliers ; l'école conserve le premier-né et accorde les deuxième-nés aux ménages, soit au hasard (comme à Kombili Béri), soit aux familles des meilleures étudiantes (comme à Fara Gorou), au moment où elles sont les plus susceptibles aux pressions d'abandon (CM1 et CM2) pour le travail domestique et champêtre, et en vue du mariage précoce. La progéniture ultérieure s'adresse aux futurs étudiants prometteurs, et le troupeau se maintient avec le temps, ne nécessitant que des apports nutritionnels et d'alimentation. C'est aussi la responsabilité du comité des parents qui travaille avec un agent vétérinaire. Kaydia fournit également des matériaux et du soutien technique pour les jardins scolaires, les projets de reboisement et de plantation d'arbres, et l'éducation environnementale à l'école.

Après l'insécurité alimentaire régionale de 2012, les ménages les plus vulnérables des trois villages ont été identifiés en 2013 pour recevoir des transferts alimentaires ou en espèces pour les trois prochaines

années (2014-2016). À la fin de la période de trois ans, leur vulnérabilité continue sera réévaluée ; le PAM anticipe que les transferts auront tiré un nombre important de ménages hors de la vulnérabilité extrême. Les ménages bénéficiaires reçoivent quatre décaissements par mois au cours des quatre mois les plus difficiles de l'année : juin, juillet, août et septembre. Initialement, la taille des décaissements était liée à la taille du ménage ; Il a ensuite été réajusté à un taux fixe⁴ de 32 500 F CFA XOF (environ 55 USD) par mois. Comme le confirment les transferts de fonds dans tout le Niger (Olivier de Sardan 2013, Oumarou 2013, Younoussi 2013), où les femmes sont identifiées comme bénéficiaires, elles tendent à transférer les fonds directement aux hommes du ménage responsable de ses finances.

Programme CFA (*Cash For Assets*), ou Argent pour la préservation du capital de production

Depuis les années 1990, les zones rurales du Niger ont connu un retrait progressif du soutien étatique. Les cultivateurs, et la politique de développement qui les soutient, ont ainsi de plus en plus recours aux modèles localisés et à la gouvernance décentralisée : la conservation locale des sols et de l'eau, les projets locaux de vulgarisation agricole, et le renforcement des communautés locales. Les programmes FFA et CFA du PAM s'inscrivent dans cette démarche en recherchant des solutions axées sur la résilience des communautés grâce à la construction ou au renforcement du capital de production local. Les trois villages visités dans le cadre de cette étude participent tous actuellement au même projet CFA recevant un soutien financier ciblé pour enlever l'engorgement accumulé dans le bassin situé entre eux. Le projet répond à leurs

besoins les plus urgents à court et à long terme. Les salaires vont presque exclusivement vers la consommation alimentaire des ménages, permettant aux plus vulnérables de survivre jusqu'à la récolte et de freiner le taux d'émigration saisonnière. À plus long terme, on espère que le bas-fond excavé fournira une source d'eau toute l'année, et donc une occasion de générer des revenus grâce au jardinage en saison sèche. De plus, le projet répond aux préoccupations des communautés à propos de l'érosion et de la dégradation des sols, puisque les drains dans un réservoir plus profond réduisent le risque d'inondation dans les villages dans la saison des pluies.

L'excavation du bassin est effectuée par des groupes de 20 ou 19 villageois : ces groupes sont encouragés par la conception à inclure des membres de différents villages dans l'espoir que le travail partagé inspirera des liens sociaux plus forts et une assistance mutuelle entre les communautés à l'avenir. Chaque personne doit atteindre un quota de 0,5 mètre cube de sol par jour de travail, soit 10 mètres cubes par groupe de travail par jour. Une équipe bien coordonnée peut accomplir ceci dans une matinée et aura le temps de répondre aux autres demandes de travail de ménage dans la journée. Il y a normalement une division sexuée du travail établie, des hommes piochant la terre et des femmes la transportant. Le choix des travailleurs à envoyer pour représenter un ménage ciblé est fait par les ménages eux-mêmes, en fonction de la disponibilité individuelle et de la capacité. Dans le contexte de la migration saisonnière masculine à grande échelle, et parce que les autres devoirs des femmes sont souvent dévalués comme des formes invisibles de travail par les chefs de ménage masculins, la majeure partie du travail CFA revient aux femmes. De même

⁴ Ce qui est bien logique, à la fois parce que l'association de soutien à la taille du ménage crée des incitations à l'exagération et parce qu'une corrélation générale existe entre la sécurité alimentaire et la taille du ménage au Niger rural. Un grand ménage qui est incapable de fournir adéquatement à ses membres est susceptible de se fragmenter.

que le système de CT, les ménages participants reçoivent un salaire mensuel de 32 500 F CFA XOF (55 USD) par mois.

Impact du programme

Le programme « Food for Assets » permet aux femmes d'éviter la migration saisonnière non seulement parce qu'elles fournissent un revenu, mais aussi parce qu'elles sont associées aux cantines scolaires. La migration des femmes constitue un défi fondamental pour la survie des villages, car elle fragmente la famille nucléaire et nécessite souvent le déplacement des enfants hors de l'école dans les conditions de vie instables lorsqu'ils accompagnent leur mère. Pendant la soudure, après que les réserves de céréales des ménages pauvres aient été épuisées, les cantines fournissent l'incitation nécessaire pour maintenir les filles à l'école, de sorte que leurs parents savent qu'elles recevront au moins un repas nutritif par jour. Compte tenu de l'insécurité alimentaire de ces villages, il est probable que les programmes scolaires et le projet **FFA** n'auraient eu qu'une fraction de leur impact réel s'ils n'avaient pas été mis en œuvre ensemble. En outre, comme les villageois eux-mêmes sont prompts à l'indiquer, ils ne peuvent échapper à l'insécurité à long terme sans aborder la question de la conservation et dégradation des sols. La reconstitution d'une identité communautaire nécessite alors la formation technique qu'ils ont reçue en compostage, en techniques anti-érosion, et en augmentation de rendement. Comme l'a expliqué une femme lors d'une interview à Dikki, l'intégration de tous ces éléments permet aux jeunes du village, qui risqueraient d'être attirés par la migration, d'envisager un avenir viable s'ils restent.

Le problème de la rétention des jeunes souligne la fragilité des structures sociales des villages dans des conditions insoutenables. À mesure que le PAM réintroduit la stabilité économique et sociale, il réduit les menaces qui pèsent sur les valeurs

conservatrices posées par les clivages dans les rôles des sexes dans les relations traditionnelles. Les hommes des groupes focus ont invariablement décrit les interventions du PAM en termes de réduction de la pression sur leurs mariages, puisque les femmes qui migrent deviennent moins attachées à leurs beaux-parents et peuvent acquérir des expériences grâce à des voyages qui les amènent à interroger les normes de genre à la maison. Quand un homme ne peut pas assurer la nourriture de sa famille, le contrat social se décompose pour les obligations filiales ainsi que les mariages. Les chefs de ménage décrivent comment, avant le PAM, l'agriculture était limitée en partie parce que leurs enfants refusaient de travailler dans les parcelles familiales, préférant travailler comme journaliers pour des salaires dans les champs des autres. Bien que l'expérience de la migration saisonnière des femmes soit généralement néfaste aux femmes et aux enfants, il est important de reconnaître que la stabilité financière relative rendue possible par les interventions du PAM a également renforcé un système social qui, dans l'ensemble, réduit les réseaux sociaux et les ressources auxquelles les femmes peuvent accéder indépendamment de leurs grands ménages.

La réduction de la migration des femmes a été unanimement considérée comme l'impact le plus important du programme non seulement parce qu'elle a contribué à stabiliser les mariages, mais encore à cause de son impact sur l'éducation des enfants. Cette transformation a été spectaculaire. À Fara Gorou, par exemple, les inscriptions ont presque triplé depuis que les cantines ont accueilli des ménages qui avaient été très résistants à l'éducation de leurs enfants. L'école avait été sur le point de fermer, incapable de recruter des enseignants adéquats ou de recueillir les fonds nécessaires des frais de scolarité. De même, l'année précédant les interventions du PAM, l'école à Komdili Béri a vu une dizaine de familles migrer avec leurs enfants, qui étaient donc assujettis à une

déscolarisation définitive. Alors que les trois écoles villageoises souffrent toujours d'une négligence de la part de l'État, le taux d'inscription des garçons et des filles a augmenté, et rien n'indique que les élèves soient détournés de leur éducation en participant au creusage sur le site de travail, ou en remplaçant les travailleurs dans leur travail champêtre ou ménager.

Il existe de nombreux indices démontrant que la main-d'œuvre salariée sur le site offre également d'importants avantages économiques. Bien que presque tous les salaires soient consacrés aux besoins de consommation, les femmes disent aussi qu'elles peuvent maintenant couvrir les frais d'urgence et de soins préventifs pour leurs familles et maintenir l'hygiène. Les hommes et les femmes cherchent à reconstituer les réserves de céréales comme première priorité. Ces réserves fournissent non seulement la nourriture nécessaire pendant les mois les plus difficiles, mais leur permettent aussi d'éviter le cercle vicieux de l'endettement à fort intérêt qui épuise les rendements de récolte et crée ainsi une insécurité alimentaire l'année suivante. Les prêts informels pendant la soudure, et les tensions sur les relations sociales qu'ils créent, ont également diminué. Bien que le revenu disponible après achat d'aliments soit faible, il suffit d'attirer des vendeurs ambulants des grandes villes du voisinage, ce qui rend les médicaments et autres produits plus facilement accessibles. Par leurs auto-rapports, la fréquence et la qualité des repas ont généralement amélioré pour les adultes et les enfants. Une femme de Fara Gorou a apprécié l'impact succinctement : « Avant le PAM, nous n'avions pas d'arôme ; maintenant nous avons la possibilité de penser à la viande ».

Il y a un débat de longue date en Afrique de l'Ouest sur la relation entre les contributions économiques des femmes et leur pouvoir décisionnel au sein de leurs ménages. Selon les normes de genre de la société Zarma, les hommes continuent à contrôler les finances de leurs ménages, même lorsque les

femmes fournissent la majeure partie du travail salarié dans la mare. Mettant l'accent sur le pouvoir décisionnel comme simplement présent ou absent, cependant, ignore la complexité subtile de la négociation et l'influence qui se produit dans les ménages. De plus, il risque de négliger l'importance des impacts sur l'identité des femmes. A ce sujet, le personnel du PAM, le personnel de Kaydia et les bénéficiaires interrogés ont la même impression : même si les femmes cèdent leurs salaires directement à leurs supérieurs masculins au sein de la hiérarchie des ménages, le fait que les femmes soient identifiées modifie fondamentalement leur relation et visibilité au sein du ménage. Les femmes estiment, dans l'ensemble, que les hommes sont plus réceptifs à leur contribution, bien que les mêmes restrictions formelles s'appliquent, comme par le passé, à l'autonomie des femmes. Cette recherche n'a trouvé aucune preuve que la participation croissante des femmes dans l'économie salariale engendre la jalousie, menace le statut des hommes, ou déclenche des conflits – bien que ces aspects aient été signalés dans d'autres régions du pays.

Les participants au programme ont parlé à maintes reprises de l'importance d'être entendus et considérés comme dignes d'être examinés. Particulièrement vrai pour les femmes, ce sentiment s'étendait à tous les membres de ces communautés négligées. Les bénéficiaires du projet de travail ont exprimé une véritable fierté de leurs réalisations et un réel sentiment de participation civique grâce à leur capacité à s'engager dans l'économie monétaire. Comme une femme s'est exclamée : « Nous sommes devenues comme des fonctionnaires, avec un salaire régulier - nous sommes comme des vrais citoyens maintenant ! » Les communautés sont encouragées par des résultats tangibles : même inachevé, le bassin retient actuellement de l'eau six mois après les pluies. En outre, comme le programme de travail a été conçu pour favoriser l'assistance mutuelle entre les trois villages, les travaux du PAM ont galvanisé les relations sociales

et économiques inter-villageoises qui peuvent conduire à une plus grande visibilité des institutions à l'avenir. Il y a espoir que la collaboration continue entre les villages établira des groupes de travail, des organismes de crédit ou d'autres structures qui sont mieux en mesure de sécuriser les ressources de l'État ou des ONG.

Défis du programme

Le ciblage initial pour identifier les bénéficiaires a été largement critiqué par les membres de la communauté pour sembler refléter une sélection plus ou moins aléatoire, excluant quelques ménages méritants et incluant quelques ménages qui n'étaient pas très vulnérables. Depuis que le processus de sélection a été réformé en 2015 pour vérifier les recensements de porte à porte et pour valider de manière plus stricte et transparente la sélection, la satisfaction à l'égard du ciblage est beaucoup plus forte. La sélection en vue de l'inclusion dans les CT de la saison des pluies et du travail salarié FFA dans la mare a suivi la méthodologie de ciblage de l'approche de l'économie des ménages (AEM), identifiant les actifs des ménages, les indices de dépendance, le mois au cours duquel les réserves agricoles des ménages sont épuisées et d'autres indicateurs de vulnérabilité afin de classer les ménages dans quatre catégories. Par sa nature, cibler les ménages est une proposition délicate dans les communautés à stratification sociale limitée, en particulier dans des cas comme ceux-ci où les plafonds d'admission sont fixés à des pourcentages de la population plutôt que par des critères absolus. Étant donné que la méthodologie AEM est bien standardisée entre les ONG, les villageois disposant d'une plus grande mobilité et d'un meilleur accès à l'information connaissent bien les critères d'inclusion. Bien que la recherche n'ait

trouvé aucune preuve de tromperie, les villageois les mieux informés ont pu présenter leur besoin de manière plus intelligible par l'accent sélectif, alors que plusieurs des plus pauvres n'étaient pas physiquement assez stables pour être même inclus dans le recensement.

Dans les trois villages, la communauté a redistribué du soutien (les heures de travail et les gains provenant de CFA et une partie des CT) des bénéficiaires ciblés à d'autres personnes dans la collectivité qui n'avaient pas été sélectionnées. Puisque les chefs de ménage ont eu le pouvoir de choisir la personne pour travailler chaque jour sur le site, ils ont pu envoyer des membres d'autres ménages à leur place et les payer en espèces pour leurs salaires journaliers ou même horaires⁵. Cela a été fait de toute évidence afin d'éviter les conflits et les jalousies parmi les voisins, et n'a pas été considéré comme un acte de charité par les donateurs ou les bénéficiaires. Cependant, le degré de redistribution des ressources dépendait largement du village et de sa cohésion sociale générale, et les redistributions se faisaient souvent selon des lignes de parenté et d'affinité. Alors que la recherche a révélé que très peu de villageois n'avaient pas reçu de soutien par la redistribution, bon nombre des plus pauvres manquaient du capital social pour obtenir beaucoup plus que des gestes symboliques. Dans l'ensemble, le sens général était que bien que les redistributions offraient un correctif nécessaire aux lacunes et aux injustices laissées par le ciblage du PAM qui pourrait provoquer des conflits, les frustrations parmi les non-bénéficiaires persistaient. De plus, comme les besoins étaient évalués au niveau des ménages, certains individus particulièrement vulnérables appartenant à des ménages relativement aisés ont été exclus.

⁵ La possibilité de diviser les augmentations de main-d'œuvre dans la journée a permis à ceux parmi les pauvres avec moins d'endurance physique de participer, en particulier les femmes plus âgées.

Bien que Kaydia et le PAM aient été en mesure de répondre aux intérêts de la communauté de manière significative dans la conception du projet de travail et dans leurs révisions aux procédures de ciblage, il y avait des lacunes problématiques dans l'adaptation des programmes du PAM aux réalités auxquelles les villages sont confrontés. Le plus préoccupant de ces derniers a impliqué une diminution des salaires sur le site. Les travaux d'excavation ont débuté en décembre 2015 sur un cycle de travail de 25 jours chaque mois, avec paiement tous les 13 jours. En février, on a annoncé abruptement que ces heures devaient être réduites à 13 jours de travail par mois, apparemment en raison de contraintes de financement. Cette diminution soudaine des heures a eu de graves conséquences pour les villageois. Réduire de moitié leur salaire signifiait qu'ils consommeraient leur nourriture achetée avant le prochain paiement et renonceraient à leurs plans d'épargne ou d'investissement. Plus inquiétant encore, de nombreux ménages ont pris la décision de ne pas envoyer les membres du ménage dans la migration sur la base de l'assurance de cinq mois complets de soutien ; dans plusieurs des ménages interviewés, il y avait des hommes qui retournaient au « travail migrant » au moment que

la saison de travail champêtre était sur le point de commencer, cherchant à s'assurer que le ménage en aurait assez pour supporter les mois difficiles de la soudure, mais aux frais potentiel d'une réduction de récolte.

Enfin, comme la grande majorité des ménages est obligée de dépenser son revenu entièrement sur la consommation ou la redistribution, les bénéficiaires de soutien CFA préfèrent généralement recevoir de la nourriture plutôt que de l'argent. Les bénéficiaires indirects par redistribution ont exprimé la même préférence, car il est plus approprié culturellement de donner des dons sous forme de nourriture. De plus, il y a une perception omniprésente que les commerçants de Détegui profitent de l'isolement relatif de ces communautés pour augmenter artificiellement le prix des denrées de base. Des collusions de marché de ce type ont été associées à plusieurs reprises à des transferts monétaires au Niger au cours de la dernière décennie [Younoussi 2013 ; Oumarou 2013; Olivier de Sardan 2013], et les membres de l'organisation partenaire de mise en œuvre et du sous-bureau du PAM sont bien au courant de ce phénomène. Pourtant, le paiement en espèce sur le chantier se poursuit.



3. Etude de Cas du TCHAD

3.1 Infrastructure

La ville de Mongo est un carrefour régional pour le commerce, les institutions de micro-finance, le gouvernement et pour l'exercice de soutien des ONG. Parmi les partenaires du PAM dans la région figurent Moustagbal, l'organisme d'exécution des programmes de DCV et de FFA de ces communautés ; et ACRA, une organisation italienne qui a été historiquement active dans le soutien des femmes et des enfants dans les communautés. ACRA a fourni des banques de céréales à Mala et Mouraye pour permettre le stockage et l'accès communautaire dans les mois difficiles, lorsque la rareté fait grimper le prix des céréales de base. Les banques sont soutenues par l'intérêt en nature. Un villageois qui emprunte un sac de 100 kg de millet renverra une mesure supplémentaire d'environ 20 kg sur remboursement. Ces prêts agricoles constituent une alternative très nécessaire aux structures de prêts largement prédatrices disponibles ailleurs. Il existe plusieurs structures de crédit disponibles à Baro et Kofilo et une foule d'acronymes (FENADEF, PRASAC-CEMAC, SECADEF, ONAPE, etc.) pour les structures d'épargne et de crédit dans les villages, mais très peu sont pratiquement disponibles pour les femmes rurales (ou même la plupart des hommes), car elles exigent généralement des garanties contre les prêts ou les enregistrements pour démontrer un minimum de volume pour les activités commerciales. Dans les trois villages, la population a décrit de profondes craintes d'humiliation publique des visites de la police pour menacer les débiteurs ou saisir leurs biens. Étant donné la probabilité d'une récolte décevante, les villageois ne sont généralement pas disposés à encourir les risques sociaux et économiques du non-remboursement impliqué dans les prêts formels, et les quelques femmes qui se livrent au petit commerce n'ont pas le volume

commercial requis pour des lignes de crédit importantes. Une organisation locale, Alpha, a fourni des prêts à faible taux d'intérêt aux femmes dans le passé. Alpha a également participé à un programme d'alphabétisation qui a finalement permis d'intégrer la distribution de produits alimentaires du PAM à ses membres.

Malgré l'insuffisance des structures formelles de crédit qui sont pratiquement accessibles aux Tchadiens pauvres, ces villages ont développé étonnamment peu de systèmes informels de soutien. Ni les hommes ni les femmes ne se sont auto-organisés pour développer des groupes d'épargne ou de crédit solides. Les membres du groupe citent le plus souvent leur capacité limitée à s'engager dans des activités génératrices de revenus et le manque général de fonds suffisants et fiables comme principaux facteurs de contrainte. Dans les entretiens avec les ménages de Mala et de Mormo, il est devenu évident que le manque de cohésion sociale et le sentiment général de méfiance ont également empêché les tontines de se développer de façon appréciable dans la région. Les organisations de travail collectif existent tant pour les hommes que pour les femmes, mais sont plus formalisées pour les hommes, parfois sous la forme de groupes de jeunes. Mouraye, en dépit de sa plus grande distance de Baro, semble avoir un cadre plus développé de femmes dans le petit commerce, ainsi qu'un degré généralement plus élevé d'optimisme, d'organisation et d'engagement civique. Mouraye a aussi des groupes de femmes plus dynamiques, bien que leurs activités se concentrent encore davantage sur le travail collectif sur le terrain plutôt que sur l'entrepreneuriat. Dans tous les villages, bien que les redistributions d'actifs aient lieu dans les mois difficiles de la soudure, à la fois de façon informelle par le biais des réseaux de parenté et plus

formellement à travers la mosquée sous la forme de *zakat*, aucune de ces formes de soutien ne suffit à soulager les plus pauvres. La sécurité alimentaire est un problème perpétuel pour ces ménages qui préfèrent massivement les prêts en nature plutôt qu'en espèces, quelle que soit la saison.

Tous les villages s'entendaient pour dire que les conditions de vie de base s'étaient améliorées au cours de la dernière décennie avec une plus grande présence du soutien des ONG. Néanmoins, en dépit de leur proximité avec Mongo et de leur accès relatif aux programmes d'ONG et de micro-finance, les trois communautés visitées ont fait face à de graves limitations dans les infrastructures de base. La pompe installée par l'Etat pour Mala est inutilisable depuis des années, car la population manque de ressources pour réparer les tuyaux brisés. Par conséquent, un défilé constant de femmes et de jeunes filles portant des seaux et des bâtons doit donc se déplacer du matin au soir, transportant de l'eau à Mala de la pompe par les fours de briques à l'extérieur de Mormo. Bien que le marché de Baro, à moins de 15 kilomètres de Mala et de Mormo, soit dynamique et offre une gamme variée de produits, beaucoup de femmes ont un accès limité, manquant de liberté et de ressources pour un déplacement régulier, même à de si courtes distances. Les villageois de Mouraye, bien qu'ils soient plus éloignés de Baro, manifestent une plus grande implication dans le commerce. Ils ont établi un petit marché le samedi, des produits essentiels, et les femmes ont établi des étals dans le centre du village pour le petit commerce quotidien. Les activités entrepreneuriales des femmes se sont développées depuis la construction du dalot, qui attire le trafic des

communautés plus éloignées et fournit un accès routier direct au marché de Mongo par des cols de montagne.

Aucun des trois villages n'a même des services de santé ou d'assainissement de base. Les villageois de Mala et de Mormo doivent se rendre à Sisi à proximité, mais beaucoup ont si peu de moyens que même les coûts minimaux pour le transport et les soins à la clinique sont prohibitifs. Pour les plus pauvres, lorsqu'on leur a demandé des stratégies en cas de maladie de l'enfant, ils n'avaient aucune option. Plusieurs s'étaient résignés, impuissants, à ce que leurs enfants meurent de causes inconnues ou liées à la faim. Jusqu'à l'année dernière, quand un centre de santé a ouvert dans Kofilo voisin, Mouraye a fait face à de plus grands problèmes d'accès aux services de santé. Avant cela, le centre de santé le plus proche avait été inaccessible pendant la saison des pluies. Sans le dalot, Mouraye avait été particulièrement isolé des services de santé pendant la saison des pluies ; les femmes signalent des améliorations considérables de la santé en général et, en particulier, de la santé des enfants depuis son installation. Cependant, même avec de telles améliorations de l'accès à la santé, ces communautés souffrent gravement du paludisme et des infections respiratoires, en particulier à l'avènement de la saison des pluies, ainsi que de crampes d'estomac et de diarrhée pendant les mois difficiles avant la récolte. Pire encore, la région est affligée par une étrange épidémie que la plupart des gens appellent « hémorroïdes », une maladie souvent mortelle (il y a eu des morts même pendant notre court séjour) qui a tellement terrifié la population qu'elle a fait fuir beaucoup de gens⁶.

⁶ Moustagbal est conscient de l'épidémie régionale, et son directeur note que la mortalité est exacerbée par des traitements à domicile mal avisés des hémorroïdes plutôt que des soins biomédicaux. D'abord, l'équipe de recherche a émis l'hypothèse que l'épidémie était liée à une diarrhée extrême due à la malnutrition et à la dépendance à l'égard des plantes sauvages, mais des entretiens ont de plus en plus fait ressortir que les « hémorroïdes » soient peut-être un symptôme d'empoisonnement dû à la surexploitation d'herbicides interdits ou dangereux. Les communautés utilisent le glyphosate bien au-dessus des niveaux recommandés et sans les précautions recommandées, ce qui pourrait en soi contribuer à la diarrhée chronique. Il existe plusieurs facteurs qui indiquent les herbicides

Les ressources éducatives, même si elles constituent une priorité constante pour les femmes dans ces communautés, varient considérablement d'un village à l'autre. Mormo a une grande école très bien construite par la Banque Mondiale. En revanche, Mouraye, qui soutient que l'école de Mormo était destinée à leur village mais a été détournée, n'a effectivement eu aucune école primaire pendant des années et, avant cela, avait un niveau d'éducation très minimal. La communauté a improvisé des hangars qui doivent être réparés et reconstruits chaque année, mais ils sont restés inoccupés depuis deux ans en raison d'une grève générale et de l'incapacité de la communauté à payer les salaires des enseignants. Pour la décennie précédente, les cours avaient été enseignés par l'un des agriculteurs de Mouraye en l'absence de meilleures options. Ce dernier a fait de son mieux malgré le fait qu'il n'ait lui-même qu'un niveau de CM2. Il n'est pas surprenant que personne dans le village ne soit titulaire du baccalauréat.

C'est dans ce contexte que les habitants de ces communautés et leurs enfants tentent de se positionner vis-à-vis des opportunités économiques, et en particulier vis-à-vis des ONG basées à Mongo, qui peuvent potentiellement combler les lacunes laissées par la négligence de l'Etat. Des entretiens individuels révèlent une population douloureusement consciente que son niveau d'éducation limite son accès aux ressources et aux voies de sortie des conditions les plus marginales du travail journalier des migrants. Les femmes ont exprimé cette préoccupation plus vivement que les hommes, principalement par souci de l'avenir de leurs enfants, mais aussi pour elles-mêmes. Ce qui explique la popularité du programme

d'alphabétisation des femmes introduit par Alpha en langue française, malgré le fait que le français est au mieux la troisième langue des femmes et que la capacité de conversation des femmes en français est au mieux rudimentaire. Les femmes qui ont participé au programme avaient été obligées par pragmatisme d'abandonner le français, ainsi que leur éducation. L'intérêt pour le programme s'explique également par l'énorme capital que la littératie française pourrait potentiellement fournir aux femmes dans une région où les ONG accordent une prime élevée à une denrée rare : des femmes lettrées.

3.2 Biens des femmes et droits des femmes au sein des ménages

En règle générale, l'utilisation des terres dans cette région est fondée sur la quantité de terres qu'un ménage peut cultiver plutôt que sur la propriété individuelle. Dans ce système, les ménages riches et pauvres ont accès à la terre, mais les ménages pauvres manquent souvent de travail, d'un sol de qualité, d'intrants ou de capacités nécessaires pour survivre jusqu'à la récolte sans détourner les ressources essentielles du travail champêtre aux autres préoccupations (parrainage ou migration). La main-d'œuvre disponible (et ses taux de dépendance élevés) était le plus souvent le facteur limitant de la production agricole dans les entretiens avec les ménages, et les informateurs clés dans tous les villages indiquaient que la taille des ménages était généralement corrélée à une plus grande sécurité alimentaire. Puisque la terre demeure au sein des ménages, elle ne peut pas être empruntée ou vendue, et bien que les femmes aient accès aux parcelles, elles ne peuvent pas être considérées comme possédant des terres en soi. Les femmes ont

plutôt que la malnutrition seule. Tout d'abord, l'épidémie semble avoir émergé vers le même moment où la culture de la tomate a été pratiquée dans la zone de façon importante. Deuxièmement, les victimes se retrouvent dans des ménages plus aisés aussi bien que les pauvres. Et enfin, il semble y avoir une certaine saisonnalité de l'épidémie avec son point le plus haut en novembre. Les tomates sont récoltées en novembre et décembre et sont manipulées tout au long du mois afin de les sécher pour le stockage et la vente. Les chercheurs souhaiteraient que des membres de la communauté soient testés pour confirmer cette hypothèse, comme une intervention appropriée pourrait atténuer une énorme quantité de souffrance pour la région.

un contrôle considérable sur les produits de leur travail agricole et peuvent décider avec autonomie si oui ou non et quand vendre des cultures comme l'arachide, le sésame, le gombo et le niébé qui sont généralement associés à l'agriculture des femmes. Les hommes n'ont pas le droit de prendre les produits des femmes sans leur consentement, et ne peuvent saisir aucun animal acheté par les femmes avec les profits de leur commerce. Les magasins de grains et la plupart des animaux domestiques sont toutefois sous le contrôle exclusif des hommes du ménage. Les femmes doivent normalement consulter leur mari avant de se joindre à une association de crédit, à un groupe de travail ou à une autre structure sociale, ou bien avant de prendre une décision économique importante. Dans les entretiens avec les ménages, il existe un schéma général de prise de décision collective dans lequel les hommes et les femmes s'informent et se consultent sur les décisions ayant des ramifications économiques, mais le sentiment d'obligation est asymétrique. Pour les hommes, c'est une norme générale, mais certainement pas une exigence dont la transgression causerait une sanction sociale.

Sur la question de savoir si les femmes jouissent d'une plus grande liberté de mouvement et de prise de décision qu'auparavant, étant donné l'ampleur de l'émigration masculine pour une grande partie de chaque année, les opinions des hommes et des femmes étaient mitigées. Dans la pratique, la plupart des pouvoirs sont simplement reportés aux autres membres masculins du ménage ou à la famille élargie du mari. Une épouse peut ne pas avoir les mêmes pouvoirs de négociation et le temps nécessaire pour obtenir le consentement de la famille élargie, ce qui peut engendrer des délais critiques pour prendre des décisions urgentes. Alors que le petit commerce a augmenté, le véritable accès aux marchés pour les femmes est très limité, et même les femmes qui peuvent vendre une partie de leur récolte doivent souvent le faire par procuration par des membres masculins du ménage alors qu'elles restent au village. A Mouraye, même les femmes actives dans le commerce ne se rendent pas à Baro

plus d'une fois par mois. En outre, bien qu'il existe des exemples concrets dans les villages où les restrictions s'assouplissent pendant la période de migration masculine, le fardeau des obligations quotidiennes ressenti par la plupart des femmes signifie qu'elles ont peu d'occasions d'exercer les privilèges auxquelles elles ont théoriquement accès. Même lorsque l'absence masculine réduit certaines formes de contrôle social, elle entraîne une augmentation concomitante des responsabilités familiales des femmes. Si la production d'une femme ne répond pas aux besoins de sa famille en matière de consommation, directement ou par vente pour acquérir des fournitures de céréales, son droit de contrôler ce domaine commercial n'a pas de valeur pratique. Si elle passe la saison sèche à chercher du bois de chauffage dans les montagnes, entreprise ardue et physiquement dangereuse, elle aura peu de temps pour investir ses énergies dans des formes de commerce plus lucratives. Néanmoins, les femmes travaillent plus dur. En partie à cause de l'appui des ONG aux nouvelles activités entrepreneuriales, et en partie à cause de la pression de devoir diversifier les stratégies de survie multiples mais précaires, les femmes développent des métiers d'artisanat, de tissage et vannerie, ainsi que d'autres domaines économiques tout en conservant leurs fonctions antérieures.

3.3 Stratégies de subsistance

L'agriculture de subsistance est la principale stratégie de survie, le mil et le sorgho étant les principaux produits de base de la production masculine. Les femmes produisent principalement de l'arachide, du sésame et du gombo. Notre visite a eu lieu juste avant les pluies, alors que les villages se préparaient à la saison de défrichage et de plantation. Déjà à cette date, dès le début de la soudure, la plupart des ménages pauvres interrogés avaient épuisé leurs réserves alimentaires et s'étaient engagés dans des stratégies de survie, en mangeant des plantes sauvages et en réduisant le nombre de repas par jour. Survivre de récolte à

récolte établit le mode général de subsistance tout au long de l'année pour tous les ménages : travail dans les champs de mai jusqu'aux récoltes de septembre (okra, arachides) et octobre (sorgho, mil et sésame). Une diversité de stratégies supplémentaires, y compris la migration, comblent les lacunes de la production de récolte pendant le reste de l'année. Un agriculteur de la région d'Abou Telfane est confronté à une énorme incertitude même lorsqu'il peut obtenir les intrants nécessaires à la culture. Les pluies sont incertaines et insuffisantes pour des récoltes adéquates d'environ un an sur trois, soit en quantité totale, soit en fonction de la pluviométrie pendant les moments critiques du cycle agricole. Les dommages causés par les animaux ravageurs menacent gravement les cultures tant dans les champs que dans les entrepôts. Les oiseaux, les criquets et les cigales consomment régulièrement une grande partie des récoltes de céréales dans les champs. Plus rarement, mais avec des résultats dévastateurs, sont des raids de phacochères et d'autres animaux sauvages des montagnes environnantes. Les hyènes et les troupes de babouins descendent occasionnellement dans les champs et les villages, et peuvent prendre de petits animaux des troupeaux. Les villages ne sont pas en mesure de lutter efficacement contre les attaques parasitaires de *Striga*, qui peuvent éliminer complètement les cultures et forcer les agriculteurs à abandonner entièrement les champs contaminés pendant des années. Pour empêcher l'invasion de *Striga*, de nombreux agriculteurs ne peuvent pas cultiver toutes leurs parcelles et sont obligés de laisser une partie en jachère, puisque le parasite a tendance à attaquer les champs épuisés par la culture continue.

Compte tenu de la précarité de l'agriculture, les pauvres dépendent d'une grande variété d'activités subsidiaires pour trouver des revenus supplémentaires. Pour beaucoup, même ces activités ne suffisent pas à nourrir le ménage jusqu'à la prochaine récolte. Les agriculteurs sont obligés d'acheter des denrées alimentaires à crédit dans les

mois de soudure, généralement à des taux défavorables, pour être remboursés après la récolte. Ce schéma forme un cercle vicieux, car le remboursement des dettes réduit la nourriture disponible pour l'année suivante et nécessite de nouvelles dettes à tour de rôle. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles les ménages cherchent à acheter des animaux avec toutes les économies qu'ils peuvent accumuler, car les animaux peuvent être vendus en cas de déficit agricole afin d'éviter le cycle de la dette. La capacité d'acquérir des animaux comme tampon contre l'insécurité alimentaire marque un seuil de stratification économique dans ces communautés. En fait, la caractéristique la plus frappante des villages est peut-être la disparité entre les plus démunis et ceux qui sont les plus aisés, tant du point de vue de leur insécurité alimentaire au moment de notre visite que des différences fondamentales entre leurs stratégies disponibles. Le contraste était d'autant plus choquant parce que dans Mala et Mormo ils étaient souvent des voisins, sans ségrégation évidente par caste ou quartier. Pourtant, malgré le niveau d'insécurité alimentaire déjà évident chez les pauvres, la recherche a trouvé étonnamment peu de signes que le soutien passe des ménages en sécurité alimentaire à leurs voisins, même sous forme de prêts en nature.

Parmi les ménages à revenu moyen et supérieur, le bétail constitue la source de richesse et d'épargne la plus appréciée. Cependant, les ménages non-pastoraux peuvent rarement acquérir plus que quelques têtes de bétail, car il faut aussi avoir les ressources nécessaires pour les envoyer à des distances éloignées lorsque les pâturages locaux sont rares. Presque tous les ménages plus riches ont élevé les chèvres et les moutons comme une stratégie d'atténuation des chocs. À Mormo, les ménages plus riches ont également complété leur revenu par la vente de briques, tirés dans des fours près de la pompe. Les trois villages cultivent des tomates comme récolte tardive pour la vente à Baro ou Mongo, une culture commerciale maraîchère

pour les femmes dans leurs champs près de leurs concessions, ou par les ménages sur les parcelles dans leurs champs. Les tomates sont vendues fraîches, ou séchées pour être revendues plus tard dans l'année lorsque le marché est moins saturé. Cette stratégie est pratiquée par la plupart des ménages, mais elle est plus profitable pour les ménages plus riches qui ont plus de capacité de stockage, ont accès à des marchés plus lucratifs, et peuvent tenir plus longtemps jusqu'à ce que les prix soient les plus favorables avant d'effectuer la vente. Les tomates exigent également certains niveaux d'irrigation, qui ont été difficiles à assurer de manière fiable sans pompes ou autre technologie qui est au-delà des moyens villageois. C'est une raison clé pour laquelle Mormo et Mala sont désireux de voir le *haffir* terminé. Les profits tirés des ventes de tomates sont dépensés presque exclusivement sur la consommation afin de s'assurer que le ménage peut survivre jusqu'à la prochaine récolte de céréales.

Les ménages plus démunis, qui sont moins en mesure de recourir à l'élevage et à la production de cultures de rente, s'appuient sur des stratégies moins certaines pour compléter la production alimentaire. Beaucoup d'hommes, et plus particulièrement de jeunes hommes, migrent vers les centres urbains (principalement N'Djamena, mais aussi Mongo, Oum Hadjer, Abeche et Abou Deia), en s'y installant de façon semi-permanente et en envoyant des fonds. D'autres font la main-d'œuvre salariée de janvier jusqu'au début de la prochaine saison agricole. Les migrants à N'Djamena rejoignent généralement les rangs des travailleurs journaliers venant de toutes les régions du pays pour des emplois saisonniers urbains non qualifiés ou semi-qualifiés, c'est-à-dire : creusage des puits, fabrication des briques, ou chargement et déchargement des marchandises pour le transport. Le coût plus élevé de la vie urbaine et les possibilités limitées de main-d'œuvre à fort salaire réduisent la rentabilité de la

main-d'œuvre migrante, de sorte que l'argent issu de la migration saisonnière peut rarement être appliqué de façon significative à d'autres besoins que la consommation des ménages. Dans une moindre mesure, les femmes des ménages très pauvres migrent également de Mouraye dans un exode séparé, travaillant à Mongo pour un travail salarié à 1 000 F/jour en août pour des périodes de 2 à 3 semaines. Il s'agit d'une stratégie particulièrement risquée puisqu'à leur retour, elles pourraient découvrir que leurs champs ont été dévastés avant la récolte. Alors cette stratégie n'est choisie que lorsqu'il n'y a pas d'autres façons de nourrir le ménage. Les hommes et les femmes des ménages pauvres font un pari semblable dans les arrangements de métayage, sacrifiant le travail optimal dans leurs propres champs pour répondre aux besoins d'urgence, et souvent recevant une demi-mesure (*koro*) de céréale pour une journée entière de travail sur le terrain.

Dans les trois villages, les femmes comptent également beaucoup sur la collecte de bois de chauffage pour un revenu supplémentaire de la récolte à la saison de plantation, et recueillent le miel, le *chébé* (*Croton zambesicus*, utilisé comme pommade traditionnelle) et d'autres plantes des montagnes pour les vendre à Mongo. C'est aussi une stratégie des pauvres, puisque le bois de chauffage et la collecte des plantes sont épuisants et peu rémunérateurs, et que les montagnes sont considérées comme dangereuses. Une fois que les réserves de céréales pour le ménage ont été épuisées, les femmes passent également du temps à ramasser des plantes sauvages pour la subsistance de la famille. Au moment de notre visite, beaucoup de ménages pauvres dans les trois villages dépendaient déjà de « nourritures de famine » telles que les feuilles du savonnier (*Balanites aegyptica*) pour un pourcentage significatif de leur consommation calorique quotidien.

Micro-entreprise comme dernier recours

Zeinabou Macouba, Mala

Il y a 3 ans, lorsque Zeinabou avait 37 ans et était enceinte de son plus jeune enfant, son mari a choisi de se marier avec une autre femme. Reconnaissant qu'il ne pouvait pas soutenir les deux familles, il a décidé d'abandonner Zeinabou et leurs quatre autres enfants : deux adolescentes, un garçon de 8 ans et une fille de 7 ans. Les deux familles de femme et du mari ont fait pression sur le mari pour rester dans le mariage, ou du moins pour respecter ses obligations de continuer à soutenir sa femme et ses enfants. Dans une société de plus en plus fragmentée par les déplacements, ces pressions sociales n'ont plus la force qu'elles détenaient autrefois. Zeinabou a ainsi été brusquement laissée dans des circonstances désespérées, et a dû retourner à Mala, où elle vit maintenant avec ses enfants et sa mère âgée, une veuve septuagénaire. Son frère vit dans la concession avoisinante avec sa première femme et leur petite fille. Zeinabou s'est récemment remariée, mais son mari actuel est rarement présent. Ses champs sont à Kofilo, et il voyage souvent pour visiter des connaissances dans les villages voisins. Elle reconnaît que ce nouveau mariage n'offrira que peu de soutien ou de sécurité alimentaire pour elle ou pour ses enfants. Elle s'inquiète de la façon dont ils vont manger quand elle voyage pour vendre du bois de chauffage. Elle vient de revenir il y a quelques jours d'un tel voyage pour les trouver en train de manger des feuilles séchées de savonnier. Le souvenir de cette expérience l'a faite pleurer en nous la racontant.

Comme presque tous les ménages de son village, celui de Zeinabou dépend de l'agriculture, mais comme presque tous les ménages de la région également, leur récolte ne suffit pas à les soutenir tout au long de l'année. L'année dernière a été particulièrement mauvaise. Ils ont perdu leur récolte de tomates aux criquets, et n'ont pas été en mesure de cultiver toutes leurs parcelles à titre de précaution contre le *Striga*. En février, ils avaient déjà épuisé leurs réserves de sorgho et de sésame. Dans le passé, Zeinabou avait été capable d'employer les mêmes stratégies en mois difficiles que les ménages plus riches à Mala emploient actuellement. Elle avait quelques chèvres qui fournissaient du lait à ses enfants et pouvaient être vendues en cas d'urgence, mais elles sont toutes mortes dans une famine il y a plusieurs années. Si elle pouvait obtenir les fonds nécessaires, elle achèterait du sésame et des arachides pour stocker et vendre pendant les mois les plus difficiles à un prix plus élevé. C'était une stratégie commune à Mala les années précédentes, mais après une série de revers elle est devenue de plus en plus rare. Lorsque le programme FFA fournissait des emplois au *haffir* et que les distributions alimentaires du PAM apportaient leur soutien à sa mère âgée, elle a pu rester dans le village avec ses enfants, mais dans la plupart des années, elle a complété la récolte principalement par la collecte et la vente de bois et de tiges de plantes sauvages des montagnes, ce qui nécessite des déplacements importants. Chaque année depuis la naissance de sa fille, elle fait alors des sorties régulières loin de ses enfants après la récolte. À chaque voyage, elle passe deux à trois semaines à la fois autour de Golonti en faisant la collecte du bois de chauffage pour le vendre à Mongo. Dès qu'elle peut tirer ses profits de la vente, elle les transforme en sorgho pour la consommation du ménage.

Quand son mari l'a brusquement quittée, cependant, son état de femme enceinte était trop avancé pour entreprendre les exigences physiques exténuantes de la collection de bois de chauffage. Elle s'est tournée vers le petit commerce par désespoir, tout en sachant qu'elle était susceptible d'échouer puisque la population n'avait pas de revenu disponible, mais elle ne savait pas quoi faire d'autre. Elle a contracté des prêts d'environ 40 000 XAF (environ 70 USD) auprès de ses voisins et d'un commerçant de Baro qu'elle connaissait grâce à des relations avec sa famille élargie, et a utilisé l'argent pour acheter du poisson séché, du gombo et du sel à Baro. Avec ses produits, elle envisageait de préparer de la soupe pour vendre au village. Malheureusement, ses clients masculins ne la payaient pas souvent, achetaient de la nourriture à crédit et ne lui remboursaient pas. Comme femme, elle n'était pas en mesure de s'imposer, donc elle a vite constaté qu'elle allait perdre de l'argent sur l'entreprise. Inquiète, elle dépensa une partie de ses maigres profits pour nourrir ses enfants, et apporta le reste au commerçant de Baro, implorant qu'il étendît la période de remboursement jusqu'à la récolte de cette année. Zeinabou espère qu'il acceptera de l'argent au lieu du paiement en nature. « Quand vos enfants sont affamés », dit-elle, « il est tout simplement trop difficile de donner leur nourriture aux autres ». Elle cite son propre exemple comme preuve que les femmes ici ne peuvent pas compter sur des structures formelles de crédit, qui auraient imposé l'intérêt sur son prêt et n'auraient jamais été aussi pardonnantes sur son défaut de rembourser.

Le cas de Zeinabou n'est pas exceptionnel. L'équipe de recherche a interrogé de nombreux ménages confrontés à des niveaux d'insécurité alimentaire similaires et des options semblables. Le divorce n'est pas rare et nombre des ménages les plus vulnérables des villages sont dirigés par des veuves ou par des divorcées qui se retrouvent dépourvues de soutien social sans la présence du mari. De façon frappante, son attitude envers le petit commerce est également typique. Même durant nos entretiens avec des femmes ayant réussi dans les affaires, les femmes dans ce domaine ont généralement pris part à des entreprises commerciales seulement comme dernier recours, et souvent par nécessité suite à leur divorce.

3.4 Les stratégies de vie pastorale

L'une des lacunes majeures laissées par ces études de cas est l'analyse du genre et du pastoralisme, qui constitue une stratégie majeure de subsistance au Sahel, mais souvent négligée par des projets de développement. Cette omission est en partie la conséquence de contraintes logistiques, puisque le temps dans chaque pays était limité et les éleveurs sont beaucoup moins accessibles que d'autres. Au Tchad, les chercheurs se sont efforcés d'interviewer des éleveurs, voyageant sur de nombreux kilomètres de route pour parler avec des éleveurs dans les régions reculées des contreforts au-delà de Mouraye. Pourtant, l'inaccessibilité structurelle des femmes éleveurs s'est avérée encore plus grande que leur isolement physique. L'équipe n'a pas été en mesure d'interroger directement les femmes et a été obligée de dépendre de l'information sur les rôles sexuels et la sécurité alimentaire d'une demi-douzaine d'hommes éleveurs, certains partiellement sédentarisés dans les hameaux périphériques de Mouraye. Bien que les informations que l'équipe a pu recueillir lors des entretiens aient été limitées, elles donnent néanmoins un aperçu des vulnérabilités particulières des femmes éleveurs qui peuvent être instructives pour la région en général. Puisque les problèmes auxquels sont confrontées les femmes et les ménages pastoraux sont tellement

différents de leurs compatriotes cultivateurs, cette discussion est fournie en annexe au présent rapport.

3.5 Programmes en contexte

Le PAM apporte son soutien dans la région à travers trois grands axes d'intervention : la nutrition, l'éducation et le développement des communautés rurales. Les activités intégrées (projets de sécurité alimentaire, soutien nutritionnel, cantines scolaires) sont conçues pour renforcer la résilience des communautés en interaction. Les partenaires d'exécution dans la région comprennent des organisations locales ainsi que des ONG internationales. Pour les trois villages de cette étude, la surveillance des programmes de distribution alimentaire ciblée et de soutien nutritionnel pour la préservation du capital de production est assurée par Moustagbal, une organisation locale dont le siège principal est à Mongo. Moustagbal et le PAM collaborent sur multiples programmes dans le canton de Baro, y compris les jardins des centres de santé, la construction de poêles à faible consommation de carburant et l'éducation nutritionnelle.

Moustagbal et le PAM sont très bien considérés par les villages d'étude de cas qui apprécient leur transparence et leur approche communautaire participative. Le succès des distributions alimentaires dépend en grande partie de l'organisation partenaire et de sa capacité à communiquer et à assurer la confiance de la population. Dans tous les villages, l'acceptation populaire des critères de sélection et du calendrier de distribution sans jalousie ou conflit atteste la force de la relation du partenaire avec les villages bénéficiaires. Les villageois ont également décrit la flexibilité et la réactivité du FFA et des programmes de distribution ciblés à leurs besoins, en ajustant les types d'aliments fournis et la fréquence de distribution en fonction de la rétroaction de la population.

Distribution ciblée

La région a reçu périodiquement des distributions alimentaires ciblées auprès de plusieurs organisations en réponse aux famines. En 2013 et 2014, le PAM et Moustagbal ont distribué des vivres aux femmes âgées les plus vulnérables et aux ménages souffrant de malnutrition, distribués mensuellement pendant les trois derniers mois précédant la récolte. En plus de cette répartition, les femmes qui ont participé à un programme d'alphabétisation à Mala ont également reçu une distribution de nourriture par le biais de Moustagbal et du PAM en 2014. La distribution ciblée pour les personnes âgées a été établie au moyen de critères HEA et validée par le PAM et par des comités de villageois sélectionnés par les communautés. Les enfants malnutris ont été identifiés grâce à une évaluation médicale, par pesée de bébés et des mesures de bracelet. Chaque ménage bénéficiaire a reçu le même montant, sans ajustements en fonction de la taille du ménage. Les femmes dans le ménage ont été citées comme des cibles d'assistance, mais la distribution a été confiée aux chefs de ménage. Dans presque tous les cas, les femmes avaient effectivement le contrôle et l'autonomie sur les aliments reçus, et les ménages souffrant d'insuffisance pondérale indiquaient qu'ils (et leurs mères allaitantes) étaient prioritaires dans l'usage domestique. Dans une distribution distincte, les femmes qui ont participé à un programme d'alphabétisation à Mala ont également reçu un soutien alimentaire. Leur choix de participer au programme n'a rien à voir avec le soutien alimentaire reçu, puisque l'occasion d'inclure les élèves alphabétisés dans la distribution des aliments ne s'est produite qu'après leur adhésion.

Les chercheurs ont trouvé une satisfaction générale à l'égard du processus de ciblage. Pour les ménages qui ont des enfants de poids insuffisant et ceux qui ont des femmes âgées, on s'entend généralement pour dire que tous les ménages sélectionnés sont dignes, bien que plusieurs personnes interrogées

aient estimé que d'autres femmes âgées vulnérables n'avaient pas été incluses. Les ménages qui avaient été sélectionnés et ceux qui n'avaient pas été sélectionnés étaient tout aussi probables de trouver le concours équitable et impartial, et tous estimaient que les critères d'inclusion étaient transparents. Puisque la distribution s'est produite pendant la période de plus grande pénurie alimentaire, la nourriture a été consommée et non vendue dans tous les cas. Dans les rares cas de redistribution secondaire à d'autres ménages, la quantité de nourriture partagée n'était pas significative. Pour la même raison, il y avait une préférence universelle pour la nourriture plutôt que la distribution en espèces pendant la soudure. Toutes les mères interviewées ont également déclaré que la forme de soutien influe sur leur répartition au sein du ménage : les aliments étaient plus susceptibles de tomber sous leur contrôle que l'argent.

De toute évidence, ce programme visait les ménages les plus vulnérables et était également efficace pour atteindre les femmes au sein des ménages. L'accent mis sur les enfants souffrant de malnutrition a également permis que l'assistance atteigne une population normalement inaccessible : les mères et les enfants touchés par l'insécurité alimentaire dans des foyers relativement riches. Cela est particulièrement vrai pour les ménages des pastoralistes arabes de Mouraye. Les femmes interrogées dans le cadre du programme d'alphabétisation Alpha ont estimé que le fait qu'elles aient été individuellement désignées comme bénéficiaires a eu un impact sur la probabilité qu'elles se verraient confier le contrôle des ressources alimentaires lors de leur distribution. Certaines ont même estimé qu'elles avaient augmenté leur statut au sein de la famille au-delà de la période d'assistance. Pour la plupart, cependant, cette forme d'assistance a des effets limités à long terme. Les ménages bénéficiaires qui étaient dans un besoin désespéré pendant la période de soudure de la distribution sont susceptibles d'être tout aussi vulnérables aujourd'hui.

FFA (*Food assistance For Assets*)

En 2013, le PAM et Moustagbal ont lancé deux programmes de soutien alimentaire pour les sites d'étude de cas : un site de rétention d'eau pour assurer l'accès à l'eau toute l'année et la possibilité de générer des revenus grâce aux cultures maraîchères pour Mala et Mormo ; et un petit ponceau (dalot) près de l'entrée de Mouraye pour l'accès en saison des pluies. Le programme **FFA** a, de toute évidence, transformé ces communautés, ce qui témoigne du travail important que le PAM et son partenaire ont accompli pour solliciter la rétroaction de la communauté et maintenir une relation ouverte et collaborative avec les villages. Dans Mala et Mormo, plusieurs ménages ont déclaré que la nourriture fournie pour la construction de *haffir* leur a sauvé la vie, ou du moins leur a permis de continuer à vivre dans le village. Pour les communautés confrontées à de nombreux défis, le succès du *haffir* dans la réduction de leur insécurité alimentaire peut être qualifié d'existentiel. Beaucoup craignaient ouvertement que les villages soient forcés de se dissoudre et de se disperser si la FFA ne revenait pas. À Mouraye, la construction du dalot a permis à un village doté d'une forte initiative et d'une organisation cruciale d'accéder à une panoplie de ressources qui n'étaient pas disponibles en saison.

Le travail était difficile, en particulier pour la construction de *haffir*. En creusant avec des pioches dans des sols durs comme la roche, les ménages ont reçu des mesures de céréales selon le nombre de parcelles de 30 m³ qu'ils pouvaient enlever. Les ménages étaient libres de s'arranger pour l'utilisation de leur main-d'œuvre disponible, qui était principalement féminine. Les femmes amènent parfois leurs enfants à aider à creuser sur le site, ou être placé sous un arbre ou un hangar avec un enfant plus âgé pour les superviser. Les entrevues menées auprès des ménages suggèrent que, bien que dans certains cas les femmes avaient un faible pouvoir décisionnel au sein de leur ménage pour le travail sur le *haffir*, dans la plupart des cas, la répartition du

travail était faite collectivement. Les femmes dominant en grande partie parce que beaucoup d'hommes sont en migration saisonnière ou en déplacement toute l'année. Elles étaient également très motivées à participer, car les femmes devaient être les principaux bénéficiaires du jardinage hors saison que le *haffir* rendrait possible. Les femmes ont reconnu la difficulté physique du travail, mais ont souligné que l'alternative est encore plus éprouvante. La plupart auraient recueilli du bois de chauffage dans les montagnes si elles ne travaillaient pas au *haffir*.

Les deux projets de travail étaient auto-ciblés. Tout ménage de village pouvait choisir de participer, dans la mesure où il le pouvait. Dans Mormo et Mala, qui ont des strates économiques distinctes, les ménages relativement plus riches ont profité du programme pour compléter les réserves, alors que les ménages les plus pauvres dépendaient du travail pour survivre à la période de soudure. Pour ces ménages, la nourriture fournie pour creuser le *haffir* leur a permis d'éviter des stratégies plus précaires, en particulier le cercle vicieux de l'acquisition de nourriture sur le crédit à rembourser après la récolte. Sans surprise, bon nombre des ménages les plus vulnérables ont été moins en mesure de tirer parti du programme sans mettre en danger la viabilité d'autres stratégies de subsistance. Par exemple, un ménage pauvre interrogé à Mala avait été déterminé à maximiser son travail sur le *haffir* après qu'une récolte décevante les ait laissés particulièrement vulnérables. Après avoir défriché 28 parcelles, le mari s'est effondré d'épuisement. La production du ménage en a été affectée puisqu'il a été incapable de travailler dans ses champs pendant les périodes critiques de la saison agricole. Dans la deuxième année, le ménage a décidé de ne pas participer. L'agriculture leur paraissait une stratégie plus sûre. À Mouraye, le travail était moins intensif, et consistait en grande partie à transporter les matériaux nécessaires au site dalot. Bien que les divisions économiques ne fussent pas aussi manifestes dans

Mouraye, il y avait néanmoins des formes d'exclusion structurelle de la participation. Les pasteurs, par exemple, ont critiqué la conception du programme pour se concentrer uniquement sur les agriculteurs. Ils auraient aimé participer, mais devaient veiller sur leurs animaux en cas de vol ou d'attaque d'hyène.

Cette recherche a révélé très peu d'exemples de redistribution de la nourriture parmi les ménages des villages de l'étude. Bien que les villages eussent des comités de gestion qui auraient assuré la redistribution aux ménages les plus pauvres, même s'ils n'étaient pas en mesure de participer, on ne sait pas si cela s'est effectivement passé. Pour de nombreux ménages, c'est probablement parce que leurs propres besoins de consommation étaient si urgents, mais la redistribution limitée par les ménages les plus riches qui fournissaient des prêts et des cadeaux en ces saisons difficiles de l'année, était compatible avec une réserve générale. Certains ménages ont mentionné qu'ils préféraient les aliments plutôt que les paiements en espèces pour cette raison, car ils étaient plus susceptibles d'être entièrement consommés par le ménage plutôt que diffusés dans de plus grands réseaux sociaux. Bien que des études antérieures sur le genre au Tchad (PAM 2014) aient suggéré une préférence générale des hommes pour l'argent et la préférence féminine pour l'alimentation, dans ce cas, la recherche a trouvé une préférence universelle pour la

distribution de nourriture⁷. Compte tenu de la difficulté d'accès aux marchés, en particulier pour les femmes, et du niveau général de l'insécurité alimentaire, on pouvait s'y attendre.

Les deux programmes FFA peuvent avoir des effets durables à long terme, mais ils sont actuellement insoutenables. Le dalot de Mouraye a amélioré d'un seul coup plusieurs contraintes d'infrastructure : l'accès aux soins de santé tout au long de l'année ; les relations sociales et commerciales avec les villages voisins plus solides ; la libre circulation des troupeaux ; et, peut-être le plus important, l'accès au marché pendant toute l'année à Mongo à travers les cols de montagne. Mais la communauté est préoccupée par le fait que le dalot deviendra inutilisable à cause de l'érosion au cours des prochaines saisons de pluie, à moins qu'ils ne puissent remplir les fissures et les espaces se formant entre le dalot et ses côtés. Ils ont demandé l'assistance du PAM et de ses partenaires, sans réponse, en essayant de les convaincre de fournir un soutien technique ou de leur donner de la nourriture pour le travail. Le *haffir* également n'a pas encore atteint son potentiel. Bien qu'initialement prévu pour une profondeur de 5 mètres, les travaux ont été arrêtés sans explication à 3,5 mètres. Même à sa profondeur actuelle, le *haffir* conserve de l'eau dans la saison sèche, mais ce n'est pas suffisant pour développer les activités de maraîchage qui ont motivé les communautés impliquées à l'origine.

⁷ Les femmes ont suggéré qu'en général, elles avaient plus de contrôle sur l'utilisation de la nourriture que l'argent liquide dans leurs ménages, ce qui est conforme aux résultats précédents (PAM 2014).



4. RECOMMANDATIONS ET DISCUSSION

Cette section résume les recommandations principales élaborées à partir de recherches sur le terrain pour les études de cas du Sahel (Mali, Niger et Tchad). Les sujets particuliers aux pays individuels sont discutés en plus grand détail dans leurs sections d'études de cas respectives. Les préoccupations principales de ce rapport ont été 1) de produire des principes généralisables et opérationnels pour les programmes du PAM par le biais de l'analyse de genre ; et 2) de fournir des exemples clairs de la façon dont les considérations de genre peuvent améliorer les résultats des projets du PAM.

Ainsi, la présente section est organisée comme suit :

- **Première partie : Recommandations**

Nous nous sommes limités dans cette section à quatre points principaux qui émergent à travers les données du Sahel et que nous considérons avoir la plus grande valeur pratique. Beaucoup de ces points adressent spécifiquement les questions de genre et d'autonomisation ; tous sont informés par une approche axée sur le genre.

- **Deuxième partie : Discussion**

Genre et perspectives anthropologiques autour de deux problèmes constants du développement : le ciblage et la surcharge

Les données de recherche fournissent un contexte important pour deux préoccupations constantes pour le PAM, en particulier en ce qui concerne le genre : la dynamique sociale du ciblage, et le souci de surcharge des bénéficiaires du programme. Bien qu'ils ne puissent pas conduire aussi clairement que les points soulevés dans la première partie à des actions spécifiques, nous avons estimé que les nuances éthiques de ces deux sujets relèvent

directement de l'ambivalence persistante des idées sur l'autonomisation des femmes dans le développement, identifiée dans la revue de la littérature.

- **Troisième partie : Réflexions sur WEAI**

Quelques réflexions sur l'utilité et la capacité d'adaptation de l'indice basé sur l'expérience de terrain et des considérations de la revue de la littérature.

4.1 Recommandations

Les connaissances fournies par l'analyse de genre ajoutent de la valeur et de l'efficacité des programmes à tous les niveaux : dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation.

Ces études de cas sont à petite échelle, qualitatives, et non représentatives. En tant que telles, elles sont destinées à donner un aperçu des phénomènes généraux par induction, plutôt que de fournir des recommandations spécifiques du programme ou au niveau des pays. Les cas spécifiques servent donc à illustrer le genre de considérations et approches nécessaires pour mieux prédire ou évaluer les impacts du programme dans le cas général. D'autres recherches sont nécessaires pour déterminer si les problèmes particuliers identifiés dans la poignée de communautés incluses dans ces études sont révélateurs de phénomènes plus répandus.

Ces contraintes étant précisées, les données fournissent une indication claire de l'importance d'intégrer l'analyse de genre à tous les niveaux de la programmation du PAM. Il est souvent répété dans la recherche sur les politiques que les questions transversales telles que le genre ne peuvent pas être de simples ajouts après coup de développement,

mais doivent être intégrées dans toutes les phases, de la conceptualisation à la mise en œuvre et à l'évaluation des résultats et de leur impact. Dans la pratique, cependant, il est bien possible que le personnel du PAM et leurs partenaires ne voient pas toujours clairement la valeur de l'analyse intégrée du genre dans la vie d'un programme, en particulier quand ils sont accablés par d'autres responsabilités. Les trois exemples de la recherche ci-dessous sont donc destinés à servir de preuve de concept de la valeur de l'analyse de genre, l'attention aux phénomènes micro-dynamiques et l'expérience vécue des hommes et des femmes, que ce soit par la démonstration du bien-fondé des programmes du PAM ou par l'apport de considérations qui amélioreraient leur efficacité ou leur pérennité.

Exemple 1 : conception et suivi du genre.

La différence d'accès aux ressources par les sexes conduit à des défis prévisibles d'efficacité des programmes.

L'un des programmes les plus efficaces examinés dans la recherche sur le terrain était le programme P4P du Mali, un programme d'achat de céréales locales très apprécié par ses producteurs bénéficiaires. Cependant, il y a des différences significatives entre les hommes et les femmes dans la capacité de tirer le profit maximal du programme. Contrairement aux programmes d'achats locaux ailleurs dans le Sahel (Niger et Tchad), où les activités d'alimentation scolaire sont provisionnées par l'achat local basé sur la disponibilité au moment de la récolte, le plus grand avantage du programme P4P du Mali est qu'il garantit le marché à l'avance de la saison, à un prix légèrement supérieur au prix du marché. Comme il a été mentionné ailleurs dans le présent rapport, l'atténuation des incertitudes du marché porte sur l'un des plus grands obstacles au développement économique dans le Sahel, où l'incertitude limite fortement le risque entrepreneurial et l'innovation.

Un marché et prix garanti permettent aux cultivateurs de maximiser la production de leurs terres disponibles ; dans la région visitée cela a eu un effet significatif, car avant P4P les ménages avaient souvent laissé quelques parcelles en jachère en raison de l'incertitude du marché. Mais puisque les femmes dans la région n'ont pas le droit de possession ni d'utilisation des bœufs et charrettes, elles sont obligées d'attendre jusqu'au dernier moment pour préparer leurs champs au début de la saison agricole, de sorte que leur capacité à maximiser le pourcentage de terres disponibles cultivées est limitée. En conséquence, les femmes dans certaines communautés jugent nécessaire d'acheter des céréales d'autrui afin de satisfaire les quotas de P4P. Ce qui est facile à faire, car il existe plusieurs groupes dans le système agricole qui sont désireux de transformer leurs céréales en espèces. En particulier, les hommes de l'extérieur de la communauté apportent des tracteurs pour aider à la récolte et sont payés sous formes des mesures de céréales récoltées, qu'ils cherchent à convertir en espèces avant de rentrer à la fin de la saison.

L'achat des céréales des marchés nationaux pour la revente à profit dans P4P n'est pas conforme aux normes du PAM ; s'il était fait à grande échelle (il ne l'est pas, en partie parce que les femmes ont un accès limité au crédit), il menacerait les marchés et la viabilité du projet. La question plus importante en ce qui concerne cette discussion, cependant, est que l'attention sur l'accès différentiel aux ressources par sexe dès la conceptualisation aurait pu atténuer les pressions extrêmes imposées aux femmes qui les obligent à prendre de telles mesures, car elles ne veulent pas à tout prix perdre l'accès au programme en omettant de respecter les quotas prévus.

Exemple 2 : le genre dans la mise en œuvre des programmes. *Les programmes qui répondent aux besoins des femmes sont beaucoup plus efficaces lorsqu'ils sont combinés car ils se renforcent mutuellement.*

Les évaluations du PAM sont souvent spécifiques au programme. Lorsque le personnel du PAM considère les interactions entre leurs programmes, ils sont souvent concentrés sur les effets négatifs. Une des préoccupations est qu'un programme compromettra par inadvertance les objectifs d'un autre. Par exemple, on peut imaginer un programme CFA qui surcharge des femmes à un tel point de menacer leur nutrition ou celle de leurs enfants. Au Niger, les chercheurs ont été frappés par l'effet inverse : une complémentarité puissante dans les programmes se renforçant de façon réciproque, de manière à ce qu'on puisse les considérer comme unité organique.

Il y a une composante de genre à cette complémentarité. L'impact le plus profond du programme CFA était dans la réduction de la migration saisonnière des femmes. Celle des hommes a diminué aussi, mais beaucoup continuent de la faire pour au moins une partie de l'année. Comme les femmes étaient souvent obligées d'amener leurs enfants avec elles lors de la migration, un facteur clé dans la réduction de leur migration a été les cantines scolaires et autres programmes scolaires, qui assurent l'alimentation et la nutrition pour les enfants, même quand il n'y a plus rien à la maison pour les nourrir.

Ces communautés souffrent d'une forte insécurité alimentaire, et même les interventions du PAM ne peuvent pas éliminer le besoin de migration et des économies dépendantes de fonds extérieurs pour compléter la production agricole. Cependant, l'effet des programmes qui se renforcent mutuellement répond aux préoccupations sociales les plus critiques pour les hommes aussi bien que pour les femmes. Il existe des différences significatives dans les effets sociaux des migrations masculines et féminines. Les femmes et les filles migrantes sont placées dans des positions très vulnérables et sont souvent confrontées à la censure sociale et le risque social ensuite (en raison de la grossesse en migration, des accusations d'infidélité, ou de l'affaiblissement

des liens sociaux à la famille du mari). Selon la population, réduire ou éliminer la migration des femmes soulage donc les menaces les plus existentielles du village : menaces à l'autorité de l'administration du village, à l'intégrité de la famille, et au lien conjugal.

Exemple 3 : le genre dans l'évaluation des résultats et de l'impact des programmes. *L'analyse des impacts sur les ménages révèle l'importance de la programmation axée sur les femmes.*

L'évaluation d'impact se limite souvent au bénéficiaire, à défaut de reconnaître les effets de propagation au niveau des ménages et au-delà. L'analyse de genre, avec l'accent mis sur les micro-dynamiques, fournit un aperçu utile dans la plus grande influence des programmes, ce qui permet une évaluation plus précise de l'importance des interventions du PAM. Cela est particulièrement vrai en tenant compte des impacts sur la charge de l'activité des femmes, car ils sont souvent dénigrés comme des formes invisibles ou moins essentielles des tâches ménagères, à la fois par les communautés et par les instruments d'évaluation eux-mêmes.

Un exemple percutant des impacts sur les ménages qui est ressorti de nos recherches concerne les programmes du PAM qui fournissent du soutien aux garde-malades, les femmes qui accompagnent les enfants souffrant de malnutrition pour recevoir des soins médicaux aux hôpitaux. Au Mali, le soignant qui accompagne un enfant malnutri reçoit un soutien alimentaire total et d'autres services pendant son séjour à l'hôpital. Les entretiens avec des femmes soignantes (généralement les mères, mais souvent les belles-mères dans les cas où la mère allaite un enfant à la maison) indiquent à quel point il est difficile pour les femmes d'être déplacées de leurs foyers, même pour de courtes périodes de temps, en particulier lorsque la durée de leurs séjours à l'hôpital est difficile à déterminer. Les coûts

d'opportunité liés au fait de laisser derrière leurs autres enfants, leurs obligations familiales, et leurs travaux champêtre (en particulier en haute saison agricole) sont énormes – et ces lacunes sont inévitablement comblées par d'autres femmes et des filles, parfois avec des effets permanents (par exemple, la déscolarisation des étudiantes).

Le PAM devrait honorer ses engagements et entreprendre des projets livrables

Au Niger et au Tchad, la recherche a révélé plusieurs cas réels ou perçus des programmes du PAM qui ne répondent pas à leurs engagements auprès des membres de la communauté. Le plus préoccupant de ces insuffisances concerne les communautés travaillant pour un programme CFA au Niger, dans une région qui souffre d'une qualité de sol tellement mauvaise que la plupart des ménages ne peuvent pas rester dans les villages tout le long de l'année. Malheureusement, au milieu de la saison de travail en 2016, les heures de programme ont été réduites de moitié, sans explication auprès de la population. Toute la communauté soulignait sa gratitude envers le PAM d'avoir apporté le programme de travail et d'autres activités de soutien. Elle était extrêmement réticente à critiquer l'organisation ou son partenaire d'exécution. Pourtant, il ressort clairement des discussions de la justification des décisions économiques des ménages que la réduction des heures a eu des conséquences dévastatrices pour ces villages. Les ménages ciblés avaient prévu de recevoir cinq mois complets de soutien, une assurance de revenu continu qui influençait largement leurs décisions d'envoyer des membres de la famille en migration économique. Plusieurs hommes interviewés ont déclaré qu'ils ne seraient jamais restés au village s'ils avaient su que les salaires sur le site de travail seraient réduits. Plus troublant encore, il y avait des hommes dans plusieurs ménages interrogés qui retournaient au « travail migrant » malgré le fait que la saison du travail agricole était sur le point de commencer, se

dépêchant pour s'assurer que le ménage aurait assez à manger pour la durée de la soudure, même au coût potentiel d'une récolte réduite.

La vie dans le Sahel est pleine d'incertitudes. En fait, cela est peut-être le principe de base le plus saillant de l'économie sahélienne. À presque tous les niveaux, du timing des pluies à la disponibilité des matières premières aux marchés, ou des médicaments aux dispensaires à la possibilité réelle de perdre les travailleurs migrants à des accidents de la route ou les enfants au paludisme, les ménages prennent des décisions avec des informations incomplètes et peu garanties. Comme en témoigne la popularité du programme P4P au Mali, pour les ménages sur le seuil de vulnérabilité alimentaire, la valeur de l'appui du PAM et de ses partenaires est souvent autant dans sa certitude que dans le soutien réel reçu. Cela devient particulièrement clair à travers des entretiens avec des ménages sur les avantages perçus relatifs à l'action du PAM : pour beaucoup, les programmes du PAM sont les plus transformateurs dans le fait qu'ils permettent la planification à long terme d'une manière qui serait autrement considérée impraticable et risquée, surtout pour les femmes et ceux qui font face à de plus grandes vulnérabilités structurelles.

Il ressort des conversations avec le personnel du PAM à tous les niveaux, ainsi que leurs organisations partenaires, que les décisions visant à éliminer ou atténuer les programmes ne sont pas prises à la légère, et peuvent entraîner des contraintes complexes de financement, les questions de logistique, et les pressions politiques. Il serait néanmoins difficile d'exagérer la portée du risque pour le PAM de revenir sur ses paroles, non seulement dans l'immédiat, lorsque les ménages s'ajustent aux conséquences des déficits imprévus, mais à plus long terme, car les impacts inattendus peuvent réduire la réputation et l'efficacité du PAM et de ses partenaires. Avant d'introduire une modification à un programme établi, le PAM devrait

donc envisager les conséquences sur la perception des communautés vis-à-vis des programmes futurs introduits par le PAM ou ses partenaires, et comment la fiabilité de l'organisation, réelle ou perçue, peut influencer les calculs communautaires de risque en acceptant du soutien futur.

Les évaluations des programmes devraient idéalement être mises en place pour capturer ces types d'impacts plus importants, ainsi que les résultats liés aux cibles spécifiques du programme. À cet égard, il est important de reconnaître l'importance des perceptions populaires ainsi que les violations réelles de confiance. Dans l'un des villages au Tchad, par exemple, plusieurs ménages ont exprimé la conviction que la distribution alimentaire du PAM il y a plusieurs années a été injustement réduite ou allouée. Bien que les disparités perçues dans la distribution tirent presque certainement d'un malentendu et non des actions du partenaire, l'effet potentiel sur la confiance dans les futurs programmes doit néanmoins être pris au sérieux.

En plus de fournir les services promis, les interventions du PAM seraient beaucoup plus efficaces avec un meilleur suivi et soutien à long terme. Les deux projets collectifs de travail visités au Tchad, un projet FFA de rétention d'eau et un dalot, étaient bien conçus et mis en œuvre par une organisation partenaire (Moustagbal) très compétente et dévouée à l'engagement des communautés à tous les niveaux. En conséquence, les deux projets ont un énorme potentiel pour accroître la sécurité alimentaire et fournir des actifs à long terme pour leurs collectivités respectives. Le dalot, en particulier, réalise ce potentiel depuis son installation il y a quelques années. Des villages auparavant coupés de ressources cruciales pendant des mois de l'année ont expérimenté des améliorations en matière de sécurité sanitaire et alimentaire avec un accès continu aux marchés, aux services de santé, et aux voies de migration du bétail. Cependant, le projet de

rétention d'eau, initialement prévu, avec une profondeur de 5 mètres, a été arrêté à 3,5 mètres à défaut de ressources. Bien que ce dalot ait bien conservé de l'eau pendant une partie importante de la saison sèche, il ne suffit pas pour développer les activités de maraîchage prévues qui ont motivé les communautés concernées à y participer. En outre, le dalot montre des signes dangereux de l'érosion, et le village qui l'a construit et en est le bénéficiaire principal demande depuis un temps du soutien pour compacter la terre autour du dalot pour le stabiliser. Ils s'inquiètent que tous les avantages qu'ils ont eus depuis son introduction disparaîtront avec le dalot en quelques saisons des pluies.

De légers raffinements aux critères de types de soutien (espèce, nature) et aux structures de ciblage peuvent considérablement augmenter l'efficacité locale des programmes d'assistance.

En tant qu'organisation humanitaire la plus grande du monde intervenant dans la lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire, l'un des principaux défis rencontrés par le PAM est d'identifier le niveau de granularité pour ses domaines d'intervention. Avec des ressources limitées, le bureau national de chaque pays doit déterminer la forme et le montant de soutien pour chaque zone, sur la base des indices de vulnérabilité et d'insécurité au niveau régional. On reconnaît certes qu'il y a des problèmes pratiques qui limitent le degré de spécificité auquel les programmes peuvent être adaptés pour répondre aux besoins locaux. Cependant, dans les trois pays, la recherche a révélé des programmes qui, bien qu'il puisse y avoir une bonne justification pour leur conception au niveau régional, ne servaient pas des communautés individuelles comme prévu en raison des variances locales.

Dans toutes les communautés visitées au Niger, par exemple, tous les bénéficiaires directs et indirects du programme de travail CFA interviewés ont exprimé une préférence de recevoir du soutien sous forme de

nourriture plutôt que de l'argent. Dans ces communautés très vulnérables, les salaires des ménages sont exclusivement ou presque exclusivement destinés aux préoccupations alimentaires. Les commerçants dans la région, en reconnaissant l'accès limité de ces populations aux autres marchés, ont haussé artificiellement les prix des céréales. Les non-bénéficiaires souhaitent également que le soutien prenne forme de denrées alimentaires au lieu de liquidités, car il est plus adapté à la culture de donner des cadeaux sous forme de nourriture, et ils sont confrontés aux mêmes problèmes avec les prix du marché que les bénéficiaires directs quand ils reçoivent un appui secondaire sous forme d'argent. Pourtant, la distribution se poursuit sous la forme de liquidités jusqu'à présent, malgré le fait que les effets d'extorsion et de collusion sur le marché des transferts en espèces aient été identifiés partout au Niger comme un problème généralisé depuis une décennie. Les personnels de l'organisation partenaire et du sous-bureau du PAM étaient bien conscients de ce phénomène.

L'autre aspect de l'assistance qui est une préoccupation constante du PAM est la décision de faire la distribution de façon généralisée, par auto-ciblage (par exemple pour des programmes de travail), ou en imposant des plafonds et des critères d'inclusion. Dans les communautés visitées au Niger, les bénéficiaires de CFA et CT ont été sélectionnés par des critères de vulnérabilité. Laissons de côté la question de savoir si ce processus de sélection inclut réellement ceux qui en ont besoin. Établir des critères cibles et plafonds pour les bénéficiaires dans les villages est déjà problématique. Dans les villages étudiés au Niger, toute la communauté, avec très peu d'exception, souffre d'une forte vulnérabilité et insécurité alimentaire. En soi, la distribution de soutien aux communautés avec de très légères ou négligeables différences entre les bénéficiaires et non-bénéficiaires est propice à des situations de jalousie et d'autres menaces à la cohésion sociale et

de l'autorité locale. Heureusement, dans ce cas, les communautés elles-mêmes ont atténué les conflits et les inégalités potentielles grâce à une vaste redistribution des actifs reçus, sous forme d'heures de travail sur le site aussi bien que d'argent reçu en salaire par les bénéficiaires.

Dans deux des communautés visitées au Tchad, la situation ci-dessus a été essentiellement inversée. Les membres de ces communautés, qui ont participé par volontariat (auto-ciblage) sur un projet de rétention d'eau, se divisent en couches économiques bien distinguées ; un nombre important d'habitants relativement aisés ont accès à une gamme tout à fait différente des stratégies pour atténuer les risques, générer des revenus, diversifier des moyens d'existence et accéder au crédit que la majorité des villageois. En outre, contrairement à l'exemple du Niger, le degré d'entraide de ces habitants relativement aisés à leurs voisins moins riches était limité, même dans les mois difficiles qui constituent normalement une période d'échange et de soutien mutuel dans le Sahel. Dans ce cas, parce que les activités FFA ont été mises en place par auto-ciblage, les ménages très vulnérables, avec des ressources limitées de bras valides et temps disponibles au-delà des activités agricoles de subsistance, étaient moins en mesure de tirer profit du programme sans mettre en danger la viabilité d'autres stratégies de subsistance, alors que les ménages plus aisés étaient plus facilement en mesure de compléter leurs réserves. On peut imaginer comment un programme d'auto-ciblage dans un cas comme celui-ci pourrait avoir un impact limité pour les plus vulnérables, et même servir à exacerber la stratification socio-économique au sein d'une communauté.

Les études de cas du Niger et du Tchad se distinguent donc en contrepoint pour illustrer la nécessité d'évaluations locales dans la détermination des populations cibles. Bien que les calculs pour la conception des programmes soient nécessairement

complexes et limités par des considérations pratiques, dans tous les exemples évoqués ci-dessus, la capacité de prendre en compte l'effet d'un très petit nombre de variables pourrait avoir grandement amélioré la qualité et l'efficacité des services. Dans la décision de fournir l'argent ou la nourriture aux communautés au Niger, par exemple, les variables pourraient être, le degré d'isolement du marché et la probabilité que le soutien sera dépensé pour satisfaire les demandes de consommation des ménages plutôt qu'investi de façon productive (c'est à dire, dans les activités génératrices de revenus). Compte tenu de l'insécurité alimentaire et de l'isolement des populations en question, la manipulation des prix des denrées alimentaires sur le marché était à la fois prévisible et historiquement bien attestée par les transferts monétaires précédents. Le ciblage pourrait bénéficier d'un examen du degré de stratification économique dans la collectivité bénéficiaire afin de renforcer de manière significative l'efficacité des programmes. Des considérations secondaires comprendraient la manière et la structure de l'assistance mutuelle au sein de la communauté, et la force de l'autorité locale.

La réussite des programmes dépend d'une réponse forte des organisations partenaires aux besoins de la communauté ainsi que du feedback qu'elles fournissent au PAM

Dans la brève période passée dans chacune des communautés pour cette recherche, notre méthodologie nous a permis de capter une petite partie de leur dynamique sous-jacente et des problèmes potentiels. Le PAM compte sur un engagement beaucoup plus profond avec ses communautés bénéficiaires, et une grande partie de ce rôle incombe aux organisations partenaires qui mettent en œuvre et suivent les interventions du PAM. Il serait difficile d'exagérer l'importance des partenaires du PAM : pour établir un rapport de confiance avec les communautés bénéficiaires ; dans la négociation de relations ; dans la compréhension

des facteurs sociaux dynamiques qui peuvent menacer la viabilité du programme ; et dans l'adaptation des programmes à la politique et aux besoins locaux.

L'une des responsabilités les plus importantes incorporées dans tous ces rôles est l'acte de « traduction culturelle », dans lequel le cadre de développement du PAM (ici, en particulier, à l'égard de l'autonomisation des pauvres et des femmes) est communiqué par les partenaires aux bénéficiaires sous une forme accessible et localement significative. La traduction n'est pas une activité simple ou idéologiquement neutre (même si elle est souvent interprétée ainsi), et il faut donc prendre soin de s'assurer que les compréhensions par les partenaires des objectifs de programme sont alignées avec ces objectifs. En outre, le travail de traduction devrait idéalement fonctionner dans les deux sens, de sorte que les priorités et la compréhension des populations bénéficiaires permettent la réactivité de la base vers les instances de gestion dans la conception du programme. Étant donné l'importance de ce genre de feedback, les évaluations actuelles des programmes donnent peu d'importance aux relations institutionnelles entre le PAM et ses partenaires, et en particulier la capacité des partenaires d'évaluer et de répondre à la demande locale.

Les chercheurs ont été fortement impressionnés par l'engagement des partenaires du PAM dans les trois pays. Il est révélateur que dans nos débriefings avec les partenaires, et séparément avec du personnel des sous-bureaux de PAM, il nous a semblé qu'ils étaient déjà bien au courant de bon nombre de questions soulevées dans la présente section de discussion et de recommandation du rapport. En outre, il était clair que les partenaires avaient trouvé des contournements efficaces aux problèmes qui menaçaient la viabilité du programme. Il s'agissait souvent des activités de manière informelle, dans lesquelles les partenaires ont souvent permis aux

communautés la possibilité de modifier les programmes.

Pourtant, le fait que les partenaires étaient souvent conscients des problèmes de mise en œuvre des programmes PAM suggère que des recherches supplémentaires sont justifiées dans la relation institutionnelle entre le PAM et ses partenaires. Bien qu'il existe de nombreux exemples de la recherche dans lesquels les commentaires des communautés ont conduit à des améliorations de bas en haut dans la prestation de services, nos conversations avec les partenaires ont également révélé que les modifications informelles ne sont pas toujours signalées par crainte de censure. Ce qui est problématique si les innovations dans une communauté pourraient informer la conception des programmes pour les autres communautés à l'avenir. Les questions suivantes sont donc soulevées : dans quels contextes les partenaires du PAM se sentent-ils libres de communiquer des problèmes sur le terrain ? Dans quels contextes ce genre de feedback ne trouve-t-il pas de réponse institutionnelle ? Les partenaires qui font bien leur suivi mais sont pourtant incapables de répondre aux questions fondamentales (telles que la distribution inappropriée d'argent plutôt que de nourriture) sont susceptibles d'être frustrés par leur rôle.

Il y a, bien entendu, des limites à la mesure dans laquelle les programmes peuvent être laissés ouverts à la modification locale. Sans surveillance, les populations peuvent se livrer à des formes indésirables d'exclusion, ou les ressources du programme peuvent être récupérées par ceux qui ont un plus grand capital social, en particulier par le biais des structures de pouvoir conservatrices qui servent à renforcer les normes patriarcales ou gérontocratiques. Ces questions sont particulièrement préoccupantes en ce qui concerne l'aspect genre. Cependant, on ne peut pas conclure que toute modification apportée à un programme constitue un abus ou une déformation, ou que les

systèmes traditionnels sont nécessairement hostiles aux intérêts des femmes. Au contraire, ces hypothèses sont fondamentalement contraires au principe de l'autonomisation locale. La mise en œuvre des programmes a donc besoin de trouver l'équilibre entre le contrôle durable et la réceptivité à l'adaptation locale.

Dans la recherche du point d'équilibre entre le contrôle et la flexibilité programmatique, le rôle des organisations partenaires n'est pas toujours suffisamment pris en compte. Reléguer les partenaires à de simples exécutants peut avoir un impact négatif sur la motivation et l'empathie des partenaires, car le succès devient défini par des critères externes, et les populations sont considérées comme responsables (et peut-être même coupables) au cas où elles ne parviennent pas à répondre à ces critères. Ceci est une préoccupation particulière liée au discours néolibéral de l'autonomisation des femmes, comme on le verra dans la section suivante. Étant donné que le personnel des organisations partenaires dans le Sahel est très majoritairement (au moins 80%) de sexe masculin, il faut prendre soin de s'assurer que la compréhension des partenaires de l'importance de l'égalité et l'autonomisation des femmes s'aligne avec celle du PAM dans leur rôle en tant qu'interprètes culturels. Les chercheurs proposeraient, sur la base de nos interactions limitées avec des organisations partenaires sur le terrain, qu'il ne suffit pas de le souligner de façon rhétorique si ce n'est pas également souligné dans une forme structurelle. Si des récompenses et des motivations pour le personnel des partenaires sont liés à des critères divorcés des points saillants de genre, il est peu probable que le genre sera prioritaire de manière significative.

4.2 Discussion. Genre et considérations anthropologiques de deux problèmes constants du développement : ciblage et surcharge

Ciblage et flexibilité des programmes

Cette section examine les problèmes de ciblage et de la souplesse des programmes CT et DCV qui sont particuliers aux pays de l'étude de cas. Cependant, cette discussion s'applique plus généralement à toute intervention de développement. En réalité, les interventions accomplissent bien plus qu'un apport de ressources ou de capacités aux bénéficiaires. Par le biais de la logique d'inclusion et la justification des choix, elles introduisent une nouvelle série de normes qui peuvent être en conflit avec, ou inintelligibles à, celles de la communauté bénéficiaire. L'idée que l'aide est une entreprise neutre qui fournit simplement une assistance aux personnes est une construction idéologique. En réalité, les formes de soutien impliquent une restructuration de pouvoir, et redéfinissent les types d'action qui sont intelligibles ou visibles aux nouveaux gardiens de la répartition des ressources.

Compte tenu de tout cela, le processus de ciblage peut être mieux compris comme un « mal nécessaire », pour ainsi dire. Il faut dire d'emblée qu'il fait beaucoup de bien, comme en témoignent la perception de la communauté et les études de sécurité alimentaire. En fait, dans de nombreux endroits visités pour cette recherche, il semble être le facteur déterminant qui rend la vie même possible. Mais il impose aussi un système étranger à une hiérarchie locale qui a déjà tenu une logique sociale très différente pour la distribution. En Afrique de l'Ouest, et en particulier l'Afrique occidentale francophone, l'expérience coloniale de l'introduction rapide des nouvelles technologies de l'autodiscipline et l'autosuffisance résonne encore. Cette histoire a été évoquée par certains de nos interviewés pour décrire la façon dont les interventions du PAM remettent en question les formes traditionnelles de

l'autorité.

Les transferts monétaires sont eux-mêmes une introduction récente au Sahel, une méthodologie de soutien mise au point en grande partie dans des contextes latino-américains, puis tentée principalement en Europe de l'Est avant leur introduction au Niger pendant la crise alimentaire de 2005. Ils sont une étude de cas instructive pour comprendre la dynamique des introductions locales des logiques de développement. Parce qu'ils sont arrivés soudainement et massivement pour des communautés déjà sous la menace de dissolution sociale, apportant avec eux toute une architecture institutionnelle, et de nouveaux ensembles de procédures (par exemple le ciblage) avec leurs propres nouveaux ensembles de normes implicites, leurs effets sont beaucoup plus larges qu'une simple introduction de ressources.

Dans les communautés étudiées au Niger et au Tchad qui étaient bénéficiaires de FFA, CFA, CT et DCV, les logiques locales de la distribution étaient fondées non sur des critères abstraits comme des indicateurs de vulnérabilité, mais sur les relations personnelles (parenté, patronage, les liens du mariage, etc.). Partout dans le Sahel, la puissance des formes locales de gouvernance est menacée : en particulier les obligations des mâles subordonnés aux allégeances de ménage et de clan, l'équilibre qui dirige des sous-unités d'accepter de collectiviser leurs récoltes sous l'autorité d'un seul chef de famille, et l'étendue de la chefferie locale et de l'autorité religieuse. Tous sont profondément menacés par les tendances actuelles, y compris la migration, l'urbanisation rapide et le changement climatique. Comme l'anthropologue Olivier de Sardan le souligne (2013), une telle fragmentation interne est exacerbée et mise en évidence par une intervention extérieure, en particulier lorsque des injections de liquidités ou de nourriture créent des « espaces de suspicion ». Bien que ce type de soupçon n'ait pas été observé dans les communautés visitées

dans cette recherche, les partenaires en ont fait allusion comme étant présent ailleurs.

Comme indiqué dans la discussion des partenariats ci-dessus, il y a une absence remarquable de discussion sur le rôle des partenaires dans la négociation entre les logiques concurrentes et souvent incomplètement compatibles entre l'agence et la structure locale. En pratique, les agents partenaires sont souvent obligés d'organiser des négociations difficiles avec les communautés pour rendre les programmes fonctionnels et efficaces. Il se peut que ce processus soit rarement souligné parce qu'il est institutionnellement dévalué (la traduction culturelle est faussement imaginée comme une activité neutre et robotique). Mais l'absence de discussion sur la façon dont les programmes s'adaptent aux préoccupations locales est problématique, et pas seulement parce qu'elle cache les abus potentiels. Le plus grand souci est que les connaissances sur les processus tacites qui permettent aux programmes de prospérer de façon informelle ne sont pas partagées, et donc des leçons sur ce qui fonctionne et ne fonctionne pas, ou comment trop de flexibilité ou manque de souplesse influencent un programme, ne peuvent pas informer des programmes similaires actuels ou futurs.

Olivier de Sardan a noté la même lacune dans le domaine de l'évaluation. Son analyse structurelle perceptive souligne que tout acteur impliqué a intérêt à ne pas parler des difficultés de ciblage. Les rapports sur les projets ont plutôt tendance à se concentrer sur les réponses des bénéficiaires individuels, et à exclure les informations vraiment instructives sur les négociations du rôle des chefs de village, les réactions populaires et ajustements à cibler, les changements dans la structure sociale dus aux programmes, etc. Ces types d'omission reflètent le cadre idéologique établi en vertu de formes récentes du discours d'autonomisation dans lequel l'accent mis sur les actes individuels désavoue le rôle des structures de pouvoir plus grandes.

Un système beaucoup plus équitable peut résulter d'un bon travail avec les systèmes locaux pour régler l'écart de mise en œuvre. Au Niger, par exemple, où la différence entre les villageois les plus pauvres et les villageois moyens était très petite, les perceptions populaires du premier ciblage le considéraient plus ou moins aléatoire, et parfois en faveur des chefs de village et d'autres qui n'étaient clairement pas parmi les plus pauvres. Les villageois ont trouvé la version révisée du ciblage, basé sur le recensement porte-à-porte de l'année suivante, une forte amélioration, et ont convenu que tous les ménages sélectionnés étaient en effet très pauvres et dans le besoin. La plupart des lacunes restantes ont été comblées par des échanges informels d'argent ou des heures de travail entre les ménages.

Néanmoins, il est important de reconnaître que, même dans le meilleur des cas, le ciblage va rater certains des plus vulnérables et impuissants, et un nombre important de ceux-ci sont susceptibles d'être des femmes. Dans ce qui était vraiment le meilleur scénario au Niger, dans certains cas, ceux qui étaient les plus impuissants (ceux qui étaient dans la migration, la transhumance, ou incapable d'assister aux assemblées générales ; sous-unités les plus vulnérables des ménages relativement en sécurité alimentaire ; hameaux de caste non inclus dans le recensement ; etc.) ne sont pas pris en compte pour le programme. Au Tchad, les écarts étaient plus sévères. Une partie de l'exclusion des personnes vulnérables est qu'ils manquent du capital social nécessaire pour « prétendre être méritants » (cf. Huschke 2014; Willen 2012). Au Niger, puisque les mêmes critères sont utilisés partout, l'information passe rapidement aux communautés voisines, et ceux qui sont suffisamment bien connectés savent, par exemple, que la possession d'une charrette peut les disqualifier, ou qu'ils devraient clarifier qu'ils s'occupent des animaux des

parents absents, etc.⁸ Le savoir-faire de plaider un besoin convaincant quand tout le monde mérite est un élément crucial de l'information, et l'équipe de recherche a rencontré plusieurs femmes sur les marges qui ne savaient pas comment jouer le jeu, que ce soit dans la considération pour le recensement général, dans l'obtention d'une assistance directe, ou dans l'obtention d'un soutien informel par la redistribution.

Les limites de la flexibilité

Ce discours ne cherche pas à critiquer le ciblage en soi : les chercheurs ont été très impressionnés par la façon dont le ciblage a réussi à atteindre tant de gens dans le besoin dans les communautés du Niger, et il est difficile d'imaginer un meilleur système. En tout cas, les préoccupations soulevées ne sont pas limitées au ciblage : ces questions se posent pour toute intervention de développement. Mais il est un rappel que la mesure de succès que l'équipe de recherche a observé dépend de la flexibilité du programme à permettre un certain degré de reformulation locale des protocoles de distribution. Lorsque la cohésion sociale est forte, les redistributions informelles sont peut-être la seule façon d'assurer la répartition démocratique des ressources où elles sont nécessaires, en particulier lorsque le plafond est fixé à un niveau largement inférieur au nombre de ménages en situation d'extrême vulnérabilité.

À notre avis, la complexité sociale et la particularité de contexte local signifient que pour pratiquement tout programme de développement, l'efficacité et la durabilité dépendent d'acceptation locale et de la

capacité locale à le modifier. Ceci est un aspect essentiel de l'autonomisation en général. Ce que les chercheurs ont observé dans leur peu de temps dans chaque pays suggère que le PAM fonctionne bien à cet égard. Les partenaires semblent très préoccupés par la compréhension locale et par leur soutien engagé aux programmes, et les chercheurs ont identifié plusieurs exemples dans lesquels l'approche ascendante a pu améliorer des programmes. Au Tchad, par exemple, un partenaire très engagé a modifié le contenu de la distribution alimentaire en fonction des préférences alimentaires locales et les préoccupations pragmatiques. Au Niger, les protocoles de ciblage ont été améliorés en fonction des commentaires locaux.

L'exemple de P4P au Mali est un rappel qu'il y a des limites à la façon dont les protocoles peuvent être assouplis. Il est bien possible que les achats locaux pour répondre aux quotas sont faits avec l'encouragement des organisations partenaires. Les partenaires reconnaissent que P4P doit être flexible, et ils sont prêts à ne pas trop chercher à savoir si une partie des céréales provient de parents plutôt que des membres OP elles-mêmes – mais cela est une pente glissante. La limite désirable de la flexibilité programmatique qui permet aux pauvres, et en particulier les femmes, de bénéficier du programme est un équilibre difficile à évaluer. Cette problématique est l'un des problèmes les plus difficiles dans le soutien humanitaire, un paradoxe central de l'autonomisation : comment peut-on donner de la voix et de la participation réelle à une structure sociale qui prive de leurs droits une partie de sa population ?

⁸ Une plaisanterie que l'équipe de recherche a entendue plus d'une fois a été que les gens enlevaient les portes de leurs concessions avant d'être évalués afin de se qualifier pour l'assistance. Ce n'était manifestement qu'une plaisanterie, et aucune preuve n'a été trouvée de la tromperie active, mais cela indique une perception générale que l'on peut exercer une influence sur les décisions d'inclusion par l'accent sélectif. Les chercheurs étaient également très préoccupés par la possibilité que les gens pourraient changer leurs stratégies de subsistance afin de se qualifier pour le soutien, mais n'ont trouvé aucune preuve de cela du tout. Le point le plus important est cependant bien attesté par LASDEL dans la région, et ailleurs au pays.

Surcharge

Partout dans le Sahel, le temps et le travail des femmes sont dévalorisés, malgré le fait qu'ils constituent le grand moteur du travail invisible qui anime l'économie rurale. Les partenaires et les ONG aussi bien que les communautés participent à ce genre de minimisation. En outre, le ciblage des femmes pour des campagnes de sensibilisation tend facilement vers la responsabilisation, comme si les femmes sont responsables ou même coupables de leur propre pauvreté et la mauvaise santé et celle de leurs enfants. Cette pratique a une longue histoire dans le Sahel, en particulier en association avec la médicalisation du corps des femmes et de leur sexualité (planification familiale, le sida, les autres maladies sexuellement transmissibles). Le fait que les femmes sont souvent accessibles au contrôle institutionnel (par pesages de bébé et des soins prénataux, etc.) peut aussi les établir comme point focal de toutes sortes de campagnes, sans trop se préoccuper de priorités et d'autres obligations familiales des femmes.

Compte tenu de cette toile de fond contextuelle, le personnel du PAM à tous les niveaux a exprimé des préoccupations au sujet de surcharge des femmes. En tant qu'humanitaires consciencieux, ils se demandent si les programmes du PAM, alors que bien intentionnés dans leur accent sur les femmes, ajoutent aux charges déjà lourdes sur le travail et la disponibilité de temps des femmes à un tel degré que les coûts l'emportent sur les avantages du programme. Étant donné que les femmes sont déjà accablées, est-ce que leur participation aux programmes enlève du travail productif qu'elles auraient pu mettre en œuvre vers les obligations agricoles ou la production de la santé au sein des ménages ? Est-ce qu'il est suffisant de dire que les femmes elles-mêmes choisissent d'y participer, étant donné l'absence d'autres options et leur manque possible de pouvoir au sein du foyer ou dans le village une fois que le chef a promis la participation communautaire ? Faut-il supposer que les femmes,

ou les pauvres en général, connaissent réellement les limites de leur capacité avant qu'ils ne se fassent du mal ? Et dans quelle mesure sont leurs décisions bien informées ? Par exemple, les femmes pourraient décider de participer aux programmes qui leur font du tort afin d'avoir accès à des fonds externes ou aux bailleurs de fonds à l'avenir.

Cette préoccupation de surcharge reconnaît le même paradoxe de l'autonomisation abordée dans la revue de la littérature : si l'autonomisation est conçue comme un engagement économique actif, est-ce qu'on peut toujours parler de l'autonomisation en exigeant les contributions de bénéficiaires comme condition de soutien, même pour ceux qui n'ont pas de ressources disponibles en termes de temps libre ou de main d'œuvre ? Quelques membres du personnel du PAM ont répondu que cette question éthique est au moins partiellement résolue par la structure à deux volets des programmes du PAM dans ces communautés, dans lequel l'axe nutritionnel s'adresse aux problèmes d'insécurité alimentaire des plus vulnérables sans condition, tandis que l'axe de la construction de la résilience du PAM fournit des salaires ou de la nourriture aux membres de la communauté contribuant leur travail au service des activités qui peuvent réduire l'insécurité sur le long terme. Mais le fait est que les axes nutritionnels de distributions étudiées au Niger et au Tchad, bien qu'offrant d'énormes avantages à court terme pour les vrais indigents, sont une stratégie beaucoup moins rentable que les projets de renforcement de la résilience. Lors la prochaine période de soudure, ces ménages sont aussi pauvres que jamais, et désespérés de participer à l'argent ou la nourriture des programmes de travail, qu'ils soient en mesure effective de le faire ou non.

Ce débat met en question l'éthique d'exiger du travail du tout. D'une part, il est ressorti de façon claire dans les interviews que les participants apprécient fortement la possibilité de travailler pour

le salaire. Comme expliquait une femme sur le site de travail au Niger, « Nous sommes devenus comme des fonctionnaires, avec un salaire régulier - nous sommes comme citoyens à part entière maintenant ! » Le changement dans la perception de soi, la participation à l'économie des salaires, la résilience et le mérite gagné sont accompagnés d'avantages pratiques aussi. Par exemple, les programmes de travail du Niger ont été conçus pour favoriser l'entraide et les réseaux sociaux entre les communautés participantes, ce qui se traduit par une meilleure prise en compte au sein du ménage des femmes avec un nouvel accès aux ressources sociales. Ces types d'impacts, pas facilement capturés dans les évaluations, suggèrent des avantages au-delà des calculs économiques directs.

D'autre part, cependant, si l'on considère le degré de pauvreté et de vulnérabilité de ces ménages, les programmes de travail peuvent parfois sembler une extension perverse des logiques néolibérales exigeant les pauvres à démontrer leur volonté de se tirer vers le haut par leurs propres moyens. Les recherches ont montré de nombreuses preuves directes et indirectes des types d'activités qui reflètent les préoccupations du PAM concernant la surcharge : les enfants, les femmes enceintes et allaitantes, et les femmes âgées, tous théoriquement exclues mais contribuant au travail dans la pratique. Les chercheurs ont interviewé des femmes et des hommes qui ont travaillé si dur sur les projets qu'ils sont devenus physiquement malades ou blessés, et à cause de cela ou d'autres charges liées aux projets de travail, étaient moins en mesure d'assurer les récoltes agricoles qui sont l'épine dorsale de leur survie.

Cela étant dit, le contexte de la réalité économique de ces populations est important. Tout écartant que le travail dans les bas-fonds soit, il est toujours préférable aux alternatives. Au Niger, les femmes sont si reconnaissantes pour les projets de travail, aussi exigeants soient-ils, parce que sans eux, elles

sont obligées de migrer pour servir de domestiques, ce qui menace leur bien-être physique et social, et souvent celui de leurs enfants qui les accompagnent. Au Tchad, où tout le monde a cité les difficultés d'enlèvement des sols par pioche dans le *haffir*, les femmes ont néanmoins comparé ce travail favorablement à leurs quotidiens actuels ; aujourd'hui le travail est beaucoup plus dur, et le soutien nutritif pour l'accomplir bien pire.

Evidemment, ce n'est pas en soi une absolution éthique pour les abus potentiels dans des projets de travail, mais c'est quand même une considération importante. Idéalement, il faudrait imposer des normes absolues des droits du travail, mais étant donné les ressources limitées du PAM et le caractère informel de la redistribution, il est difficile de voir comment imposer ces normes en pratique. Il est également important de reconnaître que les travailleurs sur ces sites ne sont pas motivés par leurs salaires en nature ou en espèces, mais qu'ils participent aussi aux projets collectifs de travail qui produiront des stratégies de sécurité alimentaire à long terme, en particulier pour les femmes qui sont susceptibles d'être les principales bénéficiaires des projets maraichères que les ressources d'eau permanentes rendront possible.

4.3 Réflexions sur WEAI

WEAI est la mesure la plus complète actuellement disponible pour capturer le niveau d'autonomisation et d'inclusion des femmes dans le secteur agricole. Développé en 2012, il est de plus en plus utilisé comme une mesure des résultats d'efficacité d'intervention et comme outil de diagnostic pour identifier les populations dans le besoin d'un soutien. Les questions de l'indice ont été adaptées dans nos propres questionnaires pour aider à évaluer la validité interculturelle et trianguler contre d'autres évaluations qualitatives et subjectives de l'autonomisation. Cette section considère sa validité suite à une réflexion sur l'expérience de terrain en

général. Les instruments de recherche pour cette étude (Appendice A) incorporent grand nombre de questions du WEAI, mais notre approche qualitative a cherché à aller plus loin que l'instrument permet normalement, et de trianguler encore plus pour saisir des aspects où l'instrument peut être trompeur, avoir besoin de raffinement, ou nécessiter un ajustement pour certaines populations du Sahel.

L'autonomisation fait partie des aspects de développement que tout le monde reconnaît qu'il faut mesurer, mais qui est particulièrement difficile à instrumentaliser. En partie à cause de son histoire en tant que concept traversant plusieurs domaines (voir la revue de littérature), et en partie parce qu'elle est une expérience intrinsèque et a tendance à ne pas être mesurée de façons comparables, sauf peut-être à un niveau global du pays ou de la région. WEAI a tenté de surmonter ces obstacles en mettant l'accent sur les aspects de l'agence plutôt que les ressources ou les résultats du bien-être, comme indiqué dans la revue de littérature. Ceci est conforme à l'approche de la capacité de Sen et définit l'index en dehors de la plupart des mesures précédentes utilisées dans l'évaluation. Cette orientation est plus puissante en révélant la dynamique sous-jacente de l'autonomisation.

Comme note finale sur la force de l'indice, le « A » dans WEAI signifie agricole, mais les indicateurs de la production et des ressources peuvent, avec une recherche adéquate, être modifiés pour tenir compte d'autres stratégies de subsistance. Cette situation est particulièrement préoccupante pour le Sahel, où tant de la population dépend de stratégies de pastoralisme ou agropastorales diversifiées. Les groupes d'éleveurs sont mal desservis par le développement en raison d'une combinaison de formes logistiques et politiques d'exclusion, et compte tenu des ressources limitées et du ciblage des mesures du PAM, sont peu susceptibles d'être identifiés comme des populations cibles même dans les situations où les femmes éleveurs sont très

vulnérables et crucialement impuissantes. Il faut prendre soin de modifier adéquatement WEAI pour les stratégies de subsistance qui ne sont pas purement agricoles, étant donné que le calcul de l'indice actuel sous-estime l'autonomie des femmes qui ne sont pas impliquées dans les décisions agricoles mais qui détiennent néanmoins un pouvoir considérable sur d'autres domaines de la production des ménages. Les ménages plus aisés vont dénaturer l'autonomisation pour des raisons similaires, puisque l'agriculture est souvent moins essentielle au-delà d'un certain seuil de revenu. Par extension, pour les femmes éleveurs, ou les femmes qui cultivent dans les ménages où le pastoralisme est la stratégie dominante, comme dans les grandes étendues du Sahel, l'indice donne une fausse impression de leur autonomisation relative si ce n'est réajusté d'une focalisation exagérée sur l'agriculture.

La liberté d'agir a besoin d'être contextualisée

L'une des questions clés associées avec WEAI tel qu'il est actuellement formulé est la façon dont il calcule les valeurs des facteurs d'index, potentiellement sans validité suffisante. Considérant l'autonomie économique au sein du ménage, par exemple, les femmes dans les communautés visitées au Tchad auraient une valeur plus élevée pour cette DI que celles au Mali. En principe, les femmes tchadiennes peuvent utiliser les revenus de leurs propres activités entrepreneuriales comme elles l'entendent, alors que les femmes maliennes doivent demander la permission de leur mari. Mais un regard plus profond sur les responsabilités sexospécifiques des femmes au sein du ménage révèle que cette capacité est presque entièrement préservée en principe et est rarement réalisée dans la pratique. Il y a une double raison pour cela : l'une est que très peu de femmes interrogées au Tchad sont réellement en mesure de se livrer à l'activité entrepreneuriale rentable ; et l'autre que les obligations économiques auxquelles les femmes tchadiennes font face dans leurs rôles au sein du ménage consomment entièrement tout leur revenu disponible, de sorte que leur liberté

financière est en pratique très restreinte. Prenant en compte ces facteurs, les femmes maliennes pourraient mieux représenter une compréhension commune du sens de l'autonomisation même lorsque WEAI n'aurait pas bien saisi cette distinction.

Il y a un problème similaire qui est au cœur des manipulations de P4P que les chercheurs ont trouvé au Mali. Il y a plusieurs facteurs qui indiqueraient l'autonomisation relative des femmes maliennes dans les communautés P4P, mais il s'avère que le fait de ne pas avoir accès à des outils agricoles et le travail au moment où ils sont absolument nécessaires rend certaines des autres formes d'autonomisation théoriques. Comme dans l'exemple du Tchad, il ne suffit pas de tenir compte des facteurs d'autonomisation indépendamment, mais en interaction, et en tenant compte des facteurs qui sont déterminants du changement de comportement réel, et qui sont inefficaces à moins que certaines conditions soient remplies.

Le message à retenir, alors, peut être résumé par deux principes de base :

- A. WEAI ou d'autres données d'index doivent donner un poids plus lourd à l'autonomisation pratique qu'à l'autonomisation théorique.
- B. Le pouvoir et l'autonomie dans la prise de décision financière doivent être placés dans le contexte des obligations et attentes sociales.

WEAI est un outil puissant pour capturer les micro-dynamiques de l'autonomisation et la dynamique de genre

La comparaison de l'autonomisation des femmes maliennes et tchadiennes ci-dessus aborde un autre aspect de l'autonomisation qui a des implications puissantes une fois généralisées. Le fait que les femmes doivent demander la permission de leur mari avant de prendre la plupart des décisions du ménage est important, mais il doit être compris dans la pratique. Il y a deux problèmes principaux ici, et

les deux découlent de la discussion lors de la revue de la littérature. Premièrement, il y a une tendance dans les évaluations de l'autonomisation de supposer que le genre et l'autonomisation devraient être encadrés dans le contexte de la concurrence entre les ressources des hommes et celles des femmes. Deuxièmement, il y a une tendance liée à traiter les indicateurs d'autonomisation comme un binaire simple : on a ou on n'a pas le pouvoir de prise de décision dans le ménage, on a ou on n'a pas la permission d'agir sans consultation, etc. Ces deux tendances pourraient venir du fait de percevoir l'autonomisation en tant que qualité économique, plutôt qu'en tant que processus dynamique qui peut être mutuellement renforcé.

Bien que ce genre de questions fournisse de véritables indications sur l'autonomisation des femmes, elles peuvent aussi être dangereusement trompeuses ou incomplètes. Les normes de genre dans une grande partie du Sahel imposent aux femmes l'obtention de l'approbation des hommes (pères, maris ou autres) avant d'agir au sein des ménages, et cela n'est pas nécessairement indicatif de réelles limitations sur l'autonomie des femmes. Il faut prendre soin, cependant, de ne pas exagérer son effet, ni de présumer que cela constitue nécessairement un abus. Ces normes sont problématiques en ce qu'elles créent le potentiel pour l'oppression des femmes, ce qui est important en soi, mais tant de comportements économiques des femmes dans le Sahel sont basés sur l'évitement des risques. Mais dans la pratique, les entretiens ont démontré que les ménages travaillent ensemble. La collaboration, plutôt que la concurrence, a été identifiée par les ménages comme le modèle dominant de compréhension du comportement des ménages, même lorsque, comme dans ces études de cas, les économies sexuées sont largement séparées et fonctionnent à des échelles différentes.

Il y a un risque opérationnel en considérant le pouvoir principalement comme une force

contraignante aux autres plutôt que d'une force permettant l'action. Dans le développement, les analyses sexospécifiques incluent rarement les considérations nuancées des rôles des hommes et de leur performance et, par cette omission, tendent à reléguer les hommes au rôle d'antagoniste ou d'opresseur. Dans le cadre des études de cas, le PAM et ses partenaires devraient particulièrement prendre garde aux hypothèses préconçues qui présentent la société sahéenne comme intrinsèquement patriarcale et hostile aux femmes. Le développement est souvent conçu comme un processus de correction culturelle et de sensibilisation pour libérer les femmes des abus patriarcaux qui peuvent également être connectés aux attitudes réductionnistes envers l'Islam.

A titre d'exemple : l'analyse de genre dans le développement a été justifiée d'une partie par les indications que les femmes investissent les revenus des ménages de manière plus conforme aux objectifs de développement que les hommes ; une étude récente qui a été mentionnée dans les documents du FMI et de la Banque Mondiale à plusieurs reprises a révélé que les femmes consacrent jusqu'à 90% des gains à la santé et l'éducation, contrairement à seulement 30-40% des hommes. Dans le Sahel, cette source de données est souvent jumelée à des études (voir, par exemple, Becker 2000 au Mali) montrant que la plus grande proportion de la rémunération des hommes est consacrée aux produits de luxe tels que le thé. Mais le contexte est important ici, et pas seulement le contexte culturel qui fait que l'achat du thé est un investissement essentiel dans le capital social. Les raisons pour lesquelles les femmes ou les hommes allouent leurs gains de la façon dont ils le font peuvent varier énormément d'une communauté à une autre, même si le comportement est le même. Le but de ce discours n'est pas de remettre en question les conclusions. C'est plutôt de proposer qu'il serait dangereux d'en déduire que la tendance de genre dans le comportement

économique indique un certain degré d'homogénéité de la population – en elles-mêmes, les statistiques au niveau national ou même régional peuvent être dangereusement trompeuses à cet égard. De même, l'une des conclusions principales des recherches sur l'aspect genre dans le Sahel est que les hommes ont tendance à préférer la distribution en espèces, et les femmes en nature. Mais bien que cette tendance se maintienne comme un principe général dans toutes les communautés visitées au cours de cette recherche, les justifications des préférences individuelles étaient diverses et complexes. La préférence d'une femme pour la nourriture sur l'argent ne signifie pas nécessairement qu'elle est plus susceptible d'avoir le contrôle sur son utilisation, ou plus susceptibles d'être en mesure d'utiliser le bénéfice pour la nutrition infantile, la santé ou l'éducation.

WEAI est un outil puissant pour capturer les micro-dynamiques d'habilitation à plusieurs niveaux. Il peut fournir un profil détaillé et multidimensionnel au niveau individuel, et peut être désagrégé par domaine ou par des hétérogénéités par âge et autres variables en liaison avec le genre pour affiner les besoins des sous-populations cibles. Pour évaluer pleinement l'autonomisation, il devrait être associé à d'autres méthodes qualitatives ou participatives, en particulier dans la capture des impacts du programme plutôt que des résultats. La recherche de l'étude de cas suggère que cela est très important pour la prise de décision au sein des ménages dans laquelle la complexité de la négociation et l'influence ne peuvent pas être suffisamment prises en compte par oui / non. Plus précisément, la dynamique des décisions en matière de soins pour les enfants souffrant de malnutrition au Mali, et les façons dont le ciblage des femmes pour des projets de distribution ou de travail au Niger et au Tchad déclenchent certains avantages pour elles au sein de leurs ménages, seraient difficiles à capturer par WEAI seul.

Bibliographie

Assié-Lumumba, N'Drie. 2000. Gender Research in Africa. In: ECHO, a publication of the Association of African Women for Research and Development (AAWORD). Published simultaneously in English. pp.9-19. (New Serial N°. 5.)

Bebbington, Anthony, David Lewis, Simon Batterbury, Elizabeth Olson, and M. Shameem Siddiqi. 2007. "Of Texts and Practices: Empowerment and Organizational Cultures in World Bank-Funded Rural Development Programs." *Journal of Development Studies* 43: 597–621.

Boserup, Ester. 2007. *Woman's role in economic development*. London Sterling, Virginia : Earthscan.

Anne-Emmanuèle Calvès, " 'Empowerment' : généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement ", *Revue Tiers Monde* 4/2009 (No 200), p. 735-749.

Chambers, R. 1983. *Rural development: putting the last first*. London: Longman.

Central Intelligence Agency. 2016a. Mali. In *The world factbook*. Retrieved from <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ml.html>.

Central Intelligence Agency. 2016b. Niger. In *The world factbook*. Retrieved from <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ng.html>.

Cooke, B. and U. Kothari, eds. 2001. *Participation: the new tyranny?*. London: Zed Books.

Cornwall, Andrea and Karen Brock. 2005. "Beyond Buzzwords: 'Poverty Reduction,' 'Participation,' and 'Empowerment' in Development Policy." *UNRISD* 10.

Davies, Miranda. 1983. *Third World, Second Sex: Women's Struggles and National Liberation*. London: Zed Books.

Food and Agriculture Organization. 2001. *Pastoralism in the new millennium*. FAO Animal Production and Health Paper 150.

Freire, Paulo. 2005 (1970). *The Pedagogy of the Oppressed*. Translated by Myra Bergman Ramos. New York: Continuum.

Friedman, Jonathan. 1992. *Empowerment: The Politics of Alternative Development*. Cambridge, MA: Blackwell.

Green, Maia. 2000. Participatory development and the appropriation of agency in southern Tanzania. *Critique of anthropology* 20(1), 67-89.

Hickey, Samuel and Giles Mohan, eds. 2004. *Participation: from Tyranny to Transformation? Exploring New Approaches to Participation in Development*. London, New York: Zed Books.

Huschke, Susann. 2014. Performing deservedness. *Humanitarian health care provision for migrants in Germany*. *Social Science & Medicine* 120: 352-59.

Moore, Henrietta. 1988. *Feminism and Anthropology*. Cambridge: Polity Press.

Mosse, David. 1994 'Authority, Gender and Knowledge: Theoretical Reflections on the Practice of 27 Participatory Rural Appraisal', *Development and Change*, 25, 497-526.

Narayan, Deepa. 2002. *Empowerment and Poverty Reduction: A Source Book*. Washington, DC: World Bank. [Autonomisation et réduction de la pauvreté. Washington, DC: World Bank, 2004.]

Navarro, Vicente. 2000. Development and quality of life: A critique of Amartya Sen's development as freedom. *International Journal of Health Services* 30(4), 661-74.

Olivier de Sardan, Jean-Pierre, Oumarou Hamani, Nana Issaley, Younoussi Issa, Hannatou Adamou, and Issaka Oumarou. 2013. Les transferts monétaires au Niger: la manne et les soupçons. Synthèse des recherches menées par le LASDEL. LASDEL: Etudes et Travaux 108.

Oumarou, Hamani. 2013. Le Cash Transfer à Tébaram (Tahoua). Les perceptions ambivalentes autour d'une innovation importée. LASDEL: Etudes et Travaux 106.

Parpart, Jane L. 2002. "Gender and Empowerment: New Thoughts, New Approaches." In *The Companion to Development Studies*, edited by Vandana Desai and Robert B. Potter, 338–41. New York: Oxford University Press.

Pereira, Charmaine. 2008. "Appropriating 'Gender' and 'Empowerment': The Resignification of Feminist Ideas in Nigeria's Neoliberal Reform Program." *IDS Bulletin* 39, no. 6: 42–50.

Recensement Générale de l'Élevage. 2014. Cited in https://presidence.td/fr-synth-10-jeudi_le_14_janvier_2016.html, official site of the Presidency of the Republic of Chad. Overview for 14 Jan. 2016.

Sardenberg, Cecília M. B. 2008. "Liberal vs. Liberating Empowerment: A Latin American Feminist Perspective on Conceptualizing Women's Empowerment." *IDS Bulletin*, 39, 6:18–27.

Sen, Amartya. 1999. *Development as Freedom*. New York: Knopf.

Sen, Gita and Caren Grown. 1987. *Development, Crises and Alternative Visions: Third World Women's Perspectives*. New York: Monthly Review Press.

Sharma, Jaya, Soma K. Parthasarathy, Archana Dwivedi, 2007. *Examining Self Help Groups: Empowerment, Poverty Alleviation, Education, A Qualitative Study*. New Delhi: Nirantar.

Tommasoli, Massimo. 2004. *Le développement participatif : analyse sociale et logiques de planification*. Paris: Karthala.

United Nations, Department of Economic and Social Affairs, Population Division. 2013. *World Fertility Report 2012 (Report)*. United Nations publication.

Willen, Sarah. 2012. How is health-related "deservingness" reckoned? Perspectives from unauthorized im/migrants in Tel Aviv. *Social Science & Medicine* 74 (6): 812-821.

Wong, Kwok-Fu. 2003. Empowerment as a Panacea for Poverty – Old Wine in New Bottles? Reflections on the World Bank's Conception of Power. *Progress in Development Studies* 3, 4:307-322.

World Food Programme. 2014. *Evaluation du Genre en Lien avec Assistance Alimentaire: Tchad*.

World Food Programme. 2015. *République du Tchad: Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire (ENSA)*.

Younoussi, Issa and Mohamed Moussa. 2013. Les opérations de transferts monétaires dans la commune de Loga (région de Dosso). *Logique des opérateurs, logiques locales et diversité d'acteurs*. LASDEL: Etudes et Travaux 10.

ANNEXES

Annexe I – Revue de littérature : L'autonomisation des femmes

L'autonomisation des femmes, en tant que concept, est attrayante en grande partie parce qu'elle semble intuitive. Dans la pratique, cependant, il y a des différences considérables dans la compréhension du terme lui-même, des indicateurs qui peuvent être utilisés pour le mesurer et des types d'inférences qui peuvent être faites à propos de quelqu'un qui est ou n'est pas autonome. S'agit-il principalement de la mesure dans laquelle les femmes contrôlent leurs ressources, ou plutôt de la capacité d'agir comme on le souhaite ? Doit-elle être mesurée par sa valeur intrinsèque ou instrumentale ? L'autonomisation est-elle une qualité que l'on possède ou pas ? Si oui, est-ce quelque chose d'inhérent chez les femmes qui doit être encouragé ou activé, ou est-ce quelque chose qui peut devoir être introduit de l'extérieur ? S'agit-il plutôt d'un processus continu d'autodétermination ? L'autonomisation d'une femme signifie-t-elle la même chose que son indépendance ? Une femme « autonome » peut-elle agir comme elle le souhaite, même dans les dépendances - en choisissant l'interdépendance, par exemple ? En d'autres termes, comment l'autonomisation doit-elle être comprise par rapport à des normes culturelles et religieuses spécifiques ? Cette question doit être répondue au niveau des communautés individuelles dans le contexte d'histoires, de croyances et de pratiques particulières.

Cette section fournit un bref aperçu des origines et de l'histoire de l'autonomisation en tant que concept de développement, et comment l'autonomisation des femmes a été conceptualisée au cours des 40 dernières années. Le chemin des formulations originales du discours d'autonomisation à la forme qui est actuellement inscrite dans les approches de développement est sinueux et long. Malgré son ubiquité actuelle, le terme « autonomisation » est rarement clairement défini, et « l'autonomisation des femmes », même si elle a progressivement remplacé les termes précédents « égalité des sexes » et « statut des femmes » dans les documents de développement, est particulièrement ambiguë à cet égard. D'une organisation à l'autre, et même au sein de grandes organisations comme la Banque Mondiale, l'autonomisation des femmes peut signifier différentes choses ou évoquer différents discours et philosophies de développement à différents acteurs (Wong 2003). En fin de compte, cela signifie que le terme fait partie d'un ensemble de termes de développement qui sont très à la mode, mais relativement vides en application (Bebbington et al., 2007). Ceci est vraiment lamentable pour le terme « autonomisation » car, dans sa forme originale, il s'agit d'un concept extrêmement puissant. En examinant les divers volets théoriques qui ont contribué à ce terme, on peut donc à la fois le réinvestir avec une utilité significative, et identifier certains des pièges en pratique associés à divers modes limitatifs de compréhension du terme.

L'évolution de « autonomisation » comme mot tendance, comme tant d'idées en développement, répondait à une reconnaissance général qu'un changement de paradigme était nécessaire par l'appropriation d'un concept radical. Ce terme était traduit à nouveau dans une forme qui ne semblait pas menacer les gouvernements ou les institutions financières. Pourtant, sa formulation originale tire de multiples inspirations, y compris des domaines aussi divers que la psychologie freudienne, la théologie de la Libération, le féminisme « Global South », et le mouvement du Pouvoir Noir (Cornwall et Brock, 2005). Plus important encore, « autonomisation » découle des idées présentées pour la première fois par Paulo Freire (2005 (1970)), qui cherchait principalement à trouver des outils réels pour que les opprimés prennent conscience de leur oppression et puissent ainsi l'affronter. « Autonomisation » est donc le processus par lequel les peuples

subjugués peuvent développer une conscience politique critique.

Les idées de Freire étaient puissamment influentes dans les Amériques et étaient particulièrement attrayantes pour les activistes dans les mouvements de manifestation sociaux américains des années 70. Ils n'ont commencé à s'intégrer aux courants dominants qu'au milieu des années 80, car les échecs de l'ajustement structurel et de l'austérité d'apporter des changements significatifs dans la vie des pauvres sont devenus de plus en plus apparents. Parallèlement, les travailleurs du développement étaient de plus en plus insatisfaits de la hiérarchie verticale et des mesures du développement réductibles au PIB ou à la croissance économique, aussi bien des techniques humanitaires qui fournissaient des ressources sans renforcement des capacités. Les années 1980 ont également connu une critique croissante des approches de développement descendantes (voir notamment Chambers, 1983). « Autonomisation » était donc l'une des composantes qui ont promis d'introduire une dimension sociale dans les évaluations du développement et de rétablir l'attention sur les indicateurs locaux plutôt que sur les macro-indicateurs. Les anthropologues ont joué un rôle important dans ce mouvement précoce pour développer des modèles « endogènes » de développement, et beaucoup se sont tournés vers le discours de Freire sur la prise de conscience ascendante pour souligner le rôle actif des pauvres dans la conception des possibilités de leur avenir (Tommasoli, 2004).

Le féminisme de « Global South », et en particulier le travail de Sen et Grown (1987), ont contribué à faire passer l'idée d'« autonomisation » dans le domaine du développement international dans les années 90. Dans ce domaine, elle était fortement liée aux femmes dans le développement (WID, *Women in Development*) dès le début. Pour les théoriciens subalternes, les préoccupations de Freire sur la façon d'engager les gens dans les processus et les décisions qui contribuent à leur bien-être sont devenues une préoccupation directe de la transformation de la subordination de genre de manière à briser d'autres formes d'oppression (race, classe, etc.). Ils ont soutenu que les modèles de développement contemporains ne parvenaient pas à accéder à des versions significatives de « autonomisation » parce que leurs critères étaient limités aux facteurs de besoins fondamentaux et à l'indépendance économique. C'était insuffisant : pour ces théoriciens, « autonomisation » significative implique nécessairement une transformation radicale des structures économiques et sociopolitiques qui ont établi et maintenu les inégalités. « Autonomisation » était donc une condition nécessaire à un ensemble beaucoup plus vaste d'objectifs : le type d'organisation de base qui active la société civile locale pour pouvoir adresser efficacement aux inégalités structurelles plus profondes, éventuellement au niveau national ou même international.

Pour ces théoriciens, alors, mettre l'accent sur les approches ascendantes n'absout point les institutions qui ont perpétué la distribution sociale inégalitaire. La pauvreté elle-même, et des questions concomitantes comme l'insécurité alimentaire, ont-ils soutenu, sont le produit d'un processus historique de désaffectation qui a exclu les colonisées, et puis les néo-colonisées, des formes de pouvoir socio-économiques (Friedman, 1992). Selon ce raisonnement, le développement devrait alors concentrer ses énergies sur le rétablissement du pouvoir à la société civile et non les intérêts étatiques et corporatifs qui soutiennent les processus de déchéance (Sen et Grown, 1987).

Un autre aspect important de ces premières formulations de l'autonomisation des femmes était une articulation claire du pouvoir en tant que capacité, plutôt qu'une pure force dominante. Le pouvoir, en ce sens, n'est pas une marchandise à somme nulle à concurrencer entre hommes et femmes, mais plutôt une

capacité pratique (le pouvoir d'accomplir des objectifs) ou la capacité à surmonter les formes d'oppression internalisées, tout comme l'idée de Freire de « conscientisation ».

Instrumentaliser l'autonomisation

Dans leur formulation radicale, les principes d'autonomisation de Freire et des théoriciens sous-continentaux étaient désagréables pour beaucoup au sein du développement, mais le langage a néanmoins commencé à pénétrer les discussions sur le genre au milieu des années 90. Au tournant du millénaire, les références à l'autonomisation des femmes étaient devenues un geste nécessaire dans le discours du développement ; d'où la 3ème des 8 OMD, à « promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ». En 2001, le Rapport mondial sur le développement de la Banque Mondiale sur la lutte contre la pauvreté a également consacré l'autonomisation dans le discours de lutte contre la pauvreté. Privilégier le terme « autonomisation des femmes » ainsi semble être un aveu par une institution qui a historiquement évité la discussion du pouvoir que les inégalités structurelles sont une cause première de la pauvreté.

Cependant, il faut considérer cette version d'autonomisation en termes pratiques. En 2002, la Banque mondiale a publié un Recueil de Textes Originaux destiné à aider à rendre opérationnel le concept d'autonomisation (Narayan 2002), qui tire clairement parti de l'approche de la capacité développée par Amartya Sen dans les années 1980. Comme la forme la plus influente de la théorie de l'autonomisation, le travail de Sen a servi de principe fondamental pour les indices basés sur les capacités qui dominent actuellement la pensée de développement. Pour Sen, comme Freire et les théoriciens du sous-continent qui étaient principalement responsables de l'introduction de l'autonomisation comme une alternative à l'économie du bien-être, un accent sur l'inégalité doit être fondée moins sur le revenu et plus sur la liberté et la possibilité de choisir et d'obtenir des résultats différents. Dans son livre « Development as Freedom », Sen place la priorité du développement humain sur la « capacité à vivre le type de vies que nous valorisons » (Sen 1999 : 285). Selon ce raisonnement, la capacité humaine, plutôt que le capital humain, devrait être la pierre angulaire des objectifs de développement.

Depuis les années 90, les idées de Sen sur la capacité ont été reprises non seulement par la Banque Mondiale, mais aussi comme principe organisateur de presque toutes les mesures d'autonomisation. L'UNICEF, par exemple, mesure l'autonomisation en termes d'accès, la prise de conscience des causes des inégalités, la capacité de diriger ses propres intérêts, et la capacité d'agir pour surmonter les obstacles à la réduction de l'inégalité structurelle (UNICEF 2015). La mesure d'autonomisation des sexes (GEM, *Gender Empowerment Measure*) du PNUD met également l'accent sur les inégalités dans la participation économique et politique et le pouvoir décisionnel. On voit facilement pourquoi l'œuvre de Sen a été si influente ; un économiste lauréat du prix Nobel, ses arguments parlent à la fois de la nécessité éthique et économique de soutenir les droits des pauvres à l'autoréalisation. À la fin des années 90, les appels de plus en plus pressants à repenser le développement en raison de l'insatisfaction croissante vis-à-vis de l'ajustement structurel, du fardeau de la dette et de l'écart de pauvreté s'intensifiaient avec les crises financières en Asie et en Amérique latine. Une pression croissante a été ressentie pour trouver de nouveaux modèles qui promettaient un changement de cap. Le travail de Sen a bien convenu à ce but ; tandis que sa conceptualisation de l'autonomisation pose un défi direct à certains des principes de l'économie néolibérale, dans un autre sens elle était plus facilement assimilée en rhétorique du développement que ses prédécesseurs plus radicaux.

Le travail de Sen est une réponse critique à la logique de l'austérité, qui a estimé que l'amélioration des indicateurs économiques tels que la croissance était une condition nécessaire pour être satisfaite avant d'aborder des ensembles plus larges de disparités en matière de santé, d'éducation et d'exclusion sociale. En mettant l'accent sur les capacités plutôt que sur les approches axées sur les ressources, et en élargissant la compréhension du bien-être et des droits des pauvres, Sen fait valoir que l'autonomisation est à la fois un bien intrinsèque et un objectif de développement (1999). Mais parce que les arguments de Sen sont principalement axés sur l'aspect agence de l'individu, ses analyses considèrent rarement la spécificité historique ou culturelle de la capacité, ou comment certains types de capacités sont plus que la somme des capacités individuelles. La liberté est un bien principalement parce qu'elle améliore la capacité des individus de s'aider ; les changements à plus grande échelle, c'est-à-dire les réformes institutionnelles et nationales, servent tous à créer les bases de l'expression de cette capacité individuelle par la responsabilisation, la transparence et l'impartialité. Même si Sen lui-même a été un fervent critique de la pensée néolibérale (1999), ses efforts constants pour placer les conséquences économiques dans les mains des individus (à des degrés variables) et indirectement, par les gouvernements (qui empêchent ou facilitent l'expression des capacités individuels) est susceptible de détournement, puisqu'il est superficiellement compatible avec l'impulsion néolibérale de responsabiliser l'individu et de justifier une réduction concomitante des pouvoirs de l'Etat sur la base d'une mauvaise gouvernance (Navarro 2000). Une fois réduite à l'action individuelle, l'idée de l'autonomisation peut être dépolitisée, dépouillée de son foyer initial sur la lutte collective vers la libération, et réaffectée à légitimer les politiques et programmes de développement descendants.

En pratique, les idées originales d'autonomisation ont été largement dépouillées de leur défi aux structures de pouvoir à grande échelle et sont devenues de plus en plus synonymes de capacité individuelle (Sardenberg, 2008). Dans le contexte de l'Afrique de l'Ouest, c'est peut-être plus évident dans la distinction entre la terminologie francophone et anglophone. « Empowerment » est le plus souvent traduit en français par « autonomisation » ; « women's empowerment » en particulier peut aussi, bien que moins fréquemment, être traduit par « l'émancipation » des femmes ou « l'insertion ». Ces termes ne parviennent pas à transmettre une grande partie de la signification originale de « empowerment »⁹. Au contraire, la disparité dans la terminologie reflète un héritage colonial et postcolonial différent, et une compréhension fondamentalement distincte de la nature du problème et de ses solutions possibles. Les colonies françaises de l'Afrique de l'Ouest ont hérité des institutions coloniales les plus sévères de l'inégalité entre les sexes (Assié-Lumumba 2000). Il est révélateur, par exemple, que les droits humains soient toujours traduits par « *les Droits de l'homme* ». Grâce à des entretiens avec des partenaires et des membres de la communauté sur leur propre compréhension interne du discours empowerment / autonomisation, les chercheurs sont venus à la forte impression que ces distinctions sont plus que linguistiques et correspondent à des différences réelles dans la compréhension de l'autonomisation comme justification de la conception du programme. La discussion ci-dessous est une exploration de certaines des répercussions possibles de la différence de terminologie, destinée à fournir une base utile pour la discussion des principales conclusions de l'étude de cas sahélienne à la fin du rapport.

⁹ L'écart dément une omission volontaire plutôt qu'une défaillance superficielle de la traduction, comme en témoigne le fait que ce changement de terminologie nécessite une prévention consciente des contributions les plus importantes à théoriser le pouvoir au 20^e siècle ; c'est-à-dire le travail, en français, de Pierre Bourdieu et Michel Foucault.

L'autonomisation comme événement passif plutôt que processus actif : autonomisation pour qui?

Une caractéristique curieuse des termes français couramment utilisés comme options pour l'autonomisation (*l'émancipation, l'insertion*) est qu'ils ont tous des connotations de passage de l'enfance à l'âge adulte, comme si le chemin d'une femme à l'auto-actualisation est similaire d'un voyage individuel, irréversible, et avec un point final clairement délimité. La langue transforme l'habilitation de ce qui était à l'origine un processus ascendant en un état prédéterminé à atteindre définitivement. Une fois que l'autonomisation est ainsi étroitement redéfinie, les besoins et les intérêts des femmes semblent parfaitement connus à l'avance, de sorte que les approches descendantes peuvent imposer les conditions nécessaires pour satisfaire leurs intérêts sans la nécessité d'une conception communautaire participative. *L'autonomisation* et *l'insertion* se produisent aux femmes ; cette version d'habilitation est attribuée plutôt que prise. Souvent, l'accent rhétorique sur l'autonomisation ascendante ne correspond pas aux réalités d'une intervention de développement donné, qui, après un examen plus approfondi sert principalement à renforcer le statu quo et d'ignorer les facteurs structurels qui perpétuent la domination (Pereira 2008). Voici ce à quoi Calvès (2009) et d'autres se réfèrent quand ils décrivent l'évocation actuelle de l'autonomisation comme « vague et faussement consensuelle ».

Cela est ironique, car l'enthousiasme original pour la pensée d'autonomisation est venu d'une reconnaissance croissante de la nécessité de donner une voix directe aux femmes et aux pauvres, et d'engager leur participation de manière significative (Wong 2003). Le féminisme global du Sud a spécifiquement attaqué les modèles contemporains en supposant que l'insertion des femmes était suffisante en soi, en insistant sur la nécessité d'une transformation radicale des structures oppressives plutôt que simplement en leur donnant le droit de participer. Dans son livre, *Pédagogie des opprimés* (2005 (1970)), Freire a été tiré par une prise de conscience similaire à développer des modèles bien élaborés pour la recherche participative activiste qui ont été institutionnalisés sous l'égide PRA / PLA / PPA des approches participatives qui prolifèrent dans les modèles de développement actuels.

Dans la pratique, cependant, les approches participatives ont souvent répété les mêmes préjugés envers les intérêts dominants (hommes) pour lesquels les féministes ont toujours critiqué le développement. Les PRA peuvent ne pas répondre adéquatement aux voix des marginalisés au sein de la société, et des femmes en particulier. Ils sont facilement réquisitionnés par les autorités locales et les élites, et sont inévitablement influencés par les rapports de pouvoir et de sexe (Mosse 1994). En outre, l'idéologie de la participation, telle que définie par les organisations de développement, peut être incompatible avec les définitions locales et peut ainsi favoriser par inadvertance la subordination des populations locales (Green 2000, Hickey et Mohan, 2004). Les efforts déployés pour renforcer l'autonomie doivent donc sérieusement prendre en considération les personnes qui sont autonomisées et si elles sont prises à la charge d'une autre population.

L'autonomisation en tant que capacité individuelle

Comme indiqué plus haut, de nombreux traitements actuels de l'émancipation ne la considèrent pas dans ses formes collectives. "*L'autonomisation*", l'acte de rendre autonome, ignore la possibilité de formes interdépendantes de l'autonomisation, et perd la connotation originale de l'autonomisation comme un mouvement vers la base significative d'organisation. En outre, il risque d'homogénéiser les personnes sans

pouvoir, présumant un chemin vers l'autonomie individuelle pour toutes les femmes. Dans leur formulation originale d'autonomisation, les féministes du Sud Global se sont efforcées de reconnaître la diversité des relations de pouvoir entre les femmes et se sont particulièrement intéressées à la nature intersectorielle du pouvoir car la race, la classe et le patriarcat établissent des interactions et renforcent les inégalités. Et l'idée d'autonomie individuelle, plutôt que d'autonomisation, suggère qu'une femme autonomisée doit nécessairement être libérée de la domination masculine, alors qu'en pratique les relations de genre peuvent être complémentaires et se soutenir mutuellement, en particulier au niveau des ménages.

Comme le suggère la discussion antérieure sur la façon dont l'approche de capacité de Sen a été cooptée dans la pratique de développement actuelle, le véritable problème de considérer l'autonomisation comme une capacité individuelle est qu'il désavoue simultanément le rôle de contraintes structurelles à grande échelle (cad., l'ordre politique-économique mondial) sur les opportunités des pauvres et établit une politique de responsabilité qui rend les pauvres responsables de leur pauvreté. Les femmes doivent activement passer de la dépendance à l'autonomie autonome. Le défaut de le faire est attribué soit à leurs défauts individuels, à la mauvaise gouvernance locale, soit à la culture définie de façon nébuleuse. Encadrée de cette façon, le travail de développement peut facilement se transformer en "*sensibilisation*" des populations au courant, mais incapables de transformer leurs circonstances, ou dans des formes de l'impérialisme culturel. Ce raisonnement risque aussi de donner la priorité aux programmes qui défendent un nombre très restreint de femmes exceptionnelles, qui peuvent être structurellement avantagées à bien « exécuter » l'autonomisation, plutôt que des programmes avec une orientation plus large. Ce qui est particulièrement préoccupant en Afrique de l'Ouest où un petit groupe de femmes exercent souvent des niveaux exceptionnels d'autonomisation au sens économique (cad., les femmes du marché au Ghana, ou au Togo les *nanas Benz*).

Une autonomisation limitée à l'organisme individuel est facilement réduite à sa dimension économique, car les dimensions sociales et psychologiques du pouvoir échappent à l'analyse. Cela explique, en partie, la tendance persistante en matière de développement des programmes de microcrédit et de micro-finance des femmes, en dépit de preuves continues que l'inclusion financière ne conduit pas nécessairement à l'émancipation sociale des femmes. La libéralisation remplace la libération (Sardenberg), car le signe de la transformation des femmes est réduit à leur capacité de participation au marché (rapport de la Banque Mondiale, Parpart, 2001).

En réfléchissant à ces deux distinctions fondamentales entre l'autonomisation telle qu'elle a été conçue à l'origine et telle qu'elle est actuellement appliquée, il existe une incohérence fondamentale qui apparaît comme le paradoxe central de l'autonomisation aujourd'hui. Ce qui avait été initialement conçu comme un besoin de s'engager avec les personnes privées de leurs droits de façon à leur donner la conscience et les outils nécessaires pour construire activement leur propre autonomie, a été reconfiguré en un autre type d'engagement actif. Dans le cadre de la politique néolibérale de responsabilité, l'engagement actif est moins représenté par la « voix », et plus par la preuve de la viabilité économique et la volonté de participer à l'activité de marché : au cours de la dernière décennie, l'attention de la programmation s'est déplacée vers cette interprétation de ce qui constitue la participation ; que les pauvres de la planète doivent démontrer de plus en plus leur valeur de bénéficiaires grâce à l'esprit d'entreprise, aux groupes d'entraide, aux initiatives de micro-finance, aux programmes de trésorerie / nourriture pour le travail, etc.

Annexe II – Profiles des pays sélectionnés

1. MALI – Contexte du pays

La République du Mali est un grand pays enclavé du Sahel ouest-africain qui borde l'Algérie, la Mauritanie, le Sénégal, la Guinée, le Burkina Faso et le Niger. Il comprend 1,2 million de kilomètres carrés, dont seulement 5,5% de la superficie totale sont des terres arables. Le pays peut être divisé en trois grandes zones agro-écologiques : le sud (semi-tropical soudanais), le centre (semi-aride sahélien) et le nord (saharien aride).

La population malienne est actuellement d'environ 14,6 millions avec un âge médian de 16 ans. Le taux de croissance de la population est de 3%, se classant au 12e rang mondial. La natalité de 45,53 naissances par 1000 et le taux de natalité de 6,16 enfants par femme sont les deuxièmes dans le monde. Le groupe ethnique mandé compte plus de 50% du pays (y compris les groupes apparentés de Bambara, Malinké et Soninké) suivis par les Peulh (17%), Voltaïque (12%), Touareg et Maure (10%) et Songhaï (6%). La majorité des maliens sont musulmans (94,8%) et 35% des femmes sont dans des ménages polygames (CIA 2016a).

Bamako est la capitale du Mali où résident 1,6 million de personnes. Près de 34% de la population malienne vit actuellement dans les centres urbains, tendance qui augmente d'environ 4,77% par an. En termes d'état de santé, le taux de mortalité infantile est parmi les plus élevés au monde avec 104 décès pour 1000, se classant au deuxième rang mondial. L'espérance de vie totale est de 54,9 ans. Le taux de médecins par habitant est très faible à 0,08 pour 1000 et le taux de prévalence du VIH/SIDA est de 0,9%. Parmi les autres maladies importantes figurent le paludisme et la dengue, l'eau et les maladies d'origine hydrique ou alimentaire (en particulier l'hépatite A, la fièvre typhoïde et les maladies diarrhéiques) et les maladies respiratoires, y compris la méningite (CIA 2016a).

En termes d'activités économiques, la majorité des Maliens (80%) sont engagés dans l'agriculture et la pêche. Environ 10% des habitants sont nomades, principalement dans la région nord. Le PIB de 18 millions de dollars se classe au 138e rang mondial. Les principales ressources naturelles du Mali sont l'or, le phosphate, le kaolin, le sel, le calcaire, l'uranium, le gypse, le granite et l'hydroélectricité. Les exportations de coton et d'or représentent 80% des exportations totales du Mali. Il y a un taux de chômage de 30% et environ 36% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté survivant avec moins de \$1 USD par jour. Le Mali reste fortement tributaire de l'aide étrangère (CIA 2016a).

Dans le domaine de l'éducation, le Malien moyen passe 9 ans à l'école et 33,4% de la population est alphabétisée. Si on les désagrége par sexe, ce chiffre est plus élevé chez les hommes (43,1%) que chez les femmes (24,6%). Les ménages au Mali sont grands, avec une moyenne de 5,7 membres, et environ 9% des ménages sont dirigés par des femmes (CIA 2016a).

Les événements politiques récents au Mali depuis 2012 ont eu des effets négatifs sur l'économie du pays et la sécurité des moyens de subsistance au niveau des ménages. Il s'agit notamment du coup d'état de 2012 et de l'insécurité après le coup qui a conduit les rebelles à repousser les militaires maliens de la région nord lorsque les militants islamiques ont pris le contrôle de Tombouctou, Gao et d'autres régions. Des centaines de milliers de Maliens ont fui, déplacés internes vers le Sud et vers l'extérieur en Mauritanie, au Burkina Faso et dans d'autres pays, ce qui a entraîné un effet déstabilisant général sur la sécurité alimentaire dans la région. En 2013, une intervention militaire a permis au Mali de reprendre le contrôle de la région nord. Ibrahim Boubacar Keita a été élu président en août 2013 et est au pouvoir depuis lors.

2. MALI – Choix du site

En collaboration avec le personnel du PAM à Bamako, les chercheurs ont choisi la région autour de Dioïla, une ville située dans le coin sud-est de la région de Koulikoro au centre du Mali. Dioïla est le siège de sa subdivision administrative (cercle) et constitue l'hôpital régional et le principal marché de la région environnante. Étant donné que la recherche était principalement axée sur le programme P4P, la région sélectionnée bénéficie d'une sécurité alimentaire plus élevée que la plus grande partie du pays. L'agriculture et l'agropastoralisme sont les moyens de subsistance dominants, et le coton joue un rôle important dans l'économie locale.



Deux villages qui ont participé au marché et à l'hôpital de Dioïla et qui avaient des organisations d'agriculteurs P4P actives ont été sélectionnés. Les deux sont Bambara avec quelques foyers Peulhs. N'Golobougou, une ville d'environ 3 000 habitants, se trouve à 40 kilomètres de Dioïla en suivant une route non pavée. Elle bénéficie d'une accessibilité relative, d'une prolifération de projets et d'activités d'ONG, d'un centre de santé et de crédit par le biais d'une mutuelle d'épargne. Tongo, avec environ 1 700 habitants y compris ses hameaux, se trouve à 33 km de Dioïla. Le village est plus dispersé et est agro-pastoraliste, avec de nombreux ménages participant à l'embouche des animaux comme une stratégie de subsistance majeure. Moins accessible, Tongo n'a pas de centre de santé et dispose d'une seule pompe fonctionnelle dans le village principal. Contrairement à N'Golobougou, la population a son propre petit marché pour le petit commerce, et l'accès à plusieurs autres marchés importants autres que celui de Dioïla. Comparé à N'Golobougou, Tongo met davantage l'accent sur la hiérarchie des genres et des âges. Dans nos entretiens communautaires à N'Golobougou, par exemple, les femmes et les villageois de caste s'exprimaient librement et même contredisaient l'imam et le chef du village ; à Tongo, on limitait et coupait régulièrement la parole aux femmes et aux jeunes hommes.

3. NIGER – Contexte du pays

Le Niger est un pays sahélien enclavé et entouré par l'Algérie, la Libye, le Mali, le Burkina Faso, le Bénin et le Tchad, qui compte 1.267 millions de km² (CIA 2016b). L'un des pays les plus pauvres et les plus chauds au monde, le Niger dispose de services gouvernementaux minimaux et dépend largement du soutien étranger du PAM et d'autres donateurs internationaux. En 2015, le Niger a été classé parmi les pays les plus pauvres du monde selon l'Indice de Développement Humain de l'ONU. La base de ressources naturelles du pays comprend l'uranium, le charbon, le minerai de fer, l'étain, les phosphates et l'or. L'économie nigérienne est essentiellement agraire et de subsistance, l'agriculture représentant 40% du PIB de la nation. La récurrence des sécheresses a gravement affecté les moyens de la subsistance de la population du pays au cours des dernières décennies. Le Niger ne dispose que 12,5% de terres arables et 1% de forêts. En plus de la sécheresse sévère, il est confronté à des problèmes environnementaux comme la déforestation, l'érosion des sols, le surpâturage, sa faune est également menacée.

Parmi les 18 millions d'habitants du Niger, les principaux groupes ethniques sont les Haoussa (53%), les Zarma (21%), les Touareg (11%) et les Peuls (6%). La majorité de la population est musulmane. La population du Niger est majoritairement jeune avec 68% de moins de 24 ans, et 24% des enfants de moins de 14 ans travaillent dans un certain type de travail. Le taux de scolarisation est très faible (22%), avec un taux d'alphabétisation des adultes de 19% seulement dans l'ensemble (27,3% pour les hommes et 11% pour les femmes).

Les conditions de santé au Niger sont difficiles et les services médicaux sont malheureusement insuffisants pour répondre aux besoins de la population. Les principales maladies sont le paludisme, les infections gastro-intestinales et respiratoires, la fièvre typhoïde et la méningite. Les taux de mortalité maternelle (553 pour 100 000) et de mortalité infantile (84,6 / 1000 naissances) sont parmi les plus élevés au monde et le taux de fécondité est très élevé soit 6,76 enfants par femme. L'espérance de vie est de 55,13 ans (CIA 2016b).

Alors qu'il est actuellement une nation politiquement stable sous le gouvernement de Mahamadou Issoufou, le Niger est confronté à des menaces persistantes d'insécurité en Libye, au Mali, et à la violence de Boko Haram, un groupe extrémiste islamique basé au Nigéria. L'histoire de l'instabilité politique récente au Niger (rébellion touarègue de 2007-2009, coups politiques en 1996 et 2010) a limité les investissements de l'étranger. Cette tendance a encore été exacerbée par les effets économiques de l'empiètement de Boko Haram du sud (Nigéria) et de l'est (Tchad). Les événements récents en Libye ont également affecté l'économie nigérienne et les perspectives de stabilité politique. La chute de Kadhafi a fermé un système de remise important pour beaucoup d'ouvriers nigériens qui ont migré pour travailler en Libye dans la construction et d'autres emplois de main-d'œuvre non qualifiée.

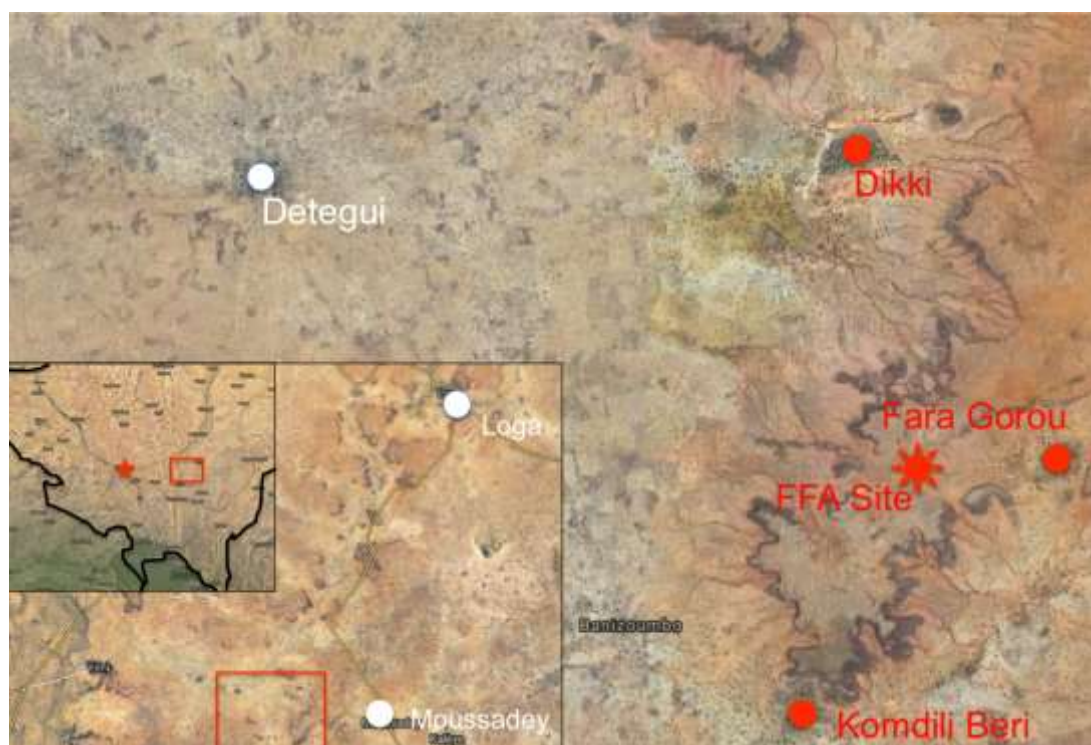
Il est important de souligner d'emblée que les principales conclusions de ce rapport doivent être comprises dans le contexte de l'économie mondiale. La mise en place de programmes d'ajustement structurel imposés au gouvernement nigérien par le Fonds Monétaire International (FMI) a eu des impacts négatifs importants sur l'économie nigérienne. L'effondrement des exportations d'uranium dans les années 1980 a laissé un important fossé dans le financement public des projets de développement. En 1987, le premier grand PAS a été mis en œuvre au Niger avec des termes qui incluaient l'augmentation de la fiscalité, le gel des salaires et la réforme des prix du marché. Les programmes adoptés plus tard en 1994 réduisaient davantage les dépenses publiques (notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé), augmentaient les impôts et imposaient une dévaluation régionale importante du CFA XOF (CIA 2016b).

4. NIGER – Choix du site

Après avoir discuté avec le personnel du PAM à Niamey, les chercheurs ont sélectionné trois communautés qui bénéficiaient conjointement d'un seul programme CFA du PAM, un projet de rétention d'eau entre les

trois villages qui employait des groupes de travail de chaque village. Comme des autres études de cas au Mali et au Tchad, la recherche visait à donner la priorité aux villages qui recevaient les mêmes types d'assistance et qui participaient au même marché, mais qui variaient dans le leadership local, les stratégies de subsistance, l'accès au marché, la stratification économique ou d'autres paramètres susceptibles d'avoir des répercussions sur la réussite des programmes du PAM ou sur les relations entre les sexes. Par le biais de discussions avec le personnel du PAM, trois villages qui collaborent sur le même programme CFA ont été sélectionnés plutôt que trois programmes CFA indépendants, afin de capter les impacts du programme entre villages.

Les trois villages sélectionnés, Fara Gorou, Dikki et Kombili Béri, sont tous de petites communautés d'environ 1000 habitants selon leurs leaders du village, bien que ces chiffres changent considérablement tout au long de l'année pendant que les membres émigrent pendant la saison sèche et reviennent pour labourer pendant la saison de cultivation. Situés dans la commune rurale de Sokorbe, dans le département de Loga, les villages se trouvent à 40 kilomètres au nord de Dosso, l'un des plus grands centres urbains du Niger, et qui se situe sur l'autoroute nationale reliant Niamey à Maradi et Zinder et constitue un carrefour essentiel pour l'importation et l'exportation du Bénin et du Nigéria. En dépit de leur proximité relative à un centre commercial important, ces communautés sont étonnamment isolées en raison de fonds limités et de mauvaises infrastructures routières. Des entretiens sur la participation au marché ont été menés avec des femmes et des hommes dans les villages et pendant la journée de marché à Detegui, le marché régional le plus important. Les marchés locaux et facilement accessibles à Moussadey (près de Fara Gorou) et Kombili Béri fournissent l'essentiel, mais pour les trois villages, Detegui est le marché préféré pour tout ce qui dépasse le petit commerce, en particulier les achats à grande échelle d'animaux et de céréales.



Les trois villages partagent également une dépendance accablante à l'égard des migrations en tant que stratégie de subsistance. Comme la qualité des sols a progressivement diminué et que les rendements de la récolte sont devenus moins sûrs au cours des deux dernières décennies, l'agriculture et l'agropastoralisme ne suffisent plus à nourrir les ménages de la région toute l'année. Dans les trois villages, au moins un membre de chaque ménage émigre pendant au moins une partie de l'année. Ces tendances migratoires sont divisées par

sexe ; les hommes voyagent principalement à l'étranger pour vendre des vêtements de seconde main au Bénin, au Nigeria et en Côte d'Ivoire, et les femmes qui voyagent dans une vague distincte pour servir comme domestiques dans les centres urbains du Niger. Le programme CFA lancé par le PAM, conjointement avec les autres formes de soutien que le PAM et son partenaire d'exécution ont apportées, ont transformé ces communautés principalement en réduisant ou en éliminant le besoin de migration des femmes.

La migration étendue crée un état paradoxal pour ces communautés qui est en fait de plus en plus caractéristique de la vie dans le Sahel rural : elles sont à la fois étroitement liées à des réseaux sociaux considérables, mais confrontées à une négligence politique croissante au sein de leur communauté d'origine. Dans ces villages, on peut entendre les enfants parler Djoula ou Fon ainsi que Zarma, et les ménages peuvent s'appuyer sur des relations étendues dans de nombreux pays pour obtenir des informations sur le marché et des envois de fonds. Au niveau local, cependant, ces communautés manquent de capital politique de base nécessaire pour négocier la clôture de leur école afin de la protéger des animaux, des réparations de base pour leurs salles de classe, ou l'entretien régulier de la pompe du village.

5. TCHAD – Contexte du pays

Le Tchad est un grand pays (le cinquième plus grand d'Afrique et le plus grand pays enclavé) avec une superficie de 1,2 million km², et partage ses frontières avec la Libye, le Soudan, la République Centrafricaine, le Nigeria et le Niger. Bien que le Tchad soit considéré comme faisant partie de l'Afrique centrale, il fait partie des regroupements des pays sahéliens en raison de ses caractéristiques climatiques similaires. Trois zones climatiques caractérisent le pays : la zone Saharienne au nord avec moins de 300 mm de pluie par an (47% de la superficie totale), la zone sahélienne (43% de la superficie) avec une végétation de savane et des précipitations entre 400-700 mm par an, et la zone soudanaise dans le sud (10% de la zone) avec des précipitations entre 700-1300 mm par an.

Comme le Mali et le Niger, le Tchad est une ancienne colonie française qui a obtenu son indépendance depuis 1960. Le pays a connu de profondes réformes constitutionnelles récentes en 2005 avec la dernière élection en 2016 qui a abouti à la réélection d'Idriss Déby. Depuis 1996, le Tchad travaille à la décentralisation de la gouvernance. L'intervention des rebelles qui a commencé en 1998 a déstabilisé le nord du pays, mais connaît un recul progressif depuis peu. Après de multiples attentats et bombardements à N'Djamena en 2015, le gouvernement a déclaré l'état d'urgence dans la région du lac Tchad à cause des activités du groupe terroriste Boko Haram. Les effets économiques dévastateurs de la présence de Boko Haram ne peuvent pas être estimés à juste valeur.

La population actuelle du Tchad est d'environ 11 millions d'habitants. La densité de population est généralement très faible, avec près de la moitié (47%) des habitants du pays résidant sur 10% des terres et la majorité (76% des femmes et 70% des hommes) vivant dans les zones rurales. Les principaux groupes ethniques sont Sara, arabe et Kanembou et les religions majoritaires sont musulmanes (52%) et chrétiennes (44%). Le français est la langue officielle. Les autres langues principales sont l'arabe, Sara (au sud) parmi plus de 120 langues parlées.

L'activité économique repose sur l'agriculture de subsistance, le pastoralisme, et la pêche. Le Tchad possède également des ressources pétrolières qui ont été exportées depuis 2004. D'autres ressources comme l'uranium, l'or, le kaolin, le poisson, le calcaire, le sable, le gravier et le sel sont aussi disponibles. Un ménage tchadien typique se compose de 5,8 membres et 22% des ménages sont dirigés par des femmes. L'infrastructure de base demeure inexistante dans tout le pays, 92% des ménages n'ayant pas accès à l'électricité (99% dans les zones rurales et 68% dans les zones urbaines) et 86% des ménages n'ayant pas accès

aux latrines. Le niveau d'éducation est également très faible, 60% des femmes et 44% des hommes de plus de six ans n'ayant aucun niveau d'éducation formelle. Dans la région du lac Tchad en particulier, 96% des femmes n'ont pas de niveau d'instruction. Les taux d'alphabétisation sont de 54% pour les hommes et de 22% pour les femmes.

Le taux de fécondité est de 4,5 et l'espérance de vie est de 49,8 ans. Le taux de mortalité infantile est le sixième plus élevé au monde avec 88,6 décès/1000. Le taux de VIH/SIDA est de 2,5%. L'insuffisance pondérale des enfants de moins de cinq ans représente 28,8%. Les principales maladies sont les maladies d'origine alimentaire et hydrique et les maladies respiratoires, le paludisme, la dengue et la schistosomiase.

6. TCHAD – Choix du site

Après discussion avec le personnel du PAM à N'Djamena, l'équipe de recherche a sélectionné Guéra pour l'étude, une région au centre du pays dans la zone agropastorale sahélienne. Étant donné la nature de la conception de la recherche, c'est-à-dire la période courte de son exécution et collecte intensive de données, la recherche a cherché à maximiser le temps disponible sur le terrain, mais aussi à saisir les aspects de genre en relation avec diverses stratégies de subsistance. Puisque le Tchad est actuellement entouré de presque tous les côtés par une géopolitique d'instabilité et les conflits, une grande partie du pays a posé un risque de sécurité à l'équipe de recherche qui a été jugé inutile d'inclure pour cette étude. Les chercheurs ont également essayé de trouver une certaine comparabilité avec les programmes qu'ils avaient étudiés dans d'autres pays du Sahel, en particulier au Niger. Dans cet esprit, l'équipe a sélectionné trois petits villages qui avaient été bénéficiaires des programmes de soutien alimentaire pour les actifs du PAM dans le passé récent. Mala et Mormo ont travaillé ensemble sur un projet de rétention d'eau (*haffir* en Arabe), et Mouraye avait construit un petit pont (dalot) pour que les personnes et les animaux puissent traverser même pendant la saison des pluies. Avant ces projets, les membres cibles des trois villages avaient également été les bénéficiaires des distributions alimentaires du PAM.



Mala, Mormo et Mouraye sont à environ 15-25 kilomètres à vol d'oiseau de la ville de Mongo, capitale de la région, mais sont séparés par des terrains montagneux. Ces communautés sont situées sur une étroite plaine entre les chaînes de montagnes (voir carte ci-dessus), de sorte que malgré leur proximité avec un centre urbain, elles demeurent relativement isolées. Comme pour les autres études de cas au Mali et au Niger, les chercheurs ont sélectionné trois villages qui ont participé au même marché, mais avec des variations d'accès et de degré. Les villages de la vallée dépendent de Baro et son marché pour la plupart des ressources, en particulier pendant la saison des pluies lorsque la végétation bloque les cols entre les montagnes qui donnent accès aux autres routes. Les montagnes fournissent des ressources qui peuvent être collectées et vendues sur le marché, en particulier le bois de chauffage, et dans les mois difficiles de nombreux ménages en dépendent pour les plantes sauvages pour compléter leur alimentation. La chasse est limitée par craintes de répercussions de l'État, car il y a une réserve naturelle dans la région autour d'Abou Telfan. Malheureusement, la vie dans les montagnes menace aussi les moyens de subsistance agricoles et pastoraux : les champs peuvent être envahis par les plantes parasites, et les cultures et le bétail sont souvent perdus à la déprédation par les animaux sauvages. Les zones sauvages sont également largement utilisées comme pâturages par les pasteurs arabes, et une petite communauté de pasteurs s'est sédentarisée dans les hameaux de Mouraye.

La proximité de Mongo, et l'isolement géographique de Mongo, établissent la tension centrale d'une grande partie de la vie dans la vallée, où les communautés et les individus recherchent l'accès et la visibilité auprès d'un large éventail des ONG basées à Mongo, qui sont de plus en plus présentes dans la vallée depuis 2008. Malgré l'accessibilité relative des ressources, la mauvaise qualité des sols et les pluies insuffisantes ou irrégulières limitent sérieusement la productivité dans la région et de nombreux ménages souffrent d'une insécurité alimentaire grave, consacrant plus de 75% de leurs dépenses à la nourriture. Mala et Mormo partagent une langue commune (Migama) et une composition sociale similaire. Leur langue n'est que partiellement compréhensible aux Dambagne qui peuplent Mouraye. Comme cela se produit généralement dans le pays, l'arabe tchadien sert de *lingua franca* entre les villages.

Il existe des différences significatives entre les trois villages en ce qui concerne les stratégies de subsistance, la cohésion sociale et l'accès aux ressources. Mala et Mormo sont plus proches du marché de Baro et ont bénéficié d'un plus grand soutien des ONG que Mouraye. Les communautés rapportent des données de recensement récentes pour Mala et Mormo à environ 2 000 habitants et Mouraye à 1 250. La hiérarchie dans les trois villages accorde l'autorité principale au chef de village et à l'imam qui s'appuient à leur tour sur les conseils de leurs adjoints. Chaque village possède également un « chef de terre », descendant direct des fondateurs et des ancêtres, qui détient une autorité largement symbolique en tant que sauvegarde du patrimoine et de l'identité communautaire, bien que son autorité puisse être invoquée dans les disputes territoriales. Dans les cas où les conflits ne sont pas aisément résolus, le chef peut convoquer un comité de sages. Bien qu'il existe des comités de jeunesse dans chaque village, le pouvoir décisionnel au niveau du village repose beaucoup sur la gérontocratie masculine décrite ci-dessus. Mouraye semble beaucoup plus fortement organisé et civiquement engagé que Mala et Mormo, dont les chefs ont un degré limité de leadership. Mouraye se distingue aussi par sa relation avec les pasteurs arabes et par leur incorporation, et la population note qu'un leadership fort a contribué à éviter les conflits qui se produisent souvent entre les agriculteurs et les éleveurs du Sahel.

CONSTATS SUR LE PASTORALISME AU TCHAD

Après le pétrole, l'élevage est la principale source nationale de revenus pour le Tchad, représentant 53% du PIB et fournissant des revenus, directement ou indirectement, à 40% de la population. 90% de l'élevage est basé sur le nomadisme et la transhumance (Recensement Générale de l'Élevage 2014). Malgré cela, les groupes pastoraux sont généralement mal desservis par les programmes d'État et de développement en raison

d'une combinaison de formes logistiques et politiques d'exclusion et sont soumis à des vulnérabilités particulières auxquelles les autres stratégies de subsistance ne sont pas confrontées. Avec environ 94 millions de têtes de bétail (vaches, chèvres, moutons et chameaux) (ibid.), le Tchad possède l'une des plus grandes populations éleveurs en Afrique, mais reste encore sous-étudiée. Sur le plan national, la stratégie de vie des éleveurs fait face à trois menaces principales : le changement climatique ; les instabilités régionales qui limitent la transhumance ; et les impacts économiques de Boko Haram. Dans la région de Mouraye, cette dernière est une préoccupation pressante. Au-delà des vulnérabilités créées par l'instabilité générale du marché céréalier déjà discutées, la perte d'accès à Maiduguri et à d'autres marchés nigériens a coupé les éleveurs de leurs meilleurs et plus fiables clients et a radicalement dévalué leurs animaux. Les plus grands chameaux masculins, qui se vendaient auparavant de 400 000 à 450 000 CFA XAF (environ 680 à 760 USD), vendront cette année pour 250 000 (environ 420 USD). Pour les bovins, le prix des meilleurs taureaux a chuté de 350 000 CFA XAF (environ 590 USD) à 200 000 (340 USD). Ce choc fut aggravé par l'instabilité du naira. De nombreux éleveurs ont été obligés de vendre leurs troupeaux entiers et de sédentariser temporairement afin d'équilibrer leurs comptes, parce que le taux de change de XAF chutait par rapport à la monnaie nigérienne. Les éleveurs interrogés s'inquiètent que la dévaluation de leurs troupeaux puisse devenir permanente, une lourde perte pour un groupe qui conserve autant de richesse que possible sous forme animale.

La relation entre les éleveurs arabes semi-sédentarisés et les cultivateurs de Mouraye est, selon leur propre description, une remarquable exception à l'habituelle, qui va normalement de la méfiance mutuelle à l'hostilité pure et simple. Les tensions entre les éleveurs et les agriculteurs sont à leur maximum en avril / mai et encore en octobre, lorsque la migration de transhumance nord-sud coïncide respectivement avec les saisons de plantation et de récolte. Comme le changement climatique a poussé plus d'éleveurs vers le sud, la probabilité de conflit en ces saisons a augmenté. À Mouraye, la coexistence des groupes est précaire. Beaucoup d'Arabes préfèrent partir pour Baro ou pour les régions au sud dès l'arrivée des pluies pour revenir après la récolte, en partie à la recherche de pâturages, mais aussi pour éviter les conflits de pâturage sur les terres cultivées. Lorsque des conflits surviennent inévitablement, le chef du village est particulièrement capable de trouver une solution sans impliquer les autorités de l'État avant que la situation ne s'aggrave.

L'État a également créé des mesures pour minimiser les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. Les couloirs de migration ont été délimités dans tout le pays ; ceux qui cultivent dans leurs limites n'ont aucun recours légal si les récoltes sont endommagées par les troupeaux. L'Etat a également désigné des zones d'abreuvement des animaux afin d'éviter la concurrence des ressources en eau, une autre source majeure de conflit. Au-delà de ces dispositions fondamentales, cependant, le gouvernement a largement négligé les besoins des éleveurs, ce qui génère un ressentiment considérable parmi les arabes de Mouraye. La principale source de leurs plaintes est l'insuffisance des services publics de santé vétérinaire. Réaction compréhensible, étant donné que la nutrition inadéquate est la principale cause de la mort du bétail en années normales, et le facteur principal responsable des pertes de poids et de la faible production. Les agents du gouvernement passent tous les six mois pour des campagnes de vaccination (à 100F par animal), mais les pasteurs sont profondément méfiants de leur honnêteté, estimant qu'ils falsifient le vaccin ou réduisent les dosages à leur propre intérêt. En conséquence, ceux qui ont les moyens de le faire choisissent de revacciner leurs troupeaux à Mongo. Néanmoins, l'anthrax et la trypanosomiose africaine (nagana) déciment régulièrement leurs troupeaux. Les éleveurs se plaignent aux agents vétérinaires que leurs animaux sont malades, mais ne reçoivent aucune formation ou conseil.

Le degré de négligence de l'État est presque certainement exagéré dans les entretiens, mais il indique le niveau de frustration que ressentent les pasteurs. Leur ressentiment vis-à-vis du gouvernement découle fondamentalement du sentiment que le contrat social entre les éleveurs et l'Etat n'a pas été respecté. Les Arabes ont une présence permanente autour de Mouraye depuis au moins trente ans, ils ont signé des contrats avec les cantons de leurs pâturages et ont développé un équilibre paisible avec leurs voisins par une

diplomatie attentive. En réponse, le gouvernement local en profite en imposant une surtaxe à chaque transaction animale, mais n'a pas mis en place un seul puits désigné aux animaux, et a ignoré leur situation difficile dans les années difficiles, même en fournissant une assistance à leurs agriculteurs voisins. De plus, le gouvernement n'a pas mis les fournitures vétérinaires nécessaires à leur disposition. Selon les arabes, le peu de soutien que l'État a fourni a été largement détourné vers des opportunistes indignes et des politiciens corrompus de bas niveau.

Dans les entretiens avec des éleveurs masculins, il est clair que la vente d'animaux, même dans les situations d'urgence des ménages, est une décision difficile. La propriété du bétail est le déterminant absolu de la richesse et du statut social, sans parler de l'identité culturelle. Ceux qui ont moins d'animaux fournissent un soutien aux membres de la famille plus riches qui les embauchent pour garder leur bétail, de la même façon que les agriculteurs qui ont des exploitations insuffisantes sont tenus de faire le métayage avant la récolte. Beaucoup se souviennent des sécheresses dévastatrices des années 1980, alors que les troupeaux étaient si épuisés que la plupart des familles étaient obligées de sédentariser et de reconstruire peu à peu leurs troupeaux. Beaucoup de ménages dans les hameaux de Mouraye sont le produit de ces crises et ont choisi un des deux chemins vers la sédentarisation partielle. Dans la mesure du possible, ils ont maintenu de grands troupeaux mais ont envoyé leurs animaux en transhumance avec des garçons adolescents pendant la saison agricole. Plus souvent, la stratégie intermédiaire implique l'agriculture d'un côté de la chaîne de montagnes, et le maintien de petits troupeaux de l'autre.

Étant donné que les pasteurs vendent des animaux uniquement à contrecœur, les femmes et les enfants de leur ménage sont souvent confrontés à un niveau de santé et d'insécurité alimentaire qui n'est pas bien indiqué par une simple mesure des biens du ménage. Les chèvres et les moutons, plutôt que le bétail ou les chameaux, sont le plus fréquemment utilisés pour faire face à des moments de crise tels que les urgences sanitaires, les mauvaises récoltes ou les épidémies de maladies vétérinaires. Même lorsque ses membres souffrent de malnutrition, les ménages préfèrent vendre un animal pour les céréales ou les macarons que d'abattre l'animal pour la viande. Dans une année normale, les enfants mangent de la viande seulement quelques fois par an, quand les animaux sont abattus à des cérémonies ou comme un geste d'hospitalité pour les visiteurs. Même dans le cas d'une urgence sanitaire de l'enfant, les femmes n'ont pas le droit de tuer ou de vendre un animal sain, bien qu'un animal plus âgé et sans valeur marchande puisse être abattu pour la viande. Les ménages éleveurs ont tendance à éviter le centre de santé à Kofilo jusqu'à ce que le traitement soit nécessaire d'urgence, bien qu'ils souffrent fortement du paludisme, de la jaunisse et de l'épidémie des « hémorroïdes ».

Les calendriers saisonniers des hommes et des femmes éleveurs partiellement sédentarisés de Mouraye se présentent presque entièrement en parallèle : l'économie plus grande et dominée par les hommes, centrée sur l'achat et la vente d'animaux ; et l'économie subsidiaire et féminine, basée sur la vente de lait. Les femmes et les hommes cultivent des cultures distinctes dans les mois d'été : le mil pour les hommes, le sésame et les arachides pour les femmes. Le bétail donne également naissance dans les mois d'été, et les femmes vendent le lait principalement à partir de juillet jusqu'à la récolte d'octobre. Puisque la production laitière exige un fourrage adéquat, l'économie laitière diminue au cours de la saison sèche lorsque les hommes voyagent avec les troupeaux, et les femmes se tournent de plus en plus vers des activités complémentaires telles que la fabrication de tapis et de tamis. Les femmes vendent du lait localement à Mouraye et dans les villages environnants, mais comptent principalement sur les ventes sur le marché de Baro.

Les femmes ont une autonomie considérable dans l'économie laitière. Au mariage, la femme reçoit une vache de la famille du mari. Même quand la vache rejoint le troupeau plus grand, elle et toute sa progéniture appartiennent entièrement à la femme. L'héritage suit la coutume Shari'a, des fils recevant deux fois plus que

leurs sœurs, et seulement une petite partie revient à la femme survivante. Cependant, les femmes sont généralement autorisées à conserver des animaux qu'elles ont pu acheter par le biais de profits de vente de lait. Contrairement à leurs homologues agricoles, les femmes ne semblent pas avoir un plus grand pouvoir de décision dans les saisons de migration masculine, car il y a toujours un parent masculin pour maintenir l'autorité en l'absence du mari.

La profonde méfiance pastorale envers les institutions étatiques s'étend aux structures de crédit et bancaires. La plupart évitent même la banque de céréales à Mouraye, et fuient complètement le crédit formel à Baro et les villes voisines. À leur tour, les associations de crédit se méfient généralement des éleveurs pour des raisons pratiques (c'est-à-dire la difficulté d'obtenir des garanties des nomades) et des perceptions racistes de la fiabilité des Arabes. À la place de ses structures, la plupart des éleveurs dépendent fortement des relations familiales et des réseaux sociaux très étendus, qui s'étendent souvent dans de vastes zones géographiques et même au niveau international au Soudan. Les femmes éleveurs sont effectivement exclues du crédit. Le programme d'alimentation du PAM appuyait un grand nombre de foyers des éleveurs, car de nombreux enfants malnutris étaient qualifiés. Cependant, aucun des éleveurs n'a pu participer au programme FFA parce qu'ils ne pouvaient pas abandonner leurs animaux, bien qu'ils aient tout intérêt à sa construction, puisque le dalot leur permet la libre circulation de leurs troupeaux pendant toute l'année.

APPENDICE A : Instruments de collecte des données

Evaluation USF: Guide d'Entretien pour les Entretiens Communautaire	
Nom du Village :	Enquêteur :
Commune :	Date de l'enquête :
Arr./Sous-Préfecture :	Noms des hameaux :
Début Enquête (heure) :	Fin (heure) :
1. INFORMATIONS GÉNÉRALES DU VILLAGE	
1.1. Situation géographique : distance au centre urbain en km, état de piste, conditions du terroir, questions de définition (hameaux, terrains contestés avec d'autres villages, etc.)	
1.2. Historique du village : Quelle est la date approximative de la fondation du village ? Quelle est la famille fondatrice du village ? Quels sont les groupes ethniques, les religions et langues parlées au village ?	
1.3. Changements : Grands évènements ou crises que le village a connu pendant votre vie (y compris échec des programmes de développement, crises économiques). Notez les changements importants dans les stratégies de vie menée par la population ?	
1.4. Population du village : Quelle est la population estimée au village ? Pourcentage des femmes ? Nombre des ménages ?	
1.5. Organisation sociale : Quelle est l'organisation sociale du village (hiérarchie, castes, prise des décisions, etc.) ? Quelle est l'organisation sociale du travail au village (activités des hommes et des femmes au cours d'une année normale, identifiant les saisons des activités différentes) ? Est-ce que cette organisation des activités du village a changé dans les 20 ans derniers ?	
1.6 Biens du ménage : Est-ce que les hommes et les femmes de ce village ont le même accès aux biens du ménage ?	
1.7. Services de l'état : Quels sont les services de l'état qui jouent un rôle important dans ce village ? En quels contextes est-ce que les habitants communiquent avec ses représentants ?	

1.8. Autres services : ONG et autres organisations qui jouent un rôle important au village. Décrivez.	
1.9. Infrastructures de base : éducation, santé, transportation, puits/forages, latrines, marchés (fréquence, proximité), etc.	
1.10. Systèmes de vie : Quelles sont les occupations principales ? (Agriculture, élevage, pêches, petit commerce, artisanat, autres). Décrivez-les.	
1.11. Migration : Est-ce que la migration est une stratégie de vie ici ? Combien de familles ont au moins un membre qui fait la migration ?	
1.12. Contraintes : Quelles sont les trois contraintes principales au village ? Solutions tentés et envisagés ? Au cours d'une année normale, quelles sont les périodes les plus durs ici ?	
2. INTERVENTIONS FONDÉES SUR LES MARCHÉS	
2.1 Marchés : La population fréquente quels marchés ? Pour quels besoins ?	
2.2. Accès : Est-ce que les habitants de ce village ont accès aux sources de crédit ou d'épargne ? Lesquels et depuis quand ?	
2.3. Activités du PAM : Que pensez-vous des activités du PAM et ses partenaires ici ? Qu'est-ce qu'ils font dans ce village ? Est-ce qu'il existe d'autres organisations qui font un travail pareil ?	
2.4 PAM et genre : Quel est le niveau d'implication du PAM chez les femmes comparativement aux hommes ?	

USF – ETUDE DES ACTIVITES DU PAM – ENQUÊTE DU MENAGE

Nom Chef Ménage :	Début Enquête (Heure) :	Fin (Heure) :	Date :
-------------------	-------------------------	---------------	--------

Identité du Ménage :	No Téléphone :	Village :	Nom Enquêteur :
----------------------	----------------	-----------	-----------------

A. Caractéristiques du Ménage

1. Diagramme de la Parenté du Ménage :

Notez ci-dessus la structure du ménage. Indiquez sur le diagramme le chef du ménage et les personnes enquêtées. Renseignez-vous sur les ethnies, niveaux d'éducation, occupations principaux, scolarisation des enfants, et autres caractéristiques du ménage, puis résumez les points à retenir dans l'espace au-dessous. Notez en particulier s'il y a des membres du ménage bénéficiaires des programmes du PAM.

2. Résumé des caractéristiques :

B. Résidence et Habitat

B1. Histoire de résidence : <i>Est-ce que ce village est votre village d'origine ? Si non, racontez l'histoire de vos lieux de résidence.</i>	
---	--

B2. : Sources d'eau et d'énergie : <i>Sources d'énergie pour la cuisine, types des sources d'eau utilisé et consommé, distance de pointe de collecte, et remarques</i>	
--	--

C. Biens du Ménage

C1 : Biens du ménage : <i>Quels sont les biens de grande valeur ou de grande utilité dans votre ménage (cf., charrettes, bicyclettes, mobylettes, motos, moustiquaires et les outils de cultivation). Notez combien et qui a le droit de les utiliser ?</i>																				
D. Activités quotidiennes des hommes et des femmes																				
Heure	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	0
HOMMES																				
Saison sèche																				
Hivernage																				
FEMMES																				
Saison sèche																				
Hivernage																				
E. Agriculture																				
E1. Pratiquez-vous l'agriculture ? <i>Si oui, cultures pratiquées, superficies en ha, nombre de parcelles, cultures sous pluies, irriguées et autres...</i>																				
E2. Régime foncier : Abondance des terres ? types de propriété des parcelles ; qualité des sols ?																				
<i>Femmes et accès à la terre ?</i>																				
<i>Est-ce qu'il y a des parcelles qui sont louées ? Reçu en empreint ? Pratique du métayage ? Location de terres ? Emprunt de terres ?</i>																				
<i>Est-ce que toutes les parcelles sont entièrement exploitées (collectivement ou individuellement) ?</i>																				
<i>Peut-on acheter ou vendre la terre ?</i>																				
E3. Appréciation de l'évolution des prix de vente de vos produits et de vos intrants :																				
F. Elevage																				

F1. Animaux : <i>Pratiquez-vous l'élevage ? Si oui, quels sont les animaux que vous avez actuellement ? Notez les types et nombres et à qui ils s'appartiennent (femmes ?)</i>	
F2. Vente/Achat : <i>Est-ce que vous avez vendu ou acheté des animaux dans l'année dernière ? A quel prix ? Quelles sont les raisons de l'achat/vente ?</i>	
F3. Morts : <i>Est-ce que vous avez perdu des animaux dans l'année dernière ? Quelles sont les causes de mort ?</i>	
G. Principales Sources de Revenu Monétaire (pour tous les membres du ménage)	
G1. Sources de revenue : <i>Quelles sont les principales sources de revenue monétaire du ménage ?</i>	
<i>Est-ce qu'il y avait d'autres sources qui n'existent plus ? Citez-les et la raison du changement.</i>	
G2. Emigration saisonnière : <i>Est-ce vous ou d'autres membres de votre ménage font l'emigration saisonnière, quittant le village pour retourner chaque année ? Pourquoi et où font-ils l'émigration saisonnière ?</i>	
G3. Envois de fonds : <i>Recevez-vous de l'argent des membres de la famille qui habitent hors de la maison ? Si oui, combien avez-vous reçu cette année ?</i>	
G4. Changement des revenus : <i>Est-ce que vos revenus monétaires ont augmenté ou diminué au cours des 12 derniers mois ? Quels sont les facteurs qui ont contribué à la baisse ou à l'augmentation des revenus ?</i>	
H. Prêts	
H1. Prêts actuels : <i>Qui sont les membres du ménage qui ont une dette en ce moment ? Quel est le montant, taux d'intérêt, et durée pour rembourser tous les prêts du ménage ?</i>	
<i>Quelles sont les raisons des prêts ? Quelles sont les sources de ces prêts ? Y a-t-il des dettes en nature ?</i>	
H2. Histoire des prêts : <i>Solliciter d'un membre du ménage avec un prêt actuel l'histoire de ses prêts, citant les sources des prêts et l'utilisation des prêts. Qui dominant entre les AGR et les besoins de consommation ?</i>	
H3. Stratégies de remboursement : <i>Est-ce que vous avez prêté de l'argent pour payer une dette ? Avez-vous vendu quelque chose de valeur pour rembourser une dette ? Si oui, quel(s) objet(s) et à quel prix ?</i>	
H4. Prêts aux autres : <i>Avez-vous prêté de l'argent ou des biens à quelqu'un ? En espèce ou en nature ? Combien ?</i>	

H5. Systèmes d'épargne : Avez-vous des moyens d'épargner de l'argent ? Citez-les. Quel est le montant de vos épargnes maintenant ?	
H6. Urgences : Ou est-ce que vous trouvez de l'argent en cas d'urgence ?	
I. Alimentation du Ménage	
I1. Au cours des 12 derniers mois, êtes-vous parvenu à satisfaire tous vos besoins alimentaires ? stratégies adoptées ?	
I2. Production : Est-ce que votre production de l'année dernière a été normal, plus que normale ou moins que normale ? Pendant combien de mois votre propre production a-t-elle duré depuis la dernière récolte ? Si la production ne suffisait pas à couvrir les besoins du ménage, pourquoi ?	
I3. Avez-vous donné de la nourriture à d'autres personnes en dehors de votre ménage au cours de l'année écoulée ? (Expliquez)	
J. Stratégies de survie par rapport à la consommation alimentaire	
J1 : Stratégies : Quelles sont les stratégies de survie que vous utilisez le plus souvent pendant les temps difficiles ? Avez-vous vendu un objet de valeur pour subvenir aux besoins alimentaires ou autres pendant les temps difficiles ? Lesquels ? Si oui, décrivez la situation. (Puis : déscolarisation, réduction des repas, emprunt, vente des bétails ou parcelles)	
K. Problèmes de santé du ménage au cours des 12 derniers mois	
K1 : Maladies : Quelles sont les maladies les plus fréquentes dans le ménage ? Qui sont les membres les plus souvent atteints de maladies ?	
K2. Travail : Dans les derniers 12 mois, est-ce que quelqu'un dans le ménage a eu une maladie qui lui empêchait de travailler ? Si oui, pendant combien de temps ?	
K3. Traitement : Où cherchez-vous des traitements (centre de santé, marabout, féticheurs, autres traitements traditionnels, pharmacies, vendeurs ambulants, etc.) ?	
L. La prise des décisions au sein du ménage	

L1. Pour chacun de ces cas, expliquez comment les décisions sont prises au sein du ménage. Qui est impliqué et de quelle façon ? Qui a le mot final ?	Recherche des soins médicaux ou autres pour les enfants ? Nutrition des enfants ? Vente des biens en cas d'urgence ? (Terrain, animaux, etc.) Que faire avec du revenu gagné par le mari ? Par la femme ?
---	---

M. CFW/FFA et ses impacts

M1. Participation : Est-ce que votre ménage participe (ou a participé) dans les activités CFW or FFA ici ? Si non, pourquoi pas ? [Sauter à la ligne M6]. Si oui, pourquoi ? Comment est-ce que votre ménage a décidé qui participera dans le travail ?	
M2. Heures de travail : Décrivez le travail que vous faites. Quelles sont les heures et les saisons de travail ? Comment parvient le ménage à rattraper le temps perdu de vos autres obligations ?	
M3. Activités : Que fait votre ménage avec les revenus du travail ? Comment cette décision est-elle prise dans votre ménage ?	
M4. Préférence : Préférez-vous de recevoir de paiement en espèce ou en nature ? Pourquoi ?	
M5. Impacts sur le ménage : Qu'est-ce qui est possible pour votre ménage aujourd'hui à cause de l'appui de PAM qui n'était pas possible auparavant ?	
M6. Impacts sur la communauté : Quelles sont les impacts principaux de CFW/FFW au niveau du quartier ou du village ?	
M7. Appréciation : Qu'est-ce que vous aimez de cet appui ? Quels sont les aspects qui ne vous conviennent pas ?	

N. CT/DGC et ses impacts	
N1. Ciblage : Est-ce que votre ménage était bénéfice d'un appui CT ou DGC ? Que pensez-vous du système de ciblage ? Si non, pourquoi imaginez-vous que votre ménage n'était pas choisi ? [Sauter à la ligne NX] . Si oui, qui est-ce dans le ménage qui a été identifié comme bénéficiaire direct ? [Indiquez sur le diagramme A1.]	
N2. Distribution : Expliquez comment vous avez reçu de l'appui. Combien et quand avez-vous reçu ?	
N3. Utilisations : Qu'avez-vous fait avec l'appui donné ?	
<i>Dans votre ménage, comment est-ce que les décisions sont prises sur l'utilisation de soutien ? Qu'est-ce qui se passe au cas où il y a une différence d'opinion ?</i>	
N4. Préférence : Préférez-vous de recevoir de paiement en espèce ou en nature ? Pourquoi ?	
N5. Impacts sur le ménage : Qu'est-ce qui est possible pour votre ménage aujourd'hui à cause de l'appui de PAM qui n'était pas possible auparavant ?	
N6. Impacts sur la communauté : Quelles sont les impacts principaux de CT/DGC au niveau du quartier ou du village ?	
N7. Appréciation : Qu'est-ce que vous aimez de cet appui ? Quels sont les aspects qui ne vous conviennent pas ?	
Avez-vous des questions ou des commentaires à ajouter ?	
O. Mobilité du Participant (Femme)	
O1. Histoire de résidence : Est-ce que ce village est votre village d'origine ? Si non, racontez l'histoire de vos lieux de résidence. (Si oui, avancez à B3).	
O2. Liens de village d'origine : Est-ce que vous gardez contact avec votre village parental ? Vous avez l'habitude de les rendre visite ? Est-ce qu'il faut l'accord de votre mari avant de les visiter ? De les appeler ? Au cas où il y a des problèmes au sein de votre ménage, avez-vous accès au soutien de vos parents ?	
O3. Mobilité : Dans les douze mois passés, combien de fois êtes-vous sorti du village ? Vous allez aux marchés ou centres urbains avec quelle fréquence ? Qu'est-ce qui limite la fréquence de vos sorties ?	

O4. Durée hors village : <i>Dans les 12 mois passés, combien des fois avez-vous passé la nuit hors du village ? Quelle était la durée de votre séjour hors village la plus importante ?</i>	
P. Communication (Femme)	Numéro Portable :
P1 : Accès aux portables : <i>Dans votre ménage, qui a des portables ? Avez-vous en accès pour envoyer ou recevoir des appels ? De l'argent ? Décrivez la façon dans laquelle vous utilisez les portables.</i>	
P2. Possession du portable : <i>Est-ce que vous avez le portable vous-même ? Vous l'utilisez de façon individuelle ou collective ? Est-ce que vous pouvez l'utiliser à tout moment ? Uniquement devant le mari ? Expliquez.</i>	
P3. Renseignement sur le marché : <i>Comment vous renseignez-vous sur le marché ? Sur les prix et disponibilité des produits ? Sur le dynamisme du marché et les aspects sociaux ? Quel genre d'information avez-vous l'habitude de trouver par portable ?</i>	
Participez-vous directement aux activités de marché ? [Si oui, passez au MV partie C]	

Evaluation USF: Guides d'Entretien pour les Groupes Focus

Nom du Village: _____

Date: _____

Participants du Groupe Focus FFW/CFW

Prénoms et Noms	Age	Occupation Principale	Bénéficiaire d'autre(s) programme(s) du PAM ? (oui/non) Si oui, précisez.	Sait lire et écrire ?	Numéro de Téléphone
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
6.					
7.					
8.					
9.					
10.					

Début Enquête (heure) : _____ **Fin (heure) :** _____ **Nom(s) Enquêteur(s) :** _____

1. Guide d'Entretien: Groupements OP		
1.1. L'économie du village		
1.1.1. Contraintes : 3 contraintes principales au village?		
1.1.2. AGR : Quelles sont les activités qu'on mène actuellement au village afin de générer des revenus ? Quelles activités est-ce que vous voulez entreprendre mais ne pouvez pas ? Qu'est-ce qui vous empêche d'entamer ses activités (Puis : manque de temps libre, manque d'argent, manque de mains d'œuvre) ?		
1.1.3. Temps difficiles : Au cours d'une année normale, quels sont les périodes que vous trouvez les plus difficiles ? Est-ce qu'il y a des périodes de l'année dans lesquelles vous avez tendance à prendre des prêts en espèce ? En nature ? Pour quelles raisons ?		
1.1.4. Crédit : Est-ce que vous avez accès aux sources de crédit ? Si oui, citez-les. Avez-vous utilisé d'autres sources de crédit ? Si oui, quand et pour quel besoin ? Existent-ils d'autres systèmes de crédit ici auquel vous n'avez pas accès ? Si oui, pourquoi pas ?		
1.1.5. Groupements d'épargne : Y a-t-il parmi vous des individus qui font partie des tontines ou groupements d'épargne ? Pourquoi ou pourquoi pas ?		
1.1.6. Autres organisations : Existent-ils des autres groupements au village ? Quelles activités mènent-elles ? Est-ce qu'il y a des individus parmi vous qui sont membres ?		
1.1.7. Travail des femmes : Constatez-vous que le travail des femmes au village a augmenté depuis les cinq ans derniers? Est-ce qu'il a diminué ? Comment expliquez-vous ce changement ?		
1.2. FFW/CFW		
1.2.1. Participation : Pourquoi est-ce que vous avez décidé de participer au programme CFW/FFW ? Comment est-ce que votre ménage a sélectionné les individus qui participeraient au travail.		
1.2.2. Travail : Décrivez le travail que vous faites. Comment est-ce que vous arrivez au site de travail ? Quelles sont les heures et les saisons de travail ?		

1.2.3. Partage de travail : Comment est-ce qu'on divise le travail par genre ? Est-ce qu'il y a autres divisions par communauté ou autre ? Comment assurer que la division du travail est juste ?		
1.2.4. Temps : Comment parvient vos ménages à rattraper le temps perdu de vos autres obligations ? Qui prend la relève ?		
1.2.5. Activités : Que fait votre ménage avec les revenus du travail ? Comment est-ce que cette décision est-il prise dans votre ménage ?		
1.2.6. Forme de paiement : Préférez-vous de recevoir de paiement en espèce, en nature, ou en coupon ? Peut-être il y a une combinaison de formes de paiement qui vous convient ? Pourquoi ?		
1.2.7. Contraintes : Sans l'appui de CFW, FFW quelles sont les stressés économiques que vous affrontez ? Sont-ils les mêmes pour les hommes aussi bien que les femmes ? Est-ce que l'appui de PAM a su répondre à ces contraintes ?		
1.3. Impacts et avenir de CFW/FFW		
1.3.1. Impacts de CFW/FFW au sein des ménages : A votre avis, quels sont les impacts les plus importants de CT/DGC au sein des ménages ici ? Pour les femmes ? Pour les hommes ?		
1.3.2. Impacts de CT/DGC sur les relations sociales au ménage : Est-ce que l'appui de PAM induit des effets sur les relations dans les ménages ? Ex : relations époux/épouse ; relations entre coépouses, relations entre chef de ménage et membres de sous-ménages ?		
1.3.3. Impacts de CT/DGC au niveau communautaire : A votre avis, quels sont les impacts les plus importants de CT/DGC au niveau communautaire ?		
1.3.4. Pérennité : Comment voyez-vous les impacts de long terme de CT/DGC ? Si le soutien disparaîtrait quelles seront les effets de long terme ?		
1.3.5. Avis : A votre avis, qu'est-ce qui marche très bien au groupement OP ? Qu'est-ce qui ne marche pas bien ?		

